

« Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du diplôme HES d'éducatrice sociale »

La cité, du solidaire au « *chacun sa mère* »

Regards de jeunes adultes issus des cités Néréïdes/Bosquet



Malorie Borle

Directeur : António Magalhães de Almeida
Jurys : Bernard Lévy et Nicolas Delavy

Novembre 2007 – janvier 2009

« Les opinions émises dans ce travail n'engagent que leur auteur. »

Résumé

Ce mémoire de fin d'étude retrace mon expérience marseillaise auprès de « jeunes de cités » en tant qu'éducatrice en prévention spécialisée au sein d'une association. Cinq mois passés dans les cités Néréides/Bosquet m'ont permis de découvrir leur environnement social derrière les stéréotypes habituels. Mon immersion professionnelle a constitué un moyen de les aborder plus intimement. Dans ce travail d'initiation à la recherche, j'ai voulu reproduire une sorte de « photographie » dynamique des « jeunes de cités » en partant de leur discours avec pour objets d'étude, leur mode de vie, leur système de pensée, leur organisation, leurs codes et leurs « lois » au sein de leur milieu de vie. Plus particulièrement, je me suis intéressée à un groupe de jeunes souvent « en bas des immeubles », reconnus comme les « jeunes de cités » Néréides/Bosquet.

Mots-clés

Jeunes, cité, organisation territoriale, socialisation, normes sociales, valeurs, identité, exclusion sociale, banlieues populaires, économie parallèle, rapport entre les sexes.

Remerciements

Je remercie chaleureusement toutes les personnes, qui, par leur disponibilité et leurs encouragements, m'ont soutenu dans l'élaboration du présent travail.

De tout cœur, je remercie les jeunes des cités Néréides/Bosquet et des HLM de La Valbarelle qui ont accepté de participer à ce travail de terrain, pour le temps qu'ils m'ont accordé, la richesse de nos échanges et l'enthousiasme dont ils ont fait preuve.

Un merci particulier à :

- Antonio Magalhaes de Almeida, directeur de mémoire ;
- Bernard Lévy, responsable filière éducateur social, HEVS et jury ;
- mes collègues éducateurs de l'ADDAP 13 ;
- mon entourage, pour le soutien et les encouragements reçus tout au long de ce travail de mémoire et de ma formation.

« La société a des préjugés.

Si tu viens de la cité, t'es pas bien !

C'est à cause de la télévision, les journalistes parlent toujours négativement des cités.

J'ai vu aux infos qu'en France, 70% des personnes en prison sont des Maghrébins.

Pourquoi ?

*Parce qu'il n'y a pas de travail, qu'on n'est pas assez payés
et qu'on doit se débrouiller pour avoir de l'argent et vivre comme tout le monde.*

Le trafic, on en a besoin pour survivre. Il est utile pour les jeunes et les familles.

Les lois sont mal faites, elles sont trop dures. Tout le monde cherche l'argent.

On fait tout pour s'adapter. »

Mohammed, 21 ans, un jeune de la cité Les Néréïdes.

TABLES DES MATIERES

AVANT-PROPOS	3
INTRODUCTION.....	5
<i>Choix de l'objet de recherche.....</i>	<i>6</i>
I. PRESENTATION DE LA RECHERCHE.....	9
<i>I. 1 Les cités Néréides/Bosquet.....</i>	<i>9</i>
Population et habitat.....	10
Paupérisation du quartier	11
L'entretien des cités, un travail difficile ?	11
Relations entre habitants	14
<i>I. 2 Structures sociales des cités.....</i>	<i>15</i>
Le centre social : la « Maison Pour Tous »	16
L'ADDAP 13.....	17
<i>I. 3 Problématique.....</i>	<i>20</i>
<i>I. 4 Hypothèses retenues</i>	<i>21</i>
Objectifs principaux	22
II. METHODOLOGIE.....	24
<i>II. 1 L'enquête ethnologique de terrain</i>	<i>24</i>
<i>Etapas et outils</i>	<i>25</i>
L'observation participante	25
L'immersion dans les cités et l'acceptation par la population	25
<i>II. 2 « Personnes ressources ».....</i>	<i>26</i>
<i>II. 3 Entretiens</i>	<i>27</i>
Les entretiens informels.....	27
Les entretiens semi-directifs et/ou approfondis.....	28
<i>II. 4 Les enquêtés.....</i>	<i>30</i>
L'équipe de « collègues »	31
Brève présentation des jeunes interrogés.....	33
Analyse de contenu	36
III. « CHAPITRES » DE LA RECHERCHE : DESCRIPTION ET ANALYSE	38
<i>A : JEUNES DES NEREÏDES – JEUNES DU BOSQUET</i>	<i>38</i>
<i>III. A. 1 Identité, identités, identification.....</i>	<i>38</i>
Le « cramé », le « caïd » et le « chaud »	38
<i>Influence du milieu social.....</i>	<i>39</i>
Socialisation.....	39
<i>B : ORGANISATION TERRITORIALE ET CONTROLE SOCIAL</i>	<i>43</i>
<i>III. B. 1 Territoire, territoires.....</i>	<i>43</i>
« Moi, je suis du quartier ! »	45
« Quand tu quittes le quartier, au début t'y es un peu perdu »	46
Attaché/détaché	47
Mobilité/repli	49
<i>C : LES CITES ET LEURS LOIS.....</i>	<i>52</i>
« Si tu fais ton malin, tu vas vite comprendre c'est quoi la loi du quartier ! »	52
Règles sociales.....	52
Normes et valeurs	52
<i>III. C. 1 « Les lois servent à se faire respecter, sinon tout le monde te laisse tomber »</i>	<i>54</i>
« Loi du silence », loi de l'évidence	54
Voisinage et représailles	55
« C'est la loi du plus fort »	56
Le profil du « plus fort »	57
Quels critères faut-il remplir pour être « le plus fort » ?	58
Etude de cas : Aziz, un jeune « chaud » de la cité	60
<i>Les leaders, garants des « lois »</i>	<i>63</i>
La bande de filles adolescentes	64
<i>III. C. 2 « Dans la cité, y a une influence de la culture du Maghreb »</i>	<i>66</i>
Culture maghrébine et influences culturelles.....	67
Rapports filles/garçons.....	68

<i>D : VIE AU QUARTIER : ENTRE DEBROUILLE ET RECONNAISSANCE</i>	71
<i>III. D. 1 « Tout le monde peut trafiquer quelque chose »</i>	71
La débrouillardise.....	71
Organisation du « trafic »	72
<i>Reconnaissance via le réseau</i>	74
Argent du trafic <i>versus</i> argent facile et le « <i>Chacun sa mère</i> ».....	74
Le trafic, une garantie de paix sociale dans les cités ?.....	76
<i>Quelles stratégies pour les professionnels du social face à l'économie de la débrouille ?</i>	78
IV. SYNTHESE	82
<i>IV. 1 La cité, entre amour et haine</i>	82
<i>IV. 2 Discussion des hypothèses</i>	84
Normes des cités <i>versus</i> normes de la société	84
<i>IV. 3 L'honneur en point d'orgue</i>	89
V. CONCLUSION	91
<i>V. 1 Les cités : un « fourre-tout » à déconstruire</i>	91
<i>V. 2 Limites et contraintes de la recherche</i>	93
Les préjugés.....	93
Recueillir les données sur le terrain	93
<i>V. 3 Perspectives professionnelles et pistes d'action</i>	94
<i>V. 4 Réflexion personnelle</i>	95
VI. BIBLIOGRAPHIE	97
<i>VI. 1 Ouvrages de référence</i>	97
<i>VI. 2 Ouvrages consultés</i>	97
<i>VI. 3 Revues et articles</i>	99
<i>VI. 4 Sites Internet</i>	99
<i>VI. 5 Filmographie</i>	100
VII. ANNEXES	101
<i>VII. 1 Guide – questionnaire pour les entretiens approfondis et/ou semi-directifs</i>	101
<i>VII. 2 Documents de statistique : INSEE</i>	101
<i>VII. 3 Plan des territoires des cités Néréïdes/Bosquet</i>	101
<i>VII. 4 Bréviaire</i>	101

*** Note aux lecteurs :**

J'ai choisi de présenter ce travail sous une forme littéraire. Ce que j'entends par « chapitres » sont des aspects éclairés par des éléments théoriques.

AVANT-PROPOS

Ce travail de fin d'études concerne le contexte social dans lequel j'ai exécuté ma dernière période de formation pratique en tant qu'éducatrice spécialisée. C'est par le biais d'une association de prévention de rue nommée ADDAP 13¹ que je suis allée à la rencontre de jeunes des cités² Néréides/Bosquet à Marseille.

Lorsque l'on parle de cités, on pense souvent aux banlieues et à leurs représentations négatives, alors que la population concerne différentes classes sociales (banlieues riches, banlieues pauvres).³ Autrefois déjà, les banlieues étaient appelées « taudis » ou « faubourgs ». À Marseille, il n'y a, pour ainsi dire, pas de banlieues. On entend surtout parler des célèbres « quartiers nord » qui s'imposent davantage dans les abords de la ville, sans s'en écarter pour autant. En débutant mes recherches, je me suis aperçue que les « jeunes de cités de banlieues » attisent surtout la curiosité des médias et des spécialistes. Paris fait l'objet d'une littérature abondante concernant sa banlieue. Certes, c'est la capitale, mais elle a été, lors de plusieurs événements, la cible d'émeutes très virulentes. Les phénomènes d'exclusion de populations en masse sont dénoncés, plus qu'ailleurs en France. Selon le journaliste Jean Menanteau, l'écart entre la ville et sa périphérie n'a été jamais aussi flagrant ; les banlieues sont repoussées toujours plus loin.⁴ La littérature que j'ai utilisée dans ce travail sur les « jeunes de cités parisiennes » forme donc un vaste corpus, dont il faut toutefois se garder des généralisations hâtives, surtout en ce qui concerne les théories sur Marseille. À l'instar des frontières symboliques Nord-Sud de la France, Paris et Marseille sont en effet deux villes à visages distincts, dont les réalités ne forment pas un tout homogène.

Les grands ensembles prennent, à Marseille, comme à Paris, l'appellation de « cités ». Ces dernières font toutefois partie de la ville, que ce soit au niveau spatial ou culturel. Spatial, car, en effet, des cités se dressent au beau milieu du centre-ville sur les périphéries de la Canebière. Culturel, parce que Marseille fut longtemps au centre des échanges entre la France et les pays du Sud, de l'Afrique du Nord à l'Extrême-Orient. Pour reprendre les mots d'Yvan

¹ ADDAP 13 : Association départementale des actions de prévention des Bouches-du-Rhône. Je décrirai cette association dans la partie méthodologique.

² Dans ce travail, lorsque je fais référence au concept « jeunes de cités » tel qu'il est développé dans la littérature spécifique, les guillemets sont présents. En revanche, lorsque je décris des aspects relatifs à des jeunes des cités Néréides/Bosquet, ceux-ci apparaîtront sans.

³ La banlieue est « un ensemble de localités qui entourent une grande ville », selon le dictionnaire Le Petit Larousse, 1999

⁴ MENANTEAU, 1994, p. 12

Gastaut, Marseille est « une mosaïque de petits villages », une « ville aux 111 quartiers ».⁵ Son caractère cosmopolite est souligné par des historiens tels Emile Temime ou Jean-Jacques Jordy, qui ont retracé l'histoire des migrations à travers plusieurs ouvrages. Deuxième ville de France (avec Lyon), elle compte plus de huit cent mille habitants, dont environ cinquante-cinq mille de nationalités étrangères. Au centre-ville, Belsunce, la Porte d'Aix ou Noailles sont identifiés comme les « quartiers arabes ». De nombreux commerçants maghrébins participent à l'économie marseillaise ; ils tiennent des boucheries « hallal⁶ », des magasins d'alimentation et participent aux divers marchés. À Marseille, les classes sociales se côtoient. Dans ce travail, ignorer la réalité culturelle et cosmopolite de Marseille nierait le contexte environnemental et social des cités Néréïdes/Bosquet et de leur population. Cette dimension multiculturelle se retrouve au travers des conduites des jeunes. Marseille tient sa différence à son urbanisation et son caractère populaire, mais pas seulement.

En novembre 2005, Marseille a évité les émeutes survenues dans les principales villes de France. Quelles en sont les raisons ? Les jeunes du sud n'éprouvent-ils pas d'injustices sociales ? Selon ces mêmes jeunes, les quartiers sont restés calmes afin de protéger les réseaux du trafic de drogue ; mais les discours ne sont pas unanimes. Certains pensent que le marché de la drogue exerce certes une influence, mais pour beaucoup d'autres, il n'est pas l'unique raison.

Marseille et Paris se différencient sur plusieurs points. Dans les cités Néréïdes/Bosquet, les jeunes se sentent tout aussi stigmatisés et discriminés comme à Paris. Ils se regroupent dans les territoires des « grands ensembles » et font face à des difficultés similaires à celles des jeunes en banlieues parisiennes. Des difficultés qui tendent à renforcer le fossé entre la cité et la société « conventionnelle ».⁷

⁵ Yvan Gastaut est maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Nice. www.generiques.org (consulté le 29 septembre).

⁶ Le mot « hallal » signifie « ce qui est permis » ; sens contraire: « harâm ». Ils concernent surtout l'alimentation du musulman : par exemple, manger un poisson est hallal, alors que manger du porc est harâm. Source : site internet : <http://hallal.mosquee-lyon.org/> (consulté le 2 novembre 2008).

⁷ Dans ce travail, la société « conventionnelle » et/ou globale ont les mêmes significations. Je définis une société comme une communauté de femmes et d'hommes en interaction partageant une culture, des conduites et des normes communes.

INTRODUCTION

J'ai vite remarqué, en me baladant dans les rayons des bibliothèques, que de multiples ouvrages abordent les difficultés rencontrées dans les cités. Les titres de ces derniers sont éloquentes : *La galère* (F. Dubet), *Les grands ensembles comme frontière sociale : les jeunes à l'épreuve de l'urbanisation* (T. Thellier), ou encore *Les rivalités entre cités* (T. Sauvadet), pour ne citer que quelques-uns des plus récents. Frontières, galère, rivalités, épreuves : à Marseille comme à Paris, habiter une cité semble être quelque peu difficile. La liste des maux est longue et fait couler beaucoup d'encre : chômage, difficultés scolaires, violences urbaines, exclusion, conflits ethniques.

La tendance spontanée constitue à associer les « jeunes de cités » à la violence. Il n'est pas rare d'entendre de la bouche de personnes extérieures à la cité ce genre de stéréotypes : « *La cité, ça craint !* » La société dans laquelle je me trouve semble elle aussi ignorer le contexte social dans lequel ces jeunes évoluent. Plus encore, elle semble méconnaître le système de la débrouille qu'ils élaborent pour se permettre un confort de vie minimum. Elle ne voit les « jeunes des quartiers » qu'au travers des discours médiatiques et/ou politiques, toujours plus nombreux suite à des éclats de violence. On parle particulièrement d'eux lorsque les cités s'embrasent (voitures brûlées, magasins pillés, « casseurs contre CRS »). Les émeutes incendiaires de novembre 2005 en constituent un exemple. Les « jeunes de cités », alors à la Une des journaux, ont vivement intéressé les médias et ont fait l'objet de reportages télévisés, de débats publics et politiques, qui ne contribuaient guère à donner une meilleure image d'eux à l'opinion publique. « Assistés », « peu motivés », « sans formation » ou encore « violents », ils sont particulièrement stigmatisés et font l'objet de nombreux amalgames.

Trier le vrai du faux dans ces discours n'est pas l'objet de ma recherche, ni de savoir si les jeunes sont davantage des victimes médiatiques que de vraies « racailles »⁸. Mon intérêt s'est porté plutôt sur l'organisation de la cité et les « lois »⁹ qui la régissent. J'ai cherché à comprendre comment les jeunes vivent dans leur cité, dans ces quartiers nommés

⁸ C'est lors d'un déplacement à Argenteuil, le 5 novembre 2005, que Nicolas Sarkozy évoque, en ces termes, le mot de « racaille » en s'adressant à une tierce personne : « Vous en avez assez de cette « bande de racailles » ? Eh bien, on va vous en débarrasser ! » Ces propos ont suscité la polémique et lui ont valu un devoir public d'explication.

⁹ Il existe des pouvoirs légaux ou extra-légaux. Il s'agit ici, et lorsque je ferai référence aux « lois » des cités Néréides/Bosquet, du second cas de figure.

« populaires », « sensibles » ; dans ces lieux que l'Etat a diagnostiqués comme ZEP¹⁰ ; dans ces tours aux étages qui n'en finissent plus, dans ces barres d'immeubles aux multiples entrées. « Jeunes de banlieues », « jeunes de cités », « jeunes de quartiers », qui sont-ils ? Quels liens entretiennent-ils ? Tous ne s'accordent pas sur la même « appellation ». Quel est alors l'impact du territoire de la cité, puisqu'elle semble les définir ?

Choix de l'objet de recherche

À l'âge de 14 ans, je me liais d'amitié avec une bande de jeunes « pas très fréquentables »¹¹. Au regard des personnes qui m'entouraient, ces jeunes étaient considérés comme des « racailles »¹². Ma mère les surnommait « *les chaînes à vélo* »¹³... Ces jeunes remettaient en question les significations classiques de « citoyenneté » et de « civisme », que je considère comme un respect des valeurs et des normes de la société ; notions que je traiterai dans ce travail. Ils avaient des looks de « rappeurs américains » ; ils écoutaient de la musique hip-hop, portaient des casquettes ou des cagoules. À cette époque, ils vivaient dans des immeubles près de la gare de Martigny, à l'opposé de mon quartier. Je considérais leur lieu d'habitation comme « pauvre ». Ce sont de vieux bâtiments délabrés, habités par une population en majorité étrangère. Certains immeubles sont dégradés et accusent les marques du temps. Cet état des lieux contribuait à la mauvaise réputation qui accablait les habitants. J'avais le sentiment qu'il n'était pas confortable d'y vivre et que certains préféraient nier y loger. La condition de vie des jeunes dans les cités marseillaises, bien qu'éloignée de cette réalité, partage cependant des points communs dans les représentations collectives. Cette comparaison peut certes en faire sourire plus d'un, car il est évident que les quartiers « détériorés » de Martigny ne réunissent pas tous les critères des grands ensembles marseillais et les problèmes y sont très fortement atténués, mais elle comporte, dans une moindre mesure,

¹⁰ Sigle signifiant « Zone éducative prioritaire ». Les ZEP correspondent à ce qui est nommé par l'Etat « quartiers difficiles ». L'Education nationale a mis en place des mesures particulières dans les zones ZEP, comme par exemple le fait que les établissements scolaires disposent de moyens supplémentaires (heures d'enseignement, budget, etc.).

¹¹ Selon les propos tenus par la société martigneraise. Martigny est une ville dans le canton du Valais en Suisse.

¹² Ce terme de « racaille » était déjà utilisé durant mon adolescence pour qualifier des « bandes de jeunes » qui affichaient des signes ostentatoires inspirés du style des « gangs américains » et avaient tendance à « déranger » certains membres de la société.

¹³ C'est une expression que j'interprète comme se référant au fait qu'ils portaient de « grosses chaînes » autour du cou.

des éléments de comparaison structurels : la construction de l'habitat est modeste et conçue pour abriter de nombreux logements, où résident en majorité des familles étrangères.

Ces « fréquentations » faisaient donc l'objet de remarques de mises en garde de la part de mes parents. Selon eux, ces jeunes avaient une mauvaise influence sur mon développement personnel. Il est vrai que je les accompagnais dans certaines de leurs « frasques »... Je prenais un malin plaisir à dépasser les limites du cadre parental. Leurs recommandations n'ont pas freiné les ardeurs de l'adolescente insouciante que j'étais ; bien au contraire. Ainsi, je fréquentais cette bande de jeunes et participais à l'animation de leurs quartiers. Je voyais bien que leur quotidien ne correspondait pas au mien. Ils étaient issus de familles nombreuses, leurs parents ne s'exprimaient que très peu en français et semblaient peu soucieux de l'emploi du temps de leur progéniture. Ayant été éduquée dans un autre environnement socio-économique, je n'avais pas les mêmes références éducatives.

J'ai découvert un jour le film « La haine » de Mathieu Kassovitz, devenu culte entre-temps. Pour réaliser ce film, l'équipe de tournage s'est immergée dans le quotidien des « jeunes de cités » en banlieues parisiennes. J'ai été surprise de découvrir les conditions de vie de cette population. Elles donnaient une image très éloignée de la perception que j'avais de « notre pays frontalier ». Il est vrai que j'ignorais à peu près tout des réalités quotidiennes des adolescents vivant et grandissant dans ce que l'on regroupe sous le terme de « cités ». Suite à cette découverte, je m'étais dit qu'un jour, j'irais voir cela de plus près, en me confrontant à la réalité des quartiers populaires français.

Quelques années plus tard, ce jour est arrivé. Bernard Lévy, intervenant dans l'établissement où j'effectue ma formation en tant qu'éducatrice sociale, a obtenu l'opportunité pour les élèves de travailler à Marseille dans des cités. Sans hésiter, j'ai rapidement saisi l'occasion de m'engager dans cette aventure. Ont découlé de ce choix différentes interrogations que j'ai décidé d'aborder au travers de ce travail de diplôme, tout en ayant le désir de faire partager mon expérience.



Vue sur Marseille depuis les cités Néréïdes/Bosquet fév.-juin. 2008



La Tour du Bosquet fév.-juin. 2008



Blocs, Les Néréïdes fév.-juin. 2008

I. PRESENTATION DE LA RECHERCHE

I. 1 Les cités Néréïdes/Bosquet

La cité Les Néréïdes a été construite en 1971 et le Bosquet a vu le jour en 1975. Leur situation géographique est tellement proche que leurs influences historiques sont les mêmes. Je retrace ici succinctement le contexte historique et socio-économique du quartier.

C'est suite à la crise économique que les cités Néréïdes/Bosquet furent construites. Elles étaient principalement destinées à accueillir les pieds-noirs après la guerre d'Algérie et à permettre le regroupement familial.

Les cités Néréïdes/Bosquet sont situées à l'est de Marseille, dans le 11^e arrondissement. Implantées en hauteur, à flanc de collines, elles sont au cœur de la vallée de l'Huveaune et surplombent le quartier populaire de Saint-Marcel dont elles dépendent administrativement.¹⁴

À environ un kilomètre sur les hauteurs, les cités se dressent côte à côte. Un arrêt de bus les sépare et un espace de végétations délimite les territoires. La cité Les Néréïdes est la première au bord de la route. La cité du Bosquet, la plus éloignée en haut sur la colline, marque la fin de la route, qui constitue d'ailleurs l'unique accès pour s'y rendre. Elle se termine par un « cul-de-sac » entourant la cité. La troisième cité, les HLM de La Valbarelle, se trouve en bas de la même colline. Elle est moins concernée par mon étude. J'y fais tout de même référence, car le centre social est situé à côté de cette cité.

Les cités sont considérées comme « sensibles » et entrent, en 1982, dans le cadre des ZEP (Zones éducatives prioritaires). Thomas Sauvadet, « spécialiste » des « jeunes de cité », présentant le contexte environnant des terrains où il a mené son travail, dit à leur propos : « [...] Les grandes villes font cohabiter les extrêmes. Le luxe et la misère se définissant toujours l'un par rapport à l'autre : des plus célèbres bas-fonds jusqu'aux plus connus des quartiers chics »¹⁵. Cette citation plante le décor des cités de mon enquête. À proximité se

¹⁴ La vallée de l'Huveaune est considérée comme une richesse qui attire l'homme depuis des siècles, notamment pour son énergie hydraulique. Les entreprises s'y sont rapidement développées, pour devenir, dès le début du XIX^e siècle, des industries. Avec l'industrialisation, l'agriculture s'éteint peu à peu et l'on voit apparaître les premières usines, entraînant un besoin accru de forces de travail et l'afflux de personnes étrangères en quête d'embauche. De 1900 à 1950, les personnes immigrées provenaient essentiellement des pays européens pauvres et/ou sous régime politique particulier (Italie, Espagne, Arménie). L'immigration européenne s'est ensuite atténuée pour laisser la place aux ressortissants des anciennes colonies françaises : l'Algérie (et le Maghreb) et les Comores. Petit à petit, avec l'évolution des transports en commun, les villages se développent et se transforment en banlieues, puis en quartiers organisés en grandes cités. Dans les années 1970, les entreprises fructueuses des années 50 connaissent un important déclin. Les usines ferment les unes après les autres. Une cascade de licenciements touche alors la vallée et l'on assiste à un véritable désastre économique.

¹⁵ SAUVADET, 2006, p. 26

trouvent en effet des résidences, que de petits passages laissent juste entrevoir : un mur en béton qui longe la route jusqu'aux cités en empêche la vue directe, séparant ainsi ces deux « univers ».

Population et habitat

Les cités Néréïdes/Bosquet comptent 693 ménages. Tous les logements sont des HLM, sous forme de tours et de barres d'immeubles. Alors que Les Néréïdes comptent 454 logements, le Bosquet, lui, n'en compte que 239. Dans les deux cités, l'état des lieux peut être qualifié de « délabré ». Les peintures des bâtiments sont délavées, les balcons inexistantes et les fenêtres se cachent derrière des « rideaux métalliques ». Sur les façades, l'humidité est visible. À l'intérieur, les couloirs sont étroits, des déchets jonchent le sol, les murs sont sales, les odeurs nauséabondes et l'humidité abondante. Le Bosquet possède une Tour de seize étages. Ce bâtiment est le plus sale et le plus délabré de la cité. Pas un seul étage n'est épargné par les graffitis et les ordures. Fatima¹⁶ affirme que « *la Tour, c'est dégueulasse. Chez moi on ne laisse pas faire un tel bordel !* »¹⁷ Dans certains immeubles, des familles s'imposent pour faire régner l'ordre et le respect de la propreté, mais ce n'est pas le cas dans l'ensemble de la cité. Un grand nombre d'appartements que j'ai eu l'occasion de visiter sont propres et accueillants mais souvent insalubres (moisissures dues à l'humidité) – et ce parfois à l'insu des habitants. Lorsque j'allais visiter des familles, j'empruntais invariablement les escaliers, même pour atteindre le seizième étage : les ascenseurs ne m'inspiraient aucune confiance.

¹⁶ Dans cette enquête, Fatima (prénom d'emprunt) apparaît à différents moments. C'est une de mes informatrices ressource. Elle a 32 ans, a grandi dans la cité du Bosquet et y vit encore avec ses parents. Elle travaille au centre social de La Valbarelle en tant qu'« adulte relais » (ayant pour mission de créer du lien avec les cités Néréïdes/Bosquet). Elle est aussi une partenaire très engagée de l'ADDAP 13.

¹⁷ Les mots et citations apparaissant en italique et entourés de guillemets sont des termes indigènes. Ils sont utilisés par différents acteurs, que ce soient les professionnels ou les personnes que j'ai rencontrées et questionnées (les « enquêtés »).

Paupérisation du quartier

La population des cités HLM est depuis ses débuts « très diversifiée et relativement hétérogène », tant au niveau culturel que socio-économique.¹⁸ Elle « s'est plus ou moins homogénéisée depuis, tout en se paupérisant »¹⁹. D'après les données issues du recensement de la population effectué entre 1990 et 1999, tirées des documents de l'INSEE²⁰, on a assisté à une véritable transformation sociale du quartier de Saint-Marcel. La proportion de population étrangère ou d'origine étrangère a fortement augmenté depuis une vingtaine d'années, au point que les cités apparaissent aujourd'hui comme « des espaces de relégation pour ménages immigrés »²¹. La jeunesse est surreprésentée : sur 1991 habitants, 879 ont moins de 25 ans, soit 44,15 % de la population. En 1990, le quartier comptait 4706 habitants. Neuf ans plus tard, 37,8% des habitants l'ont quitté, puisqu'il n'en reste que 2927. Le nombre de logements est passé de 1773 en 1990 à 1094 en 1999 et les propriétaires de logements de 425 à 44. Le taux de chômage a, quant à lui, nettement augmenté et témoignerait à lui seul de l'appauvrissement du quartier : en 1990, 20,5% de la population du quartier était au chômage. En 1999, c'est 41% de la population et chez les 15-24 ans, 55,8%. La population active occupée était, de 1681 en 1990, de 679, soit moins 59,6% en neuf ans. Ces quelques chiffres reflètent la situation économique et le contexte social du quartier dans lequel se situent les cités faisant l'objet de mon enquête.

L'entretien des cités, un travail difficile ?

En 1981 et 1982, la cité Les Néréïdes a fait l'objet d'une reclassification des espaces extérieurs (jardins, espaces verts, création de voiries et de massifs). De 1998 à 2002, les peintures intérieures des bâtiments ont été refaites dans les deux cités. De manière générale, l'OPAC²² effectue, selon la plupart des habitants que j'ai interrogés, un travail satisfaisant. Les deux cités sont effectivement entretenues tant bien que mal : l'OPAC intervient assez rapidement en cas de panne ou de dégradations ; dans les immeubles, les graffitis sont

¹⁸ LEPOUTRE, 1997, p. 25

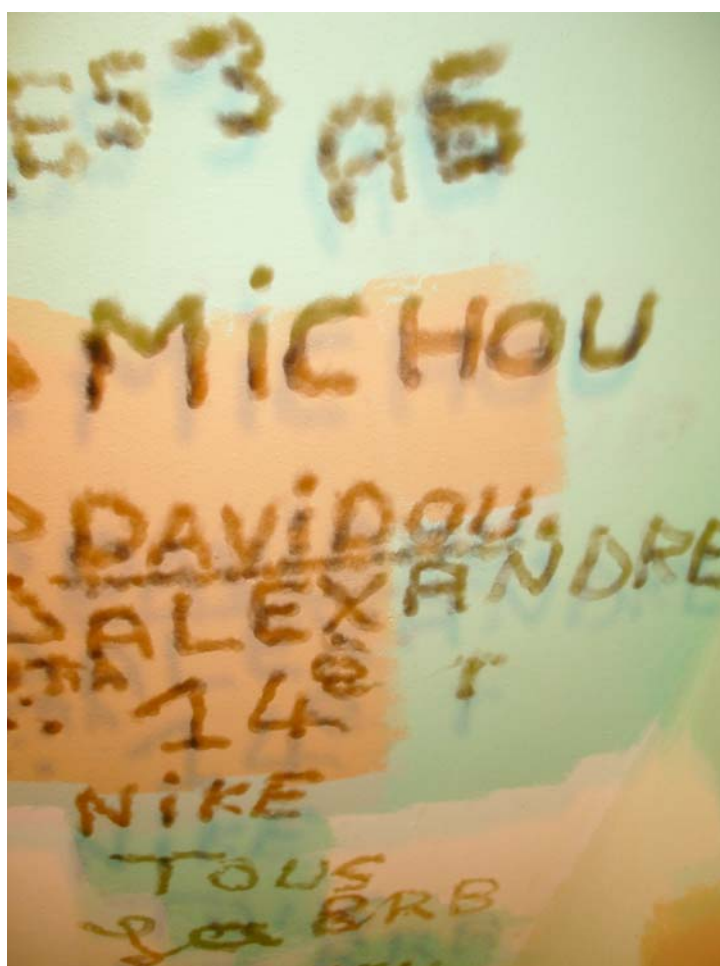
¹⁹ Ibid, p. 25

²⁰ INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques. Voir annexes : VII. 2

²¹ LEPOUTRE, 1997, p. 25

²² L'OPAC (Office public d'aménagement et de construction) a pour but de construire des logements sociaux et de les gérer. L'office est chargé d'entretenir les lieux et de répondre aux difficultés des habitants liées aux logements. L'office ne peut loger que les familles les plus défavorisées.

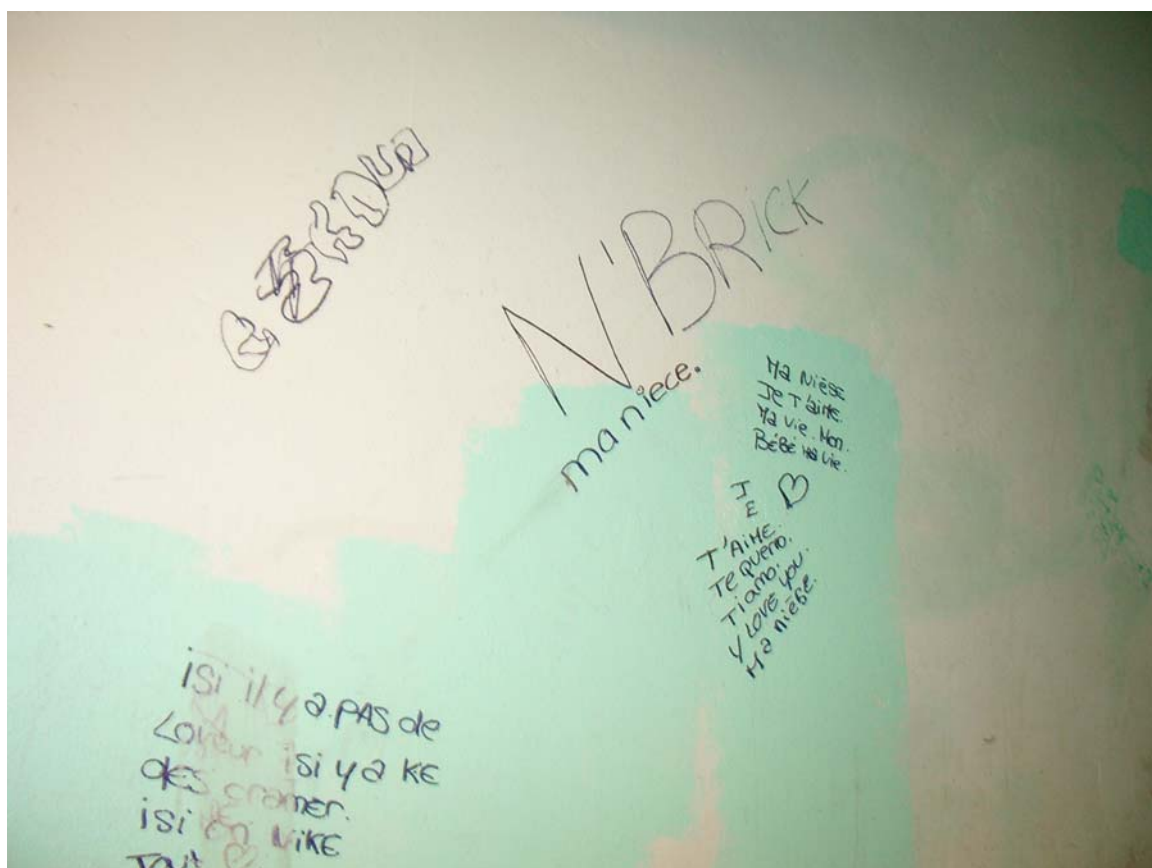
régulièrement effacés les aires de jeux et les espaces verts sont, pour la plupart, relativement bien entretenus. Le travail des agents d'entretien est toutefois conséquent : il s'agit de nettoyer quotidiennement les inscriptions sur les murs, les graffitis réapparaissant à un rythme soutenu - ce dont je ne me suis pas rendue compte tout de suite. J'ai d'abord remarqué, sur certains murs d'immeubles, des marques de peinture fraîche à certains endroits. J'ai pensé que l'OPAC avait commencé à les repeindre et n'avait pas terminé le travail. En réalité, c'était la peinture qui avait servi à recouvrir les derniers graffitis... J'en ai déduit que la propreté des immeubles ne dépend pas seulement du travail du bailleur HLM, mais aussi de quelques habitants qui, manifestement, dégradent leur propre habitation.



Tags et traces de peinture, cage d'escalier de la Tour, Bosquet
fév.-juil. 2008



Ibid, fév.-jui. 2008



Ibid, fév.-jui. 2008

Relations entre habitants

Nous l'avons vu plus haut, les cités Néréïdes/Bosquet disposent d'un service d'entretien. Il est situé dans le bâtiment E de la cité Les Néréïdes. Afin d'obtenir quelques précisions sur le passé et le contexte global des cités, j'ai pris contact avec le gérant de l'agence OPAC. J'ai pu également recueillir des témoignages précieux d'un employé, Xavier²³, qui travaille pour l'agence depuis la construction des cités. Je leur dois la plupart des informations qui vont suivre.

Les cités Néréïdes/Bosquet sont composées d'anciennes familles. Selon le gérant de l'OPAC, 72% des familles entrées à la construction des cités en 1971 et 1975 sont restées.

Depuis trois ans, 80 à 90% des familles qui viennent s'installer sont d'origine maghrébine. Selon lui, « *les gens cohabitent bien maintenant* ». De fait, les cités sont d'apparence relativement paisible. La solidarité entre les anciennes familles est manifeste. Mais les rapports avec les familles nouvellement installées, jugées « *plus individualistes* », sont un peu moins « *bons* ». La situation globale me rappelle ce que mon collègue Paul, éducateur ADDAP 13 présent sur le site depuis vingt-cinq ans, m'avait expliqué : dans les années 80 à 90, les cités avaient « *une très mauvaise réputation* ». La Tour du Bosquet, par exemple, était quasiment vide. La mauvaise réputation des cités, due notamment à la toxicomanie, n'incitait pas les gens à venir y habiter. Les cités étaient considérées comme le « *chancre* » de Marseille. L'OPAC lancera d'ailleurs une lutte contre les logements vacants.²⁴

Dès 1982, année où les cités sont classées en ZEP, de « *gros problèmes* » apparaissent. Ils sont principalement liés à la vente et la consommation d'héroïne et à la vente d'armes. À cette époque, plusieurs décès sont à déplorer, conséquences de la consommation abusive ou résultats de règlements de compte relatifs au « *trafic* » de la drogue. L'ensemble des commerçants présents dans ces années-là a plié bagage, pour ne jamais revenir, selon Paul et Xavier. Les cités disposaient d'une épicerie, d'une boulangerie, d'un magasin de vêtements, d'un centre social et d'un commissariat ; tous les propriétaires sont partis après avoir été cambriolés et saccagés à plusieurs reprises. Le centre social a été plusieurs fois refait, avant de fermer définitivement ses portes en 1993. J'apprends également que les commerçants ainsi

²³ Tous les prénoms et noms des personnes citées dans cette enquête ont été changés, de façon à protéger leur anonymat. En revanche, les noms des lieux ont été conservés, à l'exception de ceux liés à l'économie souterraine.

²⁴ Le fait qu'actuellement la quasi-totalité des logements soient occupés ne réside pas seulement dans l'amélioration de la réputation. C'est aussi dû à une carence de logements sociaux qui touche l'ensemble du territoire marseillais. On dénombre 1600 demandes HLM par an contre 1500 logements libérés.

que les personnes qui tenaient le centre social étaient issues de la cité, ce qui, à mon avis, n'était pas pour arranger les rapports entre habitants. « *Ils ont tout cassé !* », me dit l'ancien employé sur un ton révolté à propos des habitants « rebelles » d'autrefois, avant d'ajouter que « *c'étaient des années pénibles, ça se passait mal, mal, mal ! Il fallait tout gérer : les cambriolages, les actes de vandalisme, les vols. En 1990, il y avait jusqu'à huit cambriolages par jour ! Les gens grimpaient par les murs ! Ils volaient à même les camions de déménagement...* ». Aujourd'hui, les habitants déplorent ne jouir d'aucun commerce. Pour acheter ne serait-ce qu'une baguette de pain, ils doivent se rendre au village de Saint-Marcel, distant d'un kilomètre.

I. 2 Structures sociales des cités

Il existe aux Néréïdes une école maternelle et une école primaire (toutes deux classées en ZEP). On y trouve également, comme mentionné plus haut, les bureaux de l'OPAC. La cité Les Néréïdes abritait aussi le centre social qui, suite aux nombreuses difficultés de gestion et actes de violence précités, a été contraint de fermer. Les locaux appartenant à l'OPAC sont aujourd'hui mis à disposition et gérés par une locataire. Diverses activités y sont proposées, telles la boxe ou la danse, mais ces locaux sont principalement investis par des femmes des Néréïdes qui se réunissent pour des repas (fêtes d'anniversaire, par exemple).

Au Bosquet, il y a l'AJBN (Association Jeunes Bosquet-Néréïdes) et un local prêté par le bailleur HLM, qui sert de mosquée. Pour ce qui est des aménagements, on trouve un terrain de pétanque aux Néréïdes, un point de jeu pour les enfants (toboggan, tourniquet) au Bosquet et un terrain multisports. Chaque cité possède un terrain de foot.

Des « agents du lien social » mandatés par l'OPAC sont présents ponctuellement dans les cités. Ils sont chargés d'assurer la qualité des relations de voisinage.²⁵

²⁵ Si l'on trouve dans certaines cités et notamment aux Néréïdes/Bosquet des « agents du lien social », ce n'est pas le cas dans l'ensemble des cités gérées par l'OPAC. Ils sont présents sur demande ponctuelle de ce dernier. Ces professionnels à veste orange « proches de l'humain » étaient deux dans les cités que j'ai étudiées : une femme psychologue et un homme qui suit une formation dans la médiation. Leur mission constitue, entre autres, à rendre visite aux familles qui rencontrent des mésententes au sein du voisinage ou qui ne respectent pas le règlement du bailleur.

Le centre social : la « Maison Pour Tous »

Les centres sociaux sont des associations légiférées par la loi 1901. On en trouve dans l'ensemble des quartiers populaires marseillais. Un centre social peut avoir différentes appellations. Il contient souvent diverses associations et un personnel varié. Dans le quartier où j'ai travaillé, ce dernier s'appelle la « Maison Pour Tous » (MPT) et est situé à La Valbarelle (au pied des cités Néréides/Bosquet). Comme son nom l'indique, il accueille chaque individu désirant profiter de ses structures. À disposition, entre autres, un centre aéré, un secteur Jeunes, un secteur Familles, des permanences pour l'insertion professionnelle (mission locale) et une association de lecture (Acelem). J'exposerai au cours de ce travail le rapport que les jeunes en particulier entretiennent avec ce centre social.

« Tous au centre social ! »

Le contexte de la cité m'a aidée à rencontrer assez rapidement les jeunes et effectuer ainsi des entretiens semi-directifs. En effet, ils sont présents tous les jours sur l'espace public des cités et/ou au centre la Maison Pour Tous. Le centre social rencontrait à ce moment-là d'importantes difficultés liées à cette présence quotidienne et permanente de jeunes squattant les lieux. Cette présence a cependant représenté une « chance » pour moi : c'est ce groupe composé d'une cinquantaine de membres qui m'a donné l'occasion d'effectuer la majeure partie de mes entretiens. La MPT m'a gracieusement mis une salle à disposition dans laquelle je pouvais « enchaîner » les entretiens avec ceux qui étaient motivés.

L'ADDAP 13²⁶

L'ADDAP 13 est l'association pour laquelle j'ai travaillé. Elle exerce dans le domaine de la prévention spécialisée dans le but de réduire les risques d'exclusion et de promouvoir le développement du lien social. S'adressant aux jeunes de 11 à 21 ans (moyenne) et à leurs familles sur un territoire appartenant plus particulièrement à certaines couches sociales considérées comme « en difficulté », elle couvre, dans les Bouches-du-Rhône, sept sites en tout, dont quatre sur Marseille. Deux cents éducateurs en font partie, ce qui en fait l'association de prévention spécialisée la plus grande de France. L'action s'adresse donc à des jeunes en situation d'inadaptation sociale, pour lesquels le droit commun et les dispositifs d'insertion se sont avérés inopérants : adolescents et jeunes adultes qui ne fréquentent pas les services existants ou qui en sont exclus. Les jeunes en difficulté d'insertion sociale et/ou professionnelle sont souvent marginalisés ou en voie de marginalisation, en difficulté psychologique dans le cadre de leur scolarité ou encore en situation de conflit ou de rupture familiale. Différents facteurs affectent ces jeunes : faible niveau ou absence de qualifications, faible mobilité, comportements déviants, conduites à risque, rapport à la loi « très affaibli », méconnaissance des dispositifs existants en matière d'insertion, méfiance à l'égard des institutions et de leurs représentants, règles de survie en marge ou délictueuses.

Certains jeunes interrogés au cours d'entretiens approfondis faisaient partie de ceux que j'accompagnais professionnellement, souvent dans le cadre de l'insertion professionnelle.

Historique :

Avant la prévention spécialisée, les formes traditionnelles d'éducation s'adressaient à un individu en particulier. Celui-ci n'était soumis à une mesure éducative qu'au terme d'une procédure légale,



Porte du local ADDAP 13, Bosquet,
fév.-juil. 2008

²⁶ Source : site internet de l'ADDAP 13, <http://www.addap13.org/> (consulté le 20 août 2008).

l'instance judiciaire indépendante des pouvoirs était seule à décider. Aujourd'hui, la prévention spécialisée vise tout un milieu et est rattachée au pouvoir exécutif : c'est le politique qui est le maître des décisions.

L'arrêté du 4 juillet 1972 définit les conditions d'agrément des organismes : « Peuvent être agréées les organismes qui, implantés dans un milieu où les phénomènes d'inadaptation sociale sont particulièrement développés, ont pour objet de mener une action éducative tendant à faciliter une meilleure insertion sociale des jeunes par des moyens spécifiques supposant notamment leur libre adhésion » (article 5 de l'arrêté du 4 juillet 1972 créant un conseil technique des Clubs et Equipes de Prévention).

Les équipes pionnières privées, étaient très peu nombreuses au début des années 60. De cette préoccupation, suivra en 1963 la création d'un « comité national des clubs et équipes de prévention contre l'inadaptation sociale de la jeunesse ».

Une nouvelle étape est franchie en 1972 avec la création du Conseil technique des Clubs et Equipes de Prévention, qui diffère du précédent par le fait qu'il est composé pour l'essentiel de représentants des ministères concernés, établissant donc plus clairement l'intérêt des pouvoirs publics. La mise en application des lois de décentralisation et du transfert des compétences marque une nouvelle étape importante dans l'histoire de la prévention spécialisée quant au rapprochement du financeur le Conseil Général et de sa proximité publique. Cette époque marque la fin de la Fédération des Clubs et Equipes de Prévention et la naissance de l'ADDAP 13.

Les principes d'intervention :

- La libre adhésion du jeune à la relation éducative. Les relations établies n'ont aucun caractère de contrainte ou de durée pour le jeune accompagné. Le lien éducatif s'établissant en toute liberté.
- L'absence de mandat nominatif.
- Le respect de l'anonymat.
- La non-institutionnalisation des actions s'applique au vu du fait que la prévention spécialisée a pour objectif de réparer et non de perdurer sur une même zone.
- Le partenariat qui suppose que l'action éducative doit être en collaboration avec les institutions.

Les modes d'intervention :

- La présence sociale sur le site afin d'aller vers les jeunes, d'observer, de créer du lien, de comprendre par le biais du travail de rue, ainsi que dans les écoles et les collèges, des visites aux partenaires.
- Les suivis individuels, aboutissement de la présence sociale ; rencontrer, écouter par la mise en place d'une relation de confiance. Ils permettent de poser un diagnostic éducatif et de favoriser la mise en place de suivis adaptés.
- La mise en place d'actions collectives comme support de relation.
- La participation au développement social local dans le but de rendre acteurs les habitants du quartier (création d'associations, animations de quartier).

À partir d'une observation du territoire et des habitants du quartier, les éducateurs ont perçu la nécessité d'intervenir sur diverses problématiques. Afin de « s'introduire » dans un quartier, il est nécessaire pour les travailleurs sociaux de repérer l'existence ou non de réseaux. Le repérage de ces différents réseaux est nécessaire dans la compréhension des enjeux du territoire. Je fais ici allusion aux réseaux de jeunes, réseaux d'habitants, réseaux d'acteurs sociaux locaux, etc. Autant d'entités sociales incontournables pour l'éducateur spécialisé dans son immersion sur un territoire. Ce travail d'expertise, de repérage, d'observation participe à la prise de contact des jeunes et donc à la création d'une relation éducative. Elle permet de recenser diverses problématiques rencontrées par le public touché par la prévention spécialisée.

I. 3 Problématique

En compilant des théories sur les banlieues populaires, je constate que les territoires des grands ensembles ont quelque peu perdu de leur statut d'espace public, libre et accessible à tous. La cité ne représente pas un espace neutre.²⁷ Le territoire est comme « partagé » entre regroupements de jeunes. Le collectif instaure des normes et une organisation, dont dépend pour son bon fonctionnement le respect d'un règlement interne. Comme dans la société globale, il existe au sein de ce microcosme des règles sociales, des façons d'agir et de se comporter qui s'imposent de façon plus ou moins contraignante aux différentes populations. La chercheuse Joëlle Bordet évoque une « microsociété » de « jeunes de cités » à la marge de la société, dans laquelle ils adoptent des conduites transgressives.²⁸ Ils partagent un règlement interne, des valeurs et des codes spécifiques.

Ce travail évoque, comme je l'ai dit en introduction, l'**organisation des jeunes des cités Néréides/Bosquet** dans les territoires des grands ensembles et **les règles sociales** de leur « microsociété ». Je développerai les concepts de **socialisation** et d'**identité** afin d'étudier les processus évolutifs dans les rapports humains et les influences exercées par le milieu social. C'est la question suivante qui a guidé ma recherche :

« Comment les jeunes adultes des cités Néréides/Bosquet interagissent-ils au sein des territoires²⁹ ? »

Sont corollaires de cette interrogation des enjeux de **normes** et de **règles sociales**.

²⁷ SAUVADET, 2006, p. 113

²⁸ BORDET, 1998, p. 29. Joëlle Bordet est chercheuse au Centre scientifique et technique du Bâtiment (CSTB) à Paris.

²⁹ Je fais régulièrement référence à la notion de « territoire » au cours de ce travail. Ce terme est synonyme de « l'étendue terrestre constituant un des déterminant de toute vie, de toute relation sociale et politique ». Source : site internet de l'espace politique, http://www.espacepolitique.org/a_propos.ph (consulté le 4 octobre 2008). Dans sa définition originelle, il signifie un « morceau de terre approprié ». (PINSON, 2002, p. 98) Pour les enquêtés, les territoires des cités prennent l'appellation de « quartier » (terme indigène). Je décrirai les lieux-clés où ces jeunes se retrouvent le plus souvent. Suivant leur nature, les territoires sont délimités par des frontières. Il existe deux types de « frontières » : celle qui est reconnue et celle qui ne l'est pas - à un niveau juridique. « Les minorités ethniques et nationales sont ainsi le produit des décalages entre les frontières des Etats et celles des aires culturelles. » Les cités Néréides/Bosquet et les résidences voisines auxquelles je fais référence évoquent cette idée de « frontière symbolique » entre riches et pauvres. Source : site internet de l'espace politique, http://www.espacepolitique.org/a_propos.ph (consulté le 4 octobre 2008).

I. 4 Hypothèses retenues

Les hypothèses qui suivent s'insèrent dans un processus évolutif qui va du départ de mon projet au travail final. Elles font l'objet de va-et-vient constants entre le terrain, les lectures et les observations.

La cité représente un support identitaire primordial pour les jeunes. Ce sentiment d'appartenance est d'autant plus fort qu'ils quittent rarement le territoire construisant leur identité sur la base du mode de vie de la cité, de son **système de pensée** et de ses **normes**. En partant de ce postulat, j'émetts l'hypothèse principale suivante :

- **Hypothèse 1 :**

Les jeunes des cités Néréïdes/Bosquet se réfèrent à des **règles** qui diffèrent de la norme sociétale.

Les « territoires » des cités Néréïdes/Bosquet représentent **les espaces délimités par les contours des cités HLM et dans lesquels les jeunes exercent un pouvoir impliquant une organisation des rapports sociaux et de l'espace.**

Les groupes sociaux exercent « une autorité, une juridiction » au sein des territoires qu'ils s'approprient. Au niveau politique, le plus classique est celui de l'Etat. Dans ce travail de mémoire, les « lois »³⁰ identifiées au sein de la microsociété des jeunes n'ont pas un caractère juridique, à savoir, qu'elles ne relèvent pas du Droit tel que représenté par l'Etat. Ces « règles internes » peuvent être **implicites** (des non-dits) ou **explicites** (clairement identifiables).

L'hypothèse 1 se décline en sous-hypothèses :

- *Sous-hypothèse 2 :*

Les jeunes des cités Néréïdes/Bosquet investissent des lieux-clés et les contrôlent.

³⁰ Les « lois » et les « règles » sont synonymes dans ce travail.

○ *Sous-hypothèses 3 : Au sein de la microsociété :*

- les relations de pouvoir sont influencées par l'origine ethnique.

Certains individus se regroupent en effet d'après leur origine. Comme je l'ai évoqué au début de ce travail, on trouve à Marseille des quartiers « arabes » (dans lesquels cette communauté est dominante). J'émetts l'hypothèse qu'au sein des cités Néréides/Bosquet, composés d'une population aux origines diverses, des individus peuvent vouloir se regrouper selon leur origine, tentant par là même d'influencer des conduites sur un autre groupe.

- les relations de pouvoir sont influencées par les statuts occupés.

Le **statut** est défini en sociologie comme « une position sociale occupée par un individu »³¹. J'émetts l'hypothèse que les jeunes occupent des places « en accord » avec les normes dictées par le plus grand nombre ou par un (des) leader(s). Ces statuts peuvent être « imposés » et, de ce fait, engendrer des rapports de force.

○ *Sous-hypothèse 4 :*

L'éducateur de rue doit connaître les normes et valeurs véhiculées par les jeunes des cités Néréides/Bosquet pour pouvoir intervenir auprès d'eux.

Objectifs principaux

- comprendre les liens entretenus par les jeunes de cités ; la nature de leurs relations au sein du groupe qu'ils forment et leur rapport aux territoires;
- définir les « lois » de la cité et évaluer leurs impacts. Percevoir ce qui se joue dans l'application des règles, les enjeux et les rapports de force qui en découlent ;
- identifier des enjeux professionnels pour une population qui n'a pas les mêmes cadres de référence (culture de rue, normes de cités v/s normes étatiques).

³¹ COUET, DAVIE, 2004, p. 44



La Tour du Bosquet fév.-jui. 2008



Bureau de l'agence OPAC, Les Néréides fév.-jui. 2008

II. METHODOLOGIE

II. 1 L'enquête ethnologique de terrain

J'ai opté dans ce travail pour une méthodologie du type « enquête ethnologique ». Permettant un contact direct avec les interlocuteurs, elle me semble pertinente pour aborder un territoire et une population inconnues. En participant à la vie collective des cités, j'ai pu rencontrer les habitants de façon privilégiée, constater leurs habitudes, partager leurs discussions et les questionner sur leur mode de vie.

« L'alliance de proximité » offerte par mon immersion professionnelle m'a permis de découvrir le vécu de jeunes derrière des stéréotypes, de connaître leurs histoires, leurs regards et de partager des moments de vie de leur quotidien. Tout au long de ma période de stage, j'ai aussi bénéficié de la richesse de mon équipe de travail, qui m'a apporté des éléments essentiels pour comprendre l'environnement dans lequel évoluent les jeunes qui avaient suscité mon intérêt.³²

Cette initiation à la recherche est dite qualitative. Les informations qui vont suivre sont issues d'observations réalisées « dans la rue » et dans les différents espaces de sociabilité des jeunes des cités Néréides/Bosquet, ainsi que de discussions sous forme d'entretiens informels. L'analyse fait quant à elle suite à une démarche plus « scientifique ». J'ai parallèlement mené dix entretiens approfondis auprès des enquêtés³³, que j'ai retranscrits dans mon journal de bord. Ma démarche se veut inductive et part de faits et d'exemples du terrain pour aboutir aux conclusions que je formule au cours de ce mémoire.

³² Mon équipe de travail était constituée de deux éducateurs de l'ADDAP 13, Paul dont j'ai fait référence auparavant dans le travail, et Aline.

³³ Je ne prends pas en compte ici toutes les personnes avec lesquelles je me suis entretenue durant ma période sur le terrain, mais seulement un « échantillon » de jeunes des cités Néréides/Bosquet et du HLM de La Valbarelle. Dans le chapitre II.2 (p. 26), j'énumère des « personnes ressources » auprès desquelles j'ai également eu l'occasion de recueillir des informations pour la réalisation de ce travail.

Etapas et outils

L'observation participante

L'« observation participante » consiste à vivre aux côtés des personnes ou des groupes sociaux que l'on étudie, à s'en « imprégner » afin d'en récolter des informations précises sur les modes de faire, les codes et les systèmes de valeurs. « Un séjour de longue durée, une familiarité culturelle et linguistique font de « l'observation participante » l'instrument d'une contextualisation permanente des comportements individuels et collectifs, et surtout des cultures de l'oralité, matériau originel de l'ethnologie. Le terrain devient mémoire et se transforme en un texte qui évoque autant les manières de faire de l'ethnologue que les coutumes des sociétés étudiées. Ainsi se confortent respect des Autres, explication des procédures d'enquête, transcriptions et mode d'écriture. »³⁴

Dès mon arrivée sur le terrain, j'ai mis par écrit mes premières impressions. Munie de mon journal de bord précité, j'ai régulièrement consigné mes idées, remarques et observations. Ce carnet a finalement constitué mon principal outil de travail.

J'ai adopté en enquêtant une attitude ouverte, même à ce à quoi je ne m'étais éventuellement pas préparée. J'ai identifié durant cette phase les jeunes qui m'intéressaient dans le cadre de ce travail et qui étaient susceptibles/désirants de répondre à mes interrogations lors d'entretiens plus approfondis.

L'immersion dans les cités et l'acceptation par la population

Les espaces publics des cités sont investis par les résidents. La présence des jeunes y est concentrée. Dans un contexte pouvant être « hostile » aux personnes étrangères (aux cités), j'ai dû me faire accepter. Cette démarche d'acceptation a été facilitée par mon statut de stagiaire éducatrice sociale à l'ADDAP 13. Une position différente aurait peut-être pu représenter une prise de risques qui aurait compliqué la réalisation de ce mémoire.

Après deux mois d'immersion et d'observation, je me suis sentie suffisamment à l'aise et acceptée pour débiter les entretiens approfondis avec les jeunes. Ce laps de temps m'a permis

³⁴ COPANS, 1999, 126 p.

d'acquérir une certaine connaissance du public et d'élaborer une réflexion sur le type de questionnement à traiter.

II. 2 « Personnes ressources »

J'ai utilisé plusieurs sources pour me renseigner, mieux connaître le terrain et m'approcher au plus près de l'« objectivité » - qui ne peut être que partielle dans le domaine des sciences humaines. Mes informateurs viennent de champs professionnels différents, afin d'assurer une variété de points de vue et d'informations. Une approche qui a nécessité un regard critique et une prise du recul pour analyser les contenus.

Je disposais, sur le terrain, des ressources humaines suivantes:

- **les éducateurs de l'ADDAP 13, mes collègues de travail.** Des « personnes ressources » de premier ordre. J'ai eu la chance de faire partie d'une équipe qui avait une excellente connaissance des cités Néréides/Bosquet. J'ai posé un grand nombre de questions sur le fonctionnement des cités, leurs habitants et leur vie sociale. En me présentant comme stagiaire auprès d'eux, mon intégration a été facilitée. Les expériences des différents membres de l'équipe m'ont permis d'évaluer avec plus de pertinence les informations qui m'étaient données et de « vérifier » les propos des jeunes ;
- **les habitants des cités** ont bien sûr été des informateurs essentiels : femmes et hommes ; enfants, adolescents ou adultes. Echanger avec eux était source de connaissances pratiques : parcours de vie, expériences, opinions, explications d'événements qui se sont déroulés dans les cités ;
- **les partenaires professionnels** de l'ADDAP 13 ; un réseau large et étendu. Les collaborateurs des différents champs d'intervention m'ont aidée à acquérir une meilleure connaissance du système français en général et du milieu social des cités en particulier ; des jeunes et de leurs familles. Je me suis entretenue régulièrement avec le personnel du centre social (la MPT précitée), mais j'ai aussi organisé des rencontres : l'une avec une assistante sociale de la Maison départementale de la solidarité (qui suit de nombreuses familles des cités Néréides/Bosquet) et l'autre avec l'OPAC.

- enfin, le **groupe d'amis « marseillais »** que j'ai rencontrés durant mon séjour. Ils ont représenté une ressource facilitatrice pour mon intégration dans la ville, pour saisir ses enjeux et ses réalités. En les fréquentant, j'ai découvert le « mode de vie » de la population locale. Certains d'entre eux ont même passé leur enfance dans des cités. Ce ne sont pas, je le précise, des personnes issues des cités Néréides/Bosquet.

II. 3 Entretiens

Les entretiens informels

Les entretiens informels se sont déroulés tout au long de mon enquête, dès mon arrivée sur le terrain. Ils m'ont certainement apporté le bagage le plus conséquent en termes d'informations et de prise de contact avec les habitants. Le discours, autant formel qu'informel, représente en effet un outil indispensable pour l'ethnologue. De nombreuses informations pertinentes sont recueillies en marge d'un entretien préparé et organisé. L'interlocuteur s'exprime plus librement s'il ne se sent pas mis sous pression par une prise de notes ou par un cadre d'entretien.³⁵ Cette forme s'est révélée particulièrement utile pour obtenir des informations auprès de jeunes plus réticents à participer à un entretien formel faisant l'objet d'une organisation.

J'ai cherché à entendre des discours réels, en écoutant les gens parler et en relevant leurs réflexions. À cet effet, j'ai saisi toutes les occasions de rencontres entre les habitants ou avec les personnes concernées par les cités ; parents, enfants, adolescents, agents d'entretien, partenaires professionnels, etc. Toutes les « méthodes » d'entretien étaient « bonnes à prendre », d'un rendez-vous organisé à une simple rencontre dans la cité, en passant par une discussion spontanée entre habitants. Je rencontrais des gens lors de mon travail, mais aussi durant mon temps libre, dans la rue, dans des familles, voire même dans un snack à la pause de midi. C'est en côtoyant le groupe de jeunes dans les cités, en écoutant leurs conversations - parfois jusqu'à tard dans la soirée - que j'ai pu recueillir une grande quantité d'informations. Ces dialogues ordinaires m'ont aidée à comprendre l'environnement qui m'entourait, à

³⁵ COPANS, 1999.

obtenir divers points de vue et à étayer – ou invalider – petit à petit mes hypothèses. En prime, j’ai découvert quelques expressions fort sympathiques, que je me permettrai de citer au cours de ce travail.

Les entretiens informels ont été riches et précieux. Néanmoins, afin de pouvoir tirer efficacement du terrain d’enquête des tendances, un système de pensée et de conduites représentatifs et précis (des jeunes des cités Néréïdes/Bosquet), il faut avoir à l’esprit que la préparation des entretiens et l’élaboration d’un « guide questionnaire » sont indispensables.³⁶

Les entretiens semi-directifs et/ou approfondis

Par le biais d’entretiens organisés, j’ai d’obtenu les réponses nécessaires à la progression de mon travail et acquis une vision plus globale. Mais il faut aussi établir des comparaisons entre les différentes informations recueillies. J’ai regroupé pour ce faire les questions par thématique. Cela m’a permis de garder un contrôle sur la direction de l’entretien, mais surtout d’obtenir le certain degré de profondeur et d’authenticité recherché. L’entretien semi-directif nécessite de poser des questions « ouvertes », qui peuvent évoluer et se transformer au fil de la discussion. Si les thèmes abordés sont identiques, les questions ne sont pas toujours semblables. Elles varient en fonction des individus interrogés et des types de réponses reçues. J’ai cependant débuté tous les entretiens avec les quelques mêmes questions.

J’ai dû adapter mon langage au public interrogé et mettre de côté mon jargon professionnel. Les codes, les conduites, la culture des cités, les stigmatisations devaient trouver un sens pour les jeunes. Il était très intéressant de rechercher un langage commun, de citer des exemples, d’expliquer des termes, de reformuler. J’ai beaucoup appris au travers de ces exercices de langage, tout en gardant un fil conducteur et en cadrant les discussions.

J’ai tenté d’avoir un maximum de neutralité tout en prenant en considération les limites et les biais de l’exercice.³⁷ Si je prenais des notes durant les entretiens, c’était par souci de mémoriser un maximum de données. Une fois seule, je les retranscrivais de manière plus détaillée. Je n’ai pas enregistré les entretiens, les jeunes se montrant réticents à cette pratique.

³⁶ Voir Questions-guide en annexe.

³⁷ Voir les limites identifiées dans la partie conclusive de ce travail (p. 93)

J'avais envisagé de m'entretenir à la fois avec des garçons et des filles. Hélas, je me suis vite aperçue que la gent féminine se fait plutôt discrète dans la cité. Les filles que je voyais étaient plutôt « jeunes »: de 12 à 16 ans. Elles ne « squattaient » pas non plus le hall d'entrée du centre social. J'ai donc décidé de me concentrer sur la population masculine. J'ai certes eu l'occasion de rencontrer un groupe de filles des cités Néréïdes/Bosquet dans ma pratique professionnelle, mais c'est davantage dans ce cadre-là que je me suis entretenue avec elles.

Extrait de mon journal de bord

Lorsque j'ai exposé mon travail de mémoire aux jeunes, ils se sont montrés curieux. La plupart ne semblaient pas comprendre la signification de ce travail et pourquoi je tenais tant à les questionner. J'ai souvent utilisé l'alibi de ma nationalité suisse pour expliciter mes intentions : *« Je suis ignorante face à votre mode de vie dans les cités. Comment ça fonctionne ? On voit certaines choses sur les cités au travers des médias, qui ne sont pas toujours vraies et qui font parfois peur aux gens. On crée des amalgames. Moi, ça m'intéresse que ce soient les habitants de la cité et non pas seulement les journaux qui m'en parlent, car bien qu'il y ait aussi des quartiers populaires en Suisse, chez moi, y a pas de cités. »*

Après avoir présenté mes motivations, seule une minorité s'est montrée réticente. Les jeunes étaient pour la plupart d'accord de répondre à mes questions et ont même accepté mes rendez-vous avec plaisir. Plusieurs m'ont répondu à peu près la chose suivante: *« Pas de prob', parce que c'est vrai, à la télé, on nous montre toujours quand y a de la violence ; la cité, c'est pas bien et les gens ont peur des jeunes et nous prennent pour des racailles. »*

Je me suis rapidement aperçue que ce n'était pas un problème pour la plupart des jeunes de participer à un entretien. Le problème, c'était plutôt que ce dernier ait bien lieu dans le cadre fixé... Ce que je craignais est arrivé dès mon premier entretien : j'ai attendu le jeune pendant plus d'une heure. *« Ça m'est sorti de la tête »,* m'a-t-il dit. Au départ, je fixais des rendez-

vous dès que je croisais un jeune devant le centre social ou dans la cité, un peu « à la vavite », et je me retrouvais à douter de leur venue.

Si les jeunes acceptaient volontiers de me rencontrer, ils ne notaient pas les rendez-vous. *« Ouais, on se voit à 14h lundi proch' ! Pas de souci ! »* Et moi d'insister : *« Ok, je compte sur toi ! Sûr alors ! Tu vas pas oublier ?! »* J'ai rapidement revu ma méthode et décidé de faire les entretiens à l'improviste, emmenant les jeunes sur le moment. Je me suis d'ailleurs plu dans un fonctionnement plus spontané. J'ai constaté qu'il est courant, dans la prévention spécialisée, de ne pas suivre le programme organisé : chaque jour, nous composions avec le quotidien et ses aléas.

L'imprévu réserve souvent, on le sait, des surprises. J'ai ainsi saisi certaines opportunités, auxquelles je n'avais pas pensé, et les entretiens ont pris des formes diverses et variées, aussi intéressantes les unes que les autres. Il est arrivé par exemple que certains jeunes qui avaient au préalable refusé de répondre à mes questions viennent se greffer aux discussions en cours. Ce fut d'ailleurs le cas pour Mohammed (j'en parlerai plus en détail), mais aussi pour certains autres que je ne connaissais pas. Leurs réponses alimentaient le débat et amenaient d'autres questions. Dans un contexte mouvant, à durée variable ; avec un guide d'entretien et des thèmes évoluant sans cesse mais partant d'une même intention (enquête), j'ai découvert une constellation de lieux et de personnes.

II. 4 Les enquêtés

J'ai rencontré, sur un même terrain, des personnes d'âge et d'origine diverses. J'ai recueilli des témoignages de filles, de garçons, d'adultes, d'immigrés, de personnes qui bénéficient des services sociaux ou d'autres qui ne présentent pas de problèmes majeurs. Je souhaite que ce travail reflète la diversité des points de vue et d'opinions.

Les jeunes de cités qui font l'objet de mon travail sont chaque jour en bas des immeubles. Ils se revendiquent comme étant les « *jeunes du quartier* » et sont connus dans ces territoires. Il y a ceux qui font partie de l'économie de la « débrouille »³⁸ et ceux qui jouent au « *ballon* », ceux qui vont au centre social « *emboucaner* »³⁹ le personnel de l'accueil ou réclamer des activités à « l'animateur jeunes »⁴⁰ et ceux qui vont jouer au ping-pong dans une salle qui leur est dédiée ; ceux qui discutent et rigolent et ceux qui errent et s'ennuient. Il y a ceux qui travaillent, qui vont à l'école et ceux qui, malgré leur âge scolaire, n'y vont plus. Certains cherchent du travail ; d'autres n'en cherchent plus. Mais ils partagent des points communs déterminants : ils ont grandi au même endroit et sont, comme ils le disent, « *dans la même merde* » : la cité et son quotidien de « *galères* ». Mohammed propose une « définition » du « jeune de cité » : « *On a un style de vêtements, on est en survêt', des fois la capuche. À la gueule, les Maghrébins et les Noirs. Au langage, les expressions de la cité.* »

³⁸ Expression utilisée dans l'ouvrage de Pierre Roche (2000), *La proximité à l'épreuve de la débrouille*. Elle évoque l'économie souterraine ou parallèle illégale dans la cité.

³⁹ Expression marseillaise, très usitée par les jeunes de cités, signifiant : *gêner, embêter*. Elle fait référence à des relations conflictuelles qu'entretiennent certains jeunes avec le centre social (MPT).

⁴⁰ Le poste d'« animateur jeunes » du centre social est occupé par Jeloul, un « ancien jeune de cité » qui vient du Bosquet. Il vit toujours dans la cité avec sa famille et est âgé aujourd'hui de trente ans environ.

*L'équipe de « collègues »*⁴¹

Les jeunes qui restent quotidiennement ou presque dans les territoires des grands ensembles sont ceux que je considère comme les « jeunes de cités ». Eux-mêmes utilisent plutôt le terme de « *quartier* » en référence à leur lieu de vie, plus rarement celui de « cité ». Je côtoyais quotidiennement des jeunes des trois cités. Ils forment un grand groupe d'une cinquantaine de personnes. La tranche d'âge des enquêtés va de 18 à 28 ans. Elle n'est pas représentée dans l'étude de David Lepoutre. Ce dernier consiste toutefois une référence importante dans le cadre de mon travail. Selon lui, le moment de l'adolescence correspond « pour la majeure partie des jeunes à un abandon très marqué de la culture des rues et au développement corrélatif de modes de sociabilité très différents, plus conformes à ceux des classes moyennes et dominantes ». La minorité restante est traitée, par exemple, dans *La galère* de François Dubet. Elle est « celle dont on parle le plus souvent dans les médias ; nous exprimons l'hypothèse que si la culture des rues se perpétue, c'est dans une forme socialement moins intégrée ou du moins plus proche des sous-cultures délinquantes décrites par la sociologie américaine ».

Farid et Saïd, deux jeunes âgés de 28 et 25 ans que je présenterai plus loin, adoptent par exemple un style de vie assez conforme à la moyenne, mais leur mode de vie n'est pas surreprésenté auprès des autres enquêtés, c'est-à-dire un mode de vie s'apparentant aux « sous-cultures délinquantes » sus-citées.

Ayant été scolarisés dans les mêmes écoles, les jeunes des cités Néréïdes/Bosquet et ceux des HLM de La Valbarelle se connaissent. Ils participent pour la plupart à la vie sociale des cités et sont connus sur les territoires des HLM. Certains sont membres de l'AJBN⁴² ; d'autres s'engagent dans diverses actions collectives, par exemple lors d'événements organisés avec l'ADDAP 13 ou la MPT, dont ils bénéficient des aides et accompagnements.

Lors du passage correspondant à la période adolescente, ils ont tendance à se grouper et se rencontrent sur les territoires des cités, selon les affinités mais aussi en raison d'intérêts

⁴¹ Le terme de « collègue » s'adresse, au sens large, à tous les copains et évoque la « *bande de potes du quartier* ». Selon les jeunes des cités Néréïdes/Bosquet, il est fréquemment utilisé dans le langage des cités marseillaises, mais je l'ai aussi souvent entendu en dehors des cités.

⁴² AJBN : Association Jeunes Bosquet/Néréïdes. Je ne saurais décrire les activités exactes de cette association, si ce n'est qu'elle contient une équipe de football.

économiques, notamment dans le réseau⁴³ de trafic⁴⁴ (que j'expliquerai plus en détail dans le chapitre D). « Il y a une bande lorsque les acteurs du groupe en question se définissent comme appartenant à une bande. »⁴⁵ Les enquêtés, s'identifiant souvent par rapport aux territoires ou à une personne « reconnue », disent « la bande à... », « les gadjos⁴⁶ des Néréïdes », ou encore « l'équipe de La Valb' » lorsqu'ils communiquent entre eux ou avec les travailleurs sociaux. Les bandes n'ont pas de caractère défini, ni de nom particulier. Mais les rapports hiérarchiques au sein de ces bandes sont, eux, formellement établis.

Les jeunes enquêtés sont issus pour la plupart de familles nombreuses et relativement précaires vivant de petits revenus, déclarés ou non, avec des parents au RMI⁴⁷, au chômage, en fin de droits et parfois même en situation irrégulière. Il existe aussi des familles monoparentales, vivant principalement de l'aide sociale. La majorité des enquêtés n'ont pas d'activité professionnelle ou scolaire. Ils ne sont plus dans la période de l'adolescence au sens strict, mais ils peinent à entrer dans la vie adulte.⁴⁸ « La jeunesse, l'âge des possibles et de l'incertitude s'allongent, à l'instar de la socialisation dans le monde des bandes, ce qui représente un élément décisif de différenciation entre les bandes de loubards et celles de

⁴³ Le « réseau » ou le « chantier » sont des termes utilisés par les jeunes de cités pour évoquer le trafic de drogue dans la cité et ses acteurs, « les membres du réseau ». D'après mes informateurs, il y a un réseau aux Néréïdes et un à La Valbarelle.

⁴⁴ Lors des entretiens, je n'ai pas tenu à creuser le sujet de l'économie parallèle des cités ; je ne demandais pas à savoir quelles drogues les *dealers* vendaient ni même qui exactement était lié au trafic. Je me contentais d'écouter leur propos avec curiosité et intérêt. Les jeunes m'en ont dit bien plus que ce que je pensais pouvoir entendre. Les partenaires professionnels étaient pour leur part en mesure d'amener de nouvelles informations, comme Fatima et certains de mes collègues qui interviennent depuis un certain temps dans les cités. Mais voici ce que je retiens : « tout tourne » dans les cités. Mon terrain d'enquête ne se différencie pas en ce point des autres quartiers de Marseille : le haschich serait actuellement la drogue la plus vendue et la plus consommée, alors que l'héroïne faisait des ravages dans les années 80 à 90. Elle refait surface dans le *business*, mais je n'ai pas entendu que des jeunes en consommaient. Ils paraissent plutôt effrayés par cette drogue. Une peur compréhensible, étant donné les séquelles de la génération précédente : des parents sont décédés suite à des overdoses et d'autres sont séropositifs. Les *dealers* de drogues dures (cocaïne, héroïne) feraient bande à part ou travailleraient seuls. Ils ne vendraient pas non plus leur marchandise dans le hall du Bâtiment X (que j'évoquerai plus loin), mais rencontreraient plutôt leurs clients chez eux. Le produit le plus vendu par les jeunes du Bâtiment X est sans conteste le haschich (la marijuana est plus rare et plus coûteuse). Des lectures sur les « jeunes de cités » et des enquêtes sur le terrain révèlent que les conduites addictives sont importantes au sein des cités. Tous les enquêtés, sans exception, disent fumer de la drogue. Ils étaient d'ailleurs très curieux de connaître mon rapport avec celle-ci. Concernant le trafic, la loi française est très sévère, mais peu appliquée en tant que telle. Selon le Ministère de l'Intérieur de la République française, le vendeur ou *dealer* qui vend ou offre un produit stupéfiant (même en petite quantité ou à titre gratuit) encourt jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende. Les peines sont doublées si les stupéfiants sont vendus ou donnés à des mineurs. La loi punit comme complices du vendeur le *gnetteur*, le *rabatteur* ou l'*intermédiaire*. Le trafic de stupéfiants de plus grande envergure est passible de très lourdes peines pouvant aller jusqu'à dix, vingt ou trente ans de prison et 7 500 000 euros d'amende. La réclusion criminelle à perpétuité est requise lorsque les faits sont commis en bande organisée.

⁴⁵ DUBET, in: LEPOUTRE, 1997, p. 103

⁴⁶ Les surnoms de « gadjis » et de « gadjos » signifient filles et garçons dans le langage populaire des cités.

⁴⁷ RMI : Revenu minimum d'insertion.

⁴⁸ « Malgré leur âge » : je fais référence aux caractéristiques des bandes adolescentes.

jeunes de cité : la jeunesse qui s'arrêtait jadis à 18-25 ans se termine de nos jours à 30-35 ans. »⁴⁹ Malgré leur âge, ces jeunes ne sont souvent pas autonomes. Ils vivent chez leurs parents, ont des emplois précaires ou s'adonnent au trafic de quartier. « Difficile d'obtenir un travail en contrat à durée indéterminée ; en conséquence, louer un appartement, entretenir une vie de couple et faire des enfants deviennent des opérations plus complexes qu'autrefois : la difficulté du passage de la famille parentale à la famille conjugale s'aggrave. »⁵⁰ Rester chez soi sous l'autorité parentale est toutefois difficile, surtout si les relations sont houleuses. Les enquêtés se sentent souvent à l'étroit chez eux ; c'est d'ailleurs une des raisons qui les poussent à investir la rue. « La fréquentation du domicile familial se réduit à deux fonctions primordiales : manger et dormir. »⁵¹ La cité devient l'espace permettant de se réaliser, de « devenir quelqu'un », d'acquérir une identité. C'est dans ce cadre que les normes et « lois » internes trouvent leur signification.

Brève présentation des jeunes interrogés

Farid, 28 ans, français d'origine italienne, cité Les Néréïdes (lieu : MPT, durée : deux heures trente)

J'ai rencontré Farid par hasard devant la MPT alors que j'avais rendez-vous avec un autre jeune qui n'est pas venu. Farid revendique une distance avec le groupe des cités. Il se différencie des autres sur ce point, mais même s'il ne fait plus partie au sens strict du groupe des jeunes des cités Néréïdes/Bosquet, j'ai jugé pertinent de m'entretenir avec lui. Il porte en effet un regard critique sur son passé, intéressant dans le cadre de mon enquête. Aujourd'hui, il travaille comme manœuvre et vit avec son amie aux Néréïdes, la cité de son enfance.

Mourad, 19 ans, français d'origine algérienne, cité du Bosquet (lieu : MPT, durée : trente minutes)

Mourad n'a pas terminé l'école obligatoire. Il va d'un emploi précaire à l'autre tout en essayant d'intégrer le réseau du trafic. Il se trouve régulièrement devant la MPT. Il apparaît comme quelqu'un de plutôt réticent face aux normes de la société « conventionnelle ».

⁴⁹ SAUVADET, 2006, p. 22

⁵⁰ Ibid, p. 22

⁵¹ Ibid, p. 22

Nurdin, 18 ans, français d'origine algérienne, cité du Bosquet (lieu : MPT, durée : deux heures trente)

Nurdin est en formation CAP. Il suit son chemin sans faire de vagues dans la cité. Il participe avec les jeunes à quelques « bons plans » que la cité lui permet d'avoir. Il est souvent devant la MPT avec la bande de jeunes, mais il ne va pas aux Néréïdes devant le Bâtiment X. L'ADDAP 13 l'aide dans ses démarches professionnelles. Il se montre critique face aux « attitudes générales » adoptées par les jeunes de cités.

Olivier, 20 ans, originaire de la Martinique, ancien habitant de la cité La Valbarelle (lieu : MPT, durée : quarante minutes)

Olivier travaille dans la restauration. Il n'a pas de formation dans le milieu. Il va de CDD en CDD⁵². Il dit avoir déménagé, mais il vient quand même régulièrement devant la MPT.

Mehdi, 22 ans, français d'origine algérienne, cité La Valbarelle (lieu : MPT, durée : une heure)

Mehdi n'a pas d'emploi régulier ou fixe. Il dit avoir des compétences en mécanique. Lorsque je le rencontre pour l'entretien, il commence par me raconter que sa voiture a brûlé devant la cité le samedi soir. Il est contrarié, car il ne sait pas qui est l'auteur de cet acte de vandalisme. Je lui demande si quelqu'un lui voulait du mal, s'il a eu une « embrouille » récente. Il répond que c'est peut-être une fille, ou le copain d'une fille... Mehdi participe à différentes « magouilles », en lien avec le trafic de voitures notamment. Il est parfois devant la MPT, mais il a un « réseau » élargi en dehors de la cité et sort régulièrement.

Fred, 23 ans, français d'origine manouche⁵³, cité Les Néréïdes (lieu : MPT, durée : une heure trente ; entretien organisé). Fred est un jeune que je connais bien : j'ai eu de nombreuses occasions de le rencontrer lors d'interventions professionnelles, notamment au cours de chantiers éducatifs que j'expliquerai plus tard. Je me suis entretenue plusieurs fois avec lui sur des sujets relatifs à la « vie au quartier ».

Fait surprenant, Mohammed nous a rejoints pour une vingtaine de minutes lors de cet entretien, initialement prévu pour Fred, alors qu'il s'était auparavant montré réticent à participer aux entretiens. Mohammed est à la tête du réseau de trafic des Néréïdes. Je trouvais

⁵² Sigle signifiant : « contrat de durée déterminée ».

⁵³ Les Manouches font partie du « groupe » des Tsiganes-Roms en France, où ils sont installés depuis plusieurs siècles. Source : site internet <http://mayvon.chez-alice.fr/> (consulté le 11 octobre 2008)

particulièrement intéressant de pouvoir l'interroger. Après l'avoir rassuré sur le contenu de mes questions, il a fini par accepter de me rencontrer. Je pense qu'il nous avait rejoints pour voir sur quoi portaient mes questions.

Fred fait aussi partie des jeunes ayant un certain pouvoir sur le groupe, ce qui était particulièrement intéressant. Il était à ce moment-là sans emploi, mais avait l'ambition de faire une formation de « contre-maître ». Il a une formation en maçonnerie.

Mohammed, 21 ans, français d'origine algérienne, cité Les Néréides (lieu : MPT, durée : vingt minutes)

Je n'ai pas obtenu beaucoup plus d'informations sur Mohammed que lors de l'entretien avec Fred (auquel il s'est joint), si ce n'est qu'il est jugé par les jeunes et les travailleurs sociaux comme un « *chaud* » et un *leader* dans la cité. Il fait partie d'une des têtes de réseau dans le trafic du Bâtiment X. Il ne travaille pas en dehors des activités illicites de la cité.

Saïd, 25 ans, français d'origine algérienne, cité Les Néréides (lieu : rencontres professionnelles au local ADDAP 13, durée : une heure)

Saïd accomplit une formation dans le social. Il a été en suivi éducatif avec l'ADDAP 13. Il vit toujours dans le foyer parental, aux Néréides. Je devais aussi rencontrer son frère, que nous suivons régulièrement avec l'ADDAP 13, mais il s'est désisté à chaque rendez-vous.

Ahmed, 19 ans, français d'origine comorienne, cité du Bosquet (lieu : rencontres professionnelles lors de chantier éducatif. La durée des entretiens est difficilement évaluable, car ils se sont déroulés en plusieurs phases)

Ahmed a un CAP⁵⁴. Il a arrêté le lycée au début de l'année 2008 et n'a pas de projet professionnel. Il est le cadet d'une grande famille de la cité. Deux de ses frères sont détenus aux Baumettes suite à des trafics de drogue.

Nabil, 18 ans, français d'origine algérienne, cité Les Néréides (lieu : « Mission locale »⁵⁵, accompagnement dans le cadre de suivis éducatifs. Nous nous sommes entretenus en attendant son rendez-vous, durée : une heure)

⁵⁴ Sigle signifiant certificat d'aptitude professionnelle.

⁵⁵ La Mission locale est un dispositif dans l'aide à l'insertion professionnelle pour les jeunes jusqu'à 18 ans.

Nabil vit au domicile familial. Il rencontre des difficultés scolaires et désire faire un apprentissage. L'ADDAP 13 l'aide dans cette démarche.

Analyse de contenu

Pour analyser les informations recueillies au cours de ce travail, j'ai procédé comme suit :

J'ai dépouillé les entretiens approfondis : comparaison des discours des enquêtés par thématiques afin de découvrir si des « tendances » se dégagent. C'est ainsi que je me suis aperçue que, bien qu'il y ait des divergences⁵⁶, notamment au sujet de leur perception des rapports sociaux, beaucoup d'informations coïncidaient les unes avec les autres et notamment concernant les sujets suivants qui s'apparentent, selon moi, à une « culture populaire » retrouvées dans les cités : rapports entre les sexes, l'importance accordée au groupe de pairs, l'occupation des territoires par certains groupes, le langage utilisé au « *quartier* » et les « lois » principales qui régissent les relations dans les cités, notamment celles relatives au trafic.

Après avoir repéré ces « tendances », je les ai retranscrites sous une forme littéraire, en les présentant par chapitres. Bien que les thèmes abordés soient conséquents, j'ai souhaité tous les exposer. Ils répondent, à mon sens, à ma question de départ.

J'ai utilisé une littérature ciblée qui se rapproche le plus précisément de ce que j'ai pu mettre à jour sur le terrain pour étayer mes arguments et analyser avec plus de distance mon contenu.

⁵⁶ Je relève l'ensemble des divergences de discours des enquêtés dans la conclusion.



Banc devant le terrain multi-sports du Bosquet situé sur la colline séparant les deux cités (en arrière-plan, Les Néréïdes) fév.-jui. 2008



« Murceau de mur » devant la cité du Bosquet fév.-jui. 2008

III. « CHAPITRES » DE LA RECHERCHE : DESCRIPTION ET ANALYSE

A : *JEUNES DES NEREÏDES – JEUNES DU BOSQUET*

III. A. 1 Identité, identités, identification

Le « *cramé* », le « *caïd* » et le « *chaud* »

Les « jeunes de cités » ont une *identité collective*. Cette dernière est définie, en sociologie, comme un « sentiment d'appartenance à un groupe social fondé sur le partage de valeurs et de comportements communs et permettant de se situer par rapport à d'autres groupes »⁵⁷. Liés par l'identité « *jeunes du quartier* », ils forment un collectif imposant ses volontés sur l'individuel. La culture du quartier ne pourrait tenir durablement sans l'effet du nombre.

Les jeunes s'étiquettent les uns des autres selon leur réputation. Nous verrons que les « types » prennent toute leur importance dans la cité, du « *cramé* » au « *caïd* », en passant le « *chaud* ». Ils se donnent des surnoms, s'appellent « *collègue* », « *frère* », « *cousin* », « *gadjo* »... Nombre de ces expressions sont aussi utilisées par les Marseillais. Ceux qui partagent une amitié profonde se considèrent comme des « *frères* ». Parfois, ils se donnent des surnoms pouvant être des déformations de prénoms ou qui sont liés à leurs caractéristiques. Ainsi, un jeune pas très éveillé était surnommé « *Légume* »...

L'individu se construit sous l'influence de son entourage. Il assoit sa position dans la société de ses pairs par leurs jugements autant qu'au travers de ses propres définitions. En s'identifiant à son milieu, le « jeune de cité » intériorise ses codes, ses normes et ses « lois ». « Tout au long de son développement, il [l'entourage] lui inculque des normes et des modèles auxquels il est invité à se conformer. »⁵⁸ Ce processus identificatoire débute avec la famille et s'élargit au fur et à mesure que l'enfant grandit : avec l'école, les médias, le milieu local, le groupe d'âge, l'identité nationale et professionnelle par la suite.

⁵⁷ COUET, DAVIE, 2004, p. 128

⁵⁸ HALPERN, RUANO-BORBALAN, 1986, p. 5

Influence du milieu social

La classe sociale exerce une influence considérable sur l'éducation, la socialisation et l'identité des individus. Le statut d'un jeune citadin a peu de choses en commun avec celui d'un adolescent en milieu rural ou d'un jeune déscolarisé d'une banlieue défavorisée. Les attitudes contestataires, les relations avec la famille et avec autrui, les rapports avec le monde varient selon les catégories et les milieux sociaux. L'individu présente des caractéristiques particulières en fonction des époques, de l'environnement, culturel, social et économique. « [...] Notre trajectoire de vie, ou notre destin personnel, porte continuellement la marque de notre appartenance à l'une ou l'autre classe sociale. »⁵⁹

« Les ressources des parents, leurs aspirations et leurs affectivités influencent l'éducation reçue par l'enfant qui recouvre de plusieurs objectifs : perception de l'environnement, acquisition de cadres de référence, formation de la personnalité. »⁶⁰ Les enjeux et le rapport à l'autorité ne sont pas perçus de la même manière selon les milieux sociaux. En d'autres termes, les jeunes issus des quartiers populaires et ceux issus des quartiers dits « bourgeois », pour prendre une comparaison classique, n'auront pas tendance à valoriser les mêmes types de comportements et de pensées.

Pour les « jeunes de cités » que nous étudions au cours de ce travail, le groupe de pairs et la rue représentent des supports identitaires d'importance majeure, la cité étant le lieu de vie principal. Un territoire qu'ils quittent rarement, ou pour de courtes durées.

Socialisation

Le processus de socialisation révèle assez clairement les rapports que les jeunes des cités Néréides/Bosquet entretiennent entre eux et l'importance qu'ils accordent au fait « d'être ensemble », de former un « groupe » ; mais il est aussi et plus directement un indicateur des rapports qui les lient à leur cité et par conséquent, en mode opposé, à la société « conventionnelle ».

⁵⁹ CAMPEAU [et al], 1993, p. 203

⁶⁰ FERREOL, 2000, p. 94

La socialisation est « le processus par lequel la personne humaine apprend et intériorise les éléments socioculturels de son milieu, les intègre à la structure de sa personnalité sous l'influence d'expériences et d'agents sociaux significatifs et par là s'adapte à l'environnement social où elle doit vivre. »⁶¹ L'individu acquiert des modèles, des normes, des valeurs, des coutumes (manière de faire, de penser, d'agir) propres au groupe auquel il appartient et à la société dans laquelle il évolue. La socialisation influence considérablement le développement identitaire de l'individu, lui permettant d'intérioriser la culture de son milieu de vie et de se définir comme semblable aux autres en partageant avec eux des modes (de pensée, de voir, d'action). La socialisation est à la base du sentiment d'appartenance au groupe.

La socialisation est un processus continu. Bien que l'enfance soit, sans aucun doute, la période la plus intense de la socialisation, l'adulte poursuit l'intégration de normes sociales : apprentissage du rôle de conjoint, de parent, d'employé ; adaptations multiples et quotidiennes. Nous pouvons distinguer deux types de socialisation : la socialisation **primaire** est celle que « l'individu subit dans son enfance et à travers laquelle il devient membre de la société ». La socialisation **secondaire** représente « un processus de socialisation permettant à un individu déjà socialisé de s'insérer dans de nouveaux secteurs de sa société. »⁶²

On parle d'« agents de socialisation » pour la famille, l'école, le monde du travail, la vie associative ou sportive, etc. L'ensemble de ces acteurs sociaux influence l'individu au cours de son existence. Dans le cadre de ce travail de mémoire, reflétant la réalité sociale et économique des « jeunes de cités », c'est le « groupe de pairs » qui représente le principal agent de socialisation ; l'école n'est souvent plus qu'un mauvais souvenir et l'accès au travail commence à devenir une préoccupation majeure. Toutefois, la famille n'est pas en rade : elle représente elle aussi une instance de socialisation importante, chargée notamment de transmettre les « codes culturels ».

⁶¹ ROCHER, 1968, p. 119

⁶² CAMPEAU [et al], 1993, p. 130

« Le plus important au quartier, c'est les collègues. C'est comme la famille »

Dans sa quête d'identité, l'adolescent éprouve le besoin de se sentir similaire à ses pairs. Son besoin de communiquer, de partager ses idées ; ses angoisses aussi le poussent à rechercher activement la compagnie de ses semblables et à affirmer ce faisant son indépendance vis-à-vis de ses parents - sans pour autant en endosser les responsabilités. Le groupe de pairs représente un élément déterminant dans le développement de la personnalité. Lieu d'interactions et d'apprentissage, le groupe donne aux jeunes, filles et garçons, des responsabilités et des rôles types. Plus tard, avec la construction identitaire, le groupe cesse généralement d'être la référence unique. David Lepoutre qualifie ce changement « d'abandon de la culture des rues », remplacé progressivement par un « développement corrélatif de modes de sociabilité très différents ».

Si les filles ne sont pas concernées par ce travail - j'en ai explicité les raisons plus haut - elles n'échappent bien sûr pas à ce nécessaire et naturel mouvement de « regroupement » : reconnaissance de la maturité sociale par un certain conformisme de pensée, un code vestimentaire ou encore un style musical.

« Dans les banlieues populaires plus qu'ailleurs, les adolescents ressentent le besoin de se regrouper. Plus les jeunes sont éloignés des voies classiques d'intégration sociale, plus ils auront tendance à se regrouper en bande. Celle-ci devient alors l'unique forme de socialisation qui lui soit offerte. Il paraît ainsi tout à fait normal qu'ils survalorisent cette appartenance secondaire, cette famille de substitution. »⁶³ Selon les statistiques de l'INSEE relevées précédemment, les jeunes partageant des mêmes maux et se retrouvant dans les mêmes luttes - échec scolaire, intégration professionnelle, racisme, etc. - ressentent plus particulièrement le besoin d'appartenance à un groupe. Souvent délaissés par leurs parents, eux-mêmes assaillis de problèmes personnels, par les institutions ou les administrations scolaires et professionnelles auxquelles ils ont affaire, ces adolescents trouvent dans la bande une forme de refuge.

⁶³ CORAJOURD, 1998, p. 22

Regroupements de jeunes

Les regroupements de jeunes répondent à deux logiques : le rapprochement par homogénéité (âge, sexe, provenance sociale et géographique), mais aussi des affinités informelles.⁶⁴ Contrairement aux bandes des Etats-Unis, dans lesquelles les individus se regroupent selon des critères d'ethnicité, les bandes de jeunes à Marseille sont pluriethniques, à l'image de la population (dans le cas de la cité étudiée, 80% des jeunes sont Maghrébins, mais il y a aussi des personnes en provenance d'Afrique noire, des Comores, de France et des gens du voyage). Dans son étude, Pierre Corajoud distingue les bandes françaises des américaines et relève leurs différences. Selon lui, les bandes françaises ne sont pas définies par une délinquance organisée, ni pour défendre un territoire. Elles n'ont généralement pas de chef ni de règles strictes, comme c'est le cas pour les gangs aux Etats-Unis.

Même si les bandes en France sont moins violentes que certains gangs américains agissant dans des zones de non-droit et qu'il n'y a, selon les spécialistes, pas de ghettos en France (intervention de l'Etat dans les quartiers sensibles et large présence du tissu associatif), je nuancerais toutefois ces propos. J'ai en effet constaté que la bande liée à des activités délinquantes dans les cités où j'ai mené ce travail a des chefs dans le « réseau », dont les membres suivent des règles strictes afin que le trafic puisse fonctionner et sont parfois armés. On retrouve dans certaines bandes marseillaises très organisées des critères qui font la force et le pouvoir d'un gang aux Etats-Unis, surtout dans les groupes couvrant un réseau étendu dans le trafic. L'influence de la mafia corse est un facteur connu dans le développement de ces réseaux à Marseille.

Xavier, l'employé de l'OPAC avec qui je me suis entretenue, m'expliquait que la violence physique (les agressions à arme blanche, bagarres, etc.) avait diminué dans la cité depuis les années quatre-vingt à nonante, parce que les jeunes qui entretiennent des activités délinquantes sont aujourd'hui plus « *malins et discrets* ». A l'époque, ils manifestaient une violence plus apparente. Courante, la toxicomanie les poussait à commettre des délits (cambriolages, saccages de magasins, vols). D'après lui, la bande actuelle liée au trafic est plus structurée. Les jeunes qui y sont liés se disent organisés de par leur respect des « lois » du trafic et des hiérarchies établies.

⁶⁴ Ibid, p. 22

B : ORGANISATION TERRITORIALE ET CONTROLE SOCIAL

La superficie des cités est « divisée » en territoires que les habitants s'approprient. Elle est un espace de vie qui « sous-entend l'idée d'une aire, limitée et dominée »⁶⁵. La cité est formée de lieux à signification qui s'inscrivent dans une organisation régie par des « règles » que la population semble avoir intégrées. Les jeunes privilégient certains endroits pour se retrouver en groupe, discuter et participer à l'économie de la débrouille. Dans ce chapitre, je relève que les habitants qui sortent dans les cités se retrouvent dans des endroits précis, qui leur sont apparemment dédiés.

De février à juillet, l'occupation des lieux est allée crescendo. Lorsque j'ai débuté mon stage, les habitants des cités étaient plutôt discrets. Les jeunes se réunissaient peu à l'extérieur, se regroupant dans des lieux comme le centre social ou encore le hall du fameux « Bâtiment X. »⁶⁶ Au printemps, avec l'arrivée des beaux jours, la population était de plus en plus nombreuse devant les immeubles, un phénomène qui est allé en s'amplifiant jusqu'à mon départ en juillet. L'espace public est devenu très vite festif, vivant et bruyant, jusqu'à tard dans la nuit.

III. B. 1 Territoire, territoires

« Dans la cité, y a les petits et les grands. Les plus jeunes, ils restent au quartier.

Ils jouent au ballon ou avec les scooters. Ils se mélangent pas beaucoup entre les cités.

Ils restent dehors devant les blocs. » Fred, 23 ans

Comme le souligne Fred, les *minots*⁶⁷ ne quittent pas l'espace de leur cité jusqu'à l'adolescence. Ils évoluent dans les parcs de jeux, sur les espaces verts ou jouent au ballon devant leur immeuble, développant progressivement des liens d'affinité avec leurs camarades. Durant les après-midi ainsi qu'en fin de journée, on peut rencontrer aux Néréides quelques hommes âgés discutant sur un banc. De temps à autre, à différentes heures de la journée, on

⁶⁵ Source : site internet de l'espace politique, http://www.espacepolitique.org/a_propos.ph. (consulté le 4 octobre 2008)

⁶⁶ C'est dans ce bâtiment que se déroulent les activités liées au trafic de drogue menées par certains enquêtés.

⁶⁷ Le *minot* désigne, dans le langage marseillais, l'enfant (jusqu'à l'adolescence environ). C'est un terme couramment utilisé par les jeunes de cités.

aperçoit dans les locaux de l'ancien centre social le « groupe des mamans » des Néréïdes. L'école primaire favorise aussi le va-et-vient des enfants.

Au Bosquet, on croise des mères qui papotent près des aires de jeux où jouent des enfants en bas âge. Devant la cité, le terrain multisports attire les enfants plus grands, qui s'adonnent à cœur joie à leurs activités jusqu'au dernier rayon de soleil. Disposant d'un terrain de jeux mieux aménagé qu'aux Néréïdes, les enfants et les pré-adolescents du Bosquet se réunissent plus souvent. Il semblerait toutefois que la cité du Bosquet, plus petite que son acolyte, soit globalement moins investie par les habitants (à l'exception des *minots*). Les femmes par exemple n'ont pas de local où se retrouver, ce qui provoque d'ailleurs à l'occasion quelques jalousies.

L'enfance terminée, les adolescents se retrouvent dans la cité Les Néréïdes. « La connaissance, souvent poussée, des différents espaces collectifs et des lieux publics de la cité se fait progressivement, dès le plus jeune âge, par découvertes et aventures successives et par un apprentissage souvent vécu comme une initiation. »⁶⁸ Les jeunes de l'enquête sont ceux que l'on aperçoit le plus sur le territoire de la cité Les Néréïdes. Ils sont présents quotidiennement devant les blocs, sur les parkings, dans ou devant certains halls d'entrée. Alors que certains d'entre eux remplissent des fonctions précises, d'autres errent simplement dans la cité, sans réel objectif. Que ce soit individuellement ou en groupe, les jeunes exercent, par ces va-et-vient, une sorte de surveillance informelle des lieux-clés (je reviendrai sur ce point dans le chapitre C). S'ils ne sont pas dans la cité, les jeunes sont devant ou dans le hall d'accueil du centre social. Thomas Sauvadet affirme même qu'« ils sont les seuls réels habitants de la cité ». ⁶⁹ Mais d'après mes observations, on doit nuancer légèrement ce propos. Certes, les jeunes sont visibles et majoritaires aux Néréïdes et au Bosquet, mais les mères aussi sont très présentes, formant une communauté solide qui organise des repas et des sorties. Il me semble opportun ici de rappeler que les familles des Néréïdes et du Bosquet sont pour la plupart « anciennes » et se connaissent bien. Un contrôle social, parfois violent, s'exerce par conséquent sur les uns et les autres. J'entends par « contrôle social » toutes les actions de surveillance au sein d'un territoire donné afin d'y régulariser les conduites. C'est principalement au sujet de leur progéniture que les familles se querellent. Lorsqu'en tant que travailleurs sociaux et lors de certaines occasions nous réunissions les mères, l'ambiance était

⁶⁸ LEPOUTRE, 1998, p. 46

⁶⁹ SAUVADET, 2006, p. 44

pour le moins électrique, entre critiques sur les manières d'éduquer les enfants et leur comportement dans la cité (« *Ton fils a fait ça ! Ta fille est comme-ci !* »).

« *Moi, je suis du quartier !* »

Nous avons vu que les jeunes revendiquent l'appartenance au « *quartier* » (toujours en référence aux cités)⁷⁰, exprimant ainsi une forme d'unité basée avant tout sur le territoire. La distance qui sépare le village de Saint-Marcel des quartiers Néréides/Bosquet/La Valbarelle est plus symbolique que géographique. « *Le quartier, ça englobe les trois cités et Saint-Marcel. Mais « le quartier », pour nous, c'est les cités : Bosquet, Néréides et Valbarelle. C'est pas pareil, même s'ils disent tous : on va au quartier !* », précisait Fred lors de notre rencontre.

Le terme de « quartier » étant utilisé par différentes couches sociales, il n'évoque pas, je le rappelle ici, les mêmes valeurs selon que l'on habite les « beaux quartiers » résidentiels ou les quartiers à logements sociaux. À Marseille, la population semble s'identifier fortement à son lieu de résidence. Réunis en une métropole, les nombreux quartiers de Marseille, auparavant des villages autonomes, ont gardé une certaine spécificité. Lorsque je suis arrivée dans cette ville, j'ai habité quelque mois à La Pointe rouge. Situé au bord de la mer, offrant un joli port, ce quartier relativement bourgeois ressemble à un petit village de pêcheurs. Aux yeux des jeunes, j'étais donc « riche ». Le fait d'habiter l'un ou l'autre quartier dans une ville comme Marseille n'est pas neutre de représentations. Le mythe des « quartiers nord » illustre le processus de définition par le territoire. Ces quartiers symbolisent, auprès des jeunes et moins jeunes, la violence et le trafic de drogue, connotant invariablement l'idée négative de ses habitants : « *T'y es une cramée !* », disait Ahmed à une stagiaire d'origine arabe qui résidait dans la cité *plombière*, située à cheval entre le centre-ville et les quartiers nord. Elle lui avait demandé : « *C'est quoi une cramée ?* », ce à quoi il avait répondu⁷¹ : « *Djà t'as une tête de cramée et en plus t'habites les quartiers nord.* »

⁷⁰ Même si Saint-Marcel en fait aussi partie.

⁷¹ Voir LEPOUTRE, 1997, p. 50. L'auteur évoque la « mythologie » entourant les « quartiers nord ». Pour les jeunes de mon enquête, ceux qui résident dans les cités nord de Marseille sont des « *cramés* ». D'après l'auteur, dans plusieurs autres villes, tels que Paris et New York, ces connotations péjoratives sur les « quartiers nord » sont aussi relevées.

« *Quand tu quittes le quartier, au début t'y es un peu perdu* »

« *Je tiens à mon territoire, je dis que je viens de la cité. Dès que je pars, je m'ennuie. On est attaché à ici. On a tous grandi ici ensemble. On a fait les mêmes délires. Certains se méfient quand je dis que je viens d'une cité, ils croient que je vais les voler !* » Nurdin, 18 ans

David Lepoutre développe dans son ouvrage le concept d'attachement résidentiel en référence aux jeunes des banlieues parisiennes dans la cité des *Quatre-Mille*.⁷² Dans le cadre de ce travail, il me semble pertinent de l'évoquer également : nous avons vu que les jeunes des cités Néréïdes/Bosquet sont fortement attachés à leur quartier. Ils éprouvent un sentiment d'appartenance à leur cité, à sa « culture ». Un attachement qui représente une sécurité affective et sociale, mais qui, nous l'avons vu, peut aussi être défavorable selon les connotations du lieu de résidence.

« *On se connaît tous* » est une affirmation qui revient souvent. Les jeunes eux-mêmes relèvent l'importance d'avoir « *grandi ensemble* », d'être « *dans les mêmes délires* ». Ils se rencontrent, nous l'avons relevé, en groupes et dans des espaces précis. On remarque une certaine désaffectation des cités les mercredi après-midi et les samedis, lorsque les jeunes vont au centre-ville ou, l'été, à la plage. A l'instar de Mourad, la plupart d'entre eux m'ont présenté leur quotidien comme relativement peu absorbant : « *Le matin, on fait la grasse mat', on s'lève, on fume un joint, on mange vers 14 heures et on descend en bas voir qui il y a, pis on reste là, on discute, on s'amuse, chacun fait ses trucs, on écoute de la 'zique et on rentre vers 3 heures du mat'.* »

Défendre son territoire et faire front contre « l'ennemi » sont autant de démonstrations d'attachement pour la cité et de renforcement des liens entre les jeunes. Medhi, 22 ans, estime pourtant qu'il a passé l'âge pour ce genre de pratiques : « *Quand on est jeune, on aime bien défendre son territoire. On y est attaché, car on ne sort pas souvent de la cité.* » Défendre son territoire fait donc davantage partie de la sous-culture juvénile adolescente décrite par David Lepoutre. Durant mon stage, des jeunes adolescents ont été convoqués devant les tribunaux parce qu'ils avaient « *caillassé* » la police alors qu'elle pénétrait dans la cité en adoptant divers camouflages : voiture banalisée, camionnette postale, etc. Pour beaucoup d'enquêtés jeunes, la venue de la police dans les cités semble être considérée comme une violation de leurs territoires.

⁷² LEPOUTRE, 1997, pp. 43-44

Les jeunes remarquent rapidement la présence de personnes étrangères à la cité. Leur présence est souvent perçue comme intrusive et louche : « *Qu'est-ce qu'ils viendraient foutre là ?* » Question par ailleurs légitime, au vu du peu de choses qu'on peut effectivement y faire... Plus loin, nous verrons que les jeunes doivent également être méfiants pour protéger leur « économie ».

Je demande à Nurdin, quelle serait sa réaction s'il voyait « *débarquer* » [dans la cité] une bande de jeunes d'Air-Bel (imposantes cités situées à quelques kilomètres, avec lesquelles les hostilités sont ouvertes) : « *Halala, la provoc', alors là... ça ferait mal !* ». La cité est définie par Thomas Sauvadet comme une « enclave protectrice »⁷³ qu'il est déconseillé de menacer. L'appartenance territoriale peut générer des confrontations entre bandes rivales.

Attaché/détaché

Les jeunes qui quittent la cité pour des raisons privées et/ou professionnelles reviennent régulièrement. Ils affirment que « *c'est important* » pour eux. Olivier, 20 ans, vient d'emménager avec sa petite amie à La Ciotat⁷⁴. Pourtant, presque tous les jours, il vient voir les « *collègues* » et sa famille. D'autres affichent moins, ou différemment leur attachement au territoire. Ils évitent de dire où ils vivent, surtout lorsqu'il s'agit de trouver un emploi. Nurdin par exemple préfère dire qu'il vient de Saint-Marcel lorsqu'il cherche un travail auprès d'employeurs. C'est aussi le cas de Farid, qui n'est pas à l'aise lorsqu'il invite des gens chez lui. Il a honte des jeunes de cités et des comportements qu'ils peuvent adopter envers une personne inconnue. « *Lorsque des personnes hors de la cité sont invitées à la cité, elles sont choquées, mal reçues et elles ont peur. Elles risquent de trouver les jeunes louches, parce qu'elles vont être observées. Moi, si j'invite quelqu'un chez moi, je préviens et je vais chercher la personne en bas du bâtiment.* » La cité est en effet un lieu particulier. Il est compréhensible selon eux qu'elle provoque de la peur et/ou du rejet de la part des personnes extérieures.

⁷³ SAUVADET, 2005, no 2, pp. 113-126. « Causes et conséquences de la recherche de « capital guerrier » chez les jeunes de la cité », *Déviance et société* [en ligne]. (Consulté le 5 septembre 2008).

⁷⁴ La Ciotat est une ville située à une trentaine de kilomètres de Marseille.

Mais pour la plupart des jeunes, la cité reste l'« enclave protectrice »⁷⁵ sus-évoquée. A l'intérieur d'elle, ils « sont quelqu'un », ils ont une identité. Ils font partie d'un collectif, d'un « nous, jeunes du quartier » qui appelle à une forme de solidarité. Néanmoins, il est nécessaire à nouveau de minimiser la portée de ces propos. La réalité est parfois contradictoire. Fred évoque l'importance de la solidarité, mais beaucoup d'autres parlent du « chacun sa mère ». « *La cité, c'est solidaire. Tout le monde se connaît. On est tous dans la même merde. On essaie de s'en sortir ensemble, parce qu'on habite une cité. Dans les résidences, c'est chacun sa mère. Les gens sortent du travail et rentrent direct chez eux.* » [...] « *Pourquoi, parce qu'on habite dans une cité, faut-il s'en sortir ?* » lui avais-je demandé. « *Parce que la cité, c'est pourri. Les blocs sont pourris, crasseux. On est tous empilés. Les murs sont pourris, c'est sale et les ascenseurs puent la pisse. On est des enfants issus de l'immigration !* » Fred est exaspéré de constater les déprédations commises dans la cité où il vit, qui ne font que lui rappeler la précarité de son existence. Par contre, lorsqu'il évoque de cette façon la solidarité dans les cités, je perçois un autre sentiment : « *Tout le monde se connaît* » et se salue. Les jeunes partagent les mêmes galères, les mêmes luttes face à une société de consommation dans laquelle, faute de « moyens », ils parviennent difficilement à trouver leur place. Nurdin et Farid disent, eux, que les jeunes ne sont pas solidaires parce qu'ils s'encouragent à « *faire des conneries* » plutôt qu'à continuer leurs études et à réussir une formation professionnelle. Saïd, 25 ans, un « mi-jeune de cité », s'est lancé dans une formation dans le social. Il ne squatte plus au quotidien la cité avec la bande, mais rencontre les « collègues » de temps en temps (d'où le : « mi-jeune de cité »). Il vient de s'acheter une Volkswagen flambant neuve qu'il gare dans un garage loué à dix minutes à pied de la cité. Pourtant connu et reconnu dans les cités, Saïd ne fait pas confiance à la population des cités dont il fait partie. En formation, souvent à l'extérieur de la cité, il donne l'impression d'être sorti des problèmes et des « embrouilles » du « quartier », mais il ne fait aucun doute pour personne qu'il tire profit de l'économie de la cité. C'est en tout cas ce qui expliquerait l'acquisition de sa nouvelle voiture. Même comme travailleur considéré comme « intégré » dans la société plus « conventionnelle », on ne coupe pas facilement les ponts avec l'économie attrayante de la cité.

Toutefois, « *être avec les collègues* », « *partager les mêmes délires* », « *se connaître tous* » : « *dans la cité on s'ennuie pas* » restent parmi les propos les plus fréquents des jeunes. Cette « sociabilité amicale »⁷⁶ l'emporte largement sur le reste.

⁷⁵ Ibid, 2005, no 2, pp. 113-126.

⁷⁶ LEPOUTRE, 1997, p. 31

Mobilité/repli

Les partenaires professionnels considèrent pour la plupart que les habitants des cités Néréïdes/Bosquet sont « repliés » dans leur cité. Souvent, les parents des jeunes sont en détresse. Ils sont, on l'a vu, RMIstes, au chômage, parfois en fin de droits, voire même illégaux sur le territoire français. Ils connaissent en tout cas des situations socio-économiques difficiles et s'enfoncent parfois dans des consommations qui ne facilitent guère leur rapport à l'extérieur. Les observations que j'ai menées sur le terrain corroborent ce constat : beaucoup d'habitants évoluent « en vase clos », notamment les mères. Aux Néréïdes, cela explique la solidarité existante entre mamans. Mais au Bosquet, ce mouvement communautaire semble être caduc et les conflits familiaux sont fréquents. Des mères me confiaient regretter une meilleure entente dans le voisinage. Divers constats peuvent expliquer ce repli :

- une école maternelle et primaire existe aux Néréïdes. Les habitants ne sont donc pas amenés à sortir pour accompagner leurs enfants à l'école ;
- les difficultés financières n'offrent que peu d'occasions de sortir de la cité pour des loisirs et des activités (shopping, restaurant, etc.).

A la MPT, un poste d'« adulte relais » a été créé (c'est Fatima qui l'anime) pour pallier ces problèmes et établir un lien entre les deux cités en faisant venir les populations au centre social. Mais le « défunt » centre social des Néréïdes avait rencontré le même problème avec la cité du Bosquet, pourtant très proche.

La mobilité restreinte des habitants des quartiers populaires représente donc un problème majeur. Plusieurs études consacrées aux grands ensembles présentent l'urbanisation comme une frontière sociale, à commencer par celle de Thibault Thellier : « Faits pour favoriser la mobilité sociale des jeunes, les grands ensembles, dix ans plus tard, apparaissent comme l'un des éléments essentiels, pour ne pas dire le principal, qui expliquent au contraire la marginalisation, la ghettoïsation de ces mêmes jeunes. »⁷⁷

Les jeunes qui ont trouvé un travail et quitté le « programme cité » ou qui aimeraient en sortir utilisent parfois des expressions comme « *tenir les murs* » et « *prendre racine* » en parlant des « *collègues* » restant au quartier. Des expressions qui désignent à la fois l'ennui et un ancrage

⁷⁷ THELLIER, p. 2

territorial incompatible avec l'ouverture et l'insertion dans la société « conventionnelle ». Farid résume leur situation : *« Ils tiennent les murs, sans but précis. Ils ne vont plus à l'école. Ils n'ont plus de réflexion, ne veulent plus rien faire. Les difficultés familiales sont nombreuses... ça les aide pas à s'en sortir. En équipe, les jeunes font des conneries, c'est l'effet de groupe. Ils ont des rôles à tenir. Les jeunes ne sont pas solidaires, c'est chacun pour soi ! Ils ne reçoivent pas d'encouragements de la part de leurs copains s'ils veulent sortir pour faire autre chose que traîner. »*

Un jour, devant la MPT, j'ai fait la connaissance de Marc, un garçon de 21 ans qui était de passage dans la cité. Il a grandi à La Valbarelle et sa famille y réside toujours. Il est à l'armée dans le nord de la France, où il a commencé une carrière de militaire. Nous avons entamé une discussion, assis sur le trottoir devant le centre social. Il m'a expliqué son parcours professionnel, puis son « ancienne » vie au « quartier » avec « l'équipe de collègues » : *« Il faut se prendre en charge, parce que sinon il se passe rien. Il faut travailler. C'est la seule façon de s'en sortir. Avant, mes programmes de la journée quand j'étais encore dans la cité, c'était tous les jours comme ça : on fait la grasse matinée, jusqu'à midi. On mange à 14 heures, on fume un bon joint. Ensuite, tu vas en bas voir qui y a. Tu vas à la MPT. Tu restes au quartier discuter avec tes collègues et tu rentres à 3-4 heures du mat'. Les jeunes ont envie de se péter la tête tout le temps avec des drogues ou de l'alcool pour se sentir bien. Mais quand même, c'est très important pour moi de revenir au quartier de temps en temps. »*



Terrain multi-sports et parc de jeux, Bosquet fév.-jui. 2008



Terrains de sports, situés à environ 200 mètres, Les Néréïdes fév.-jui. 2008

C : LES CITES ET LEURS LOIS

« Si tu fais ton malin, tu vas vite comprendre c'est quoi la loi du quartier ! »

Règles sociales

Pour vivre en société, nous devons nous plier à certaines règles. L'ordre social a des exigences auxquelles il est nécessaire de se conformer, comme la politesse ou le savoir-vivre. La société attend des individus l'adoption de comportements allant dans une direction déterminée, dans le respect des contraintes dictées par la « conscience collective. »⁷⁸ Au sein des cités aussi, des règles de vie et des codes de conduites sont édictés. Les jeunes ont instauré des « lois internes », dans l'organisation des lieux et dans leurs relations. Préserver une économie de la débrouille en est un exemple : elle ne peut fonctionner qu'en présence et par le respect de ces règles.

Dans ce travail, j'identifie des « règles » qui régissent les territoires des jeunes des cités Néréides/Bosquet, leurs influences dans les relations interpersonnelles et les enjeux qu'elles suscitent au sein de la population des cités. Je tente de comprendre en quoi elles se différencient des normes de la société globale.

Afin de répondre à ces objectifs, j'ai voulu découvrir quelles étaient les interactions qui engendraient des rappels aux règles. Plusieurs cas de figure ont fait émerger des « lois » inhérentes aux cités. Elles permettent à la microsociété de fonctionner dans une sorte de cohésion sociale.

Normes et valeurs

« Les **normes sociales** sont créées par des groupes sociaux spécifiques. »⁷⁹ La norme est définie comme « une règle sociale explicite ou non, plus ou moins contraignante, légitimée par des **valeurs** et qui oriente les comportements des membres d'un groupe social par

⁷⁸ COUET, DAVIE, 2004, pp. 42-44

⁷⁹ BECKER, 1985, p. 26

l'intermédiaire de sanctions. »⁸⁰ Quant aux valeurs, elles sont des « manières de faire, d'agir et de penser considérées comme idéales⁸¹ par un individu, un groupe social ou une société. »⁸² Les valeurs ne sont pas indépendantes mais organisées (système de valeurs) et hiérarchisées (échelle de valeurs). L'acquisition des normes sociales n'est pas innée. Elle s'ancre dans un processus de « normalisation ». C'est un apprentissage qui se construit au fil des expériences et des enseignements que l'on en retire. Cet effort d'intériorisation ordonne notre pensée. En ce sens, la norme est synonyme de « règle ».

Howard Becker distingue deux types de normes inhérentes à une société : celles qui sont « édictées formellement par la loi » (l'Etat et la police sont employés pour les faire appliquer) et celles qui « représentent des accords informels, établis de fraîche date ou revêtus de l'autorité de l'âge et de la tradition ; des sanctions informelles de diverses sortes sont utilisées pour faire respecter ce type de normes. »⁸³ Les normes des cités, telles que je les expose dans ce travail, correspondent au second cas de figure. Elles ne sont pas édictées formellement par une loi, mais représentent des accords établis informellement par un groupe social (les jeunes des cités Néréides/Bosquet). Elles sont implicites et s'expriment à travers les mœurs et les usages sociaux.

⁸⁰ COUET, DAVIE, 2004, p. 43

⁸¹ Au sens premier du terme.

⁸² Ibid, p. 43

⁸³ Ibid, p. 38

III. C. 1 « Les lois servent à se faire respecter, sinon tout le monde te laisse tomber »

« Loi du silence », loi de l'évidence

« Les lois servent à se faire respecter, sinon tout le monde te laisse tomber. Plus personne veut trainer avec toi si t'y es une balance. T'y es exclu du quartier et t'as plus de collègues. » Olivier, 20 ans

Les jeunes présentent la « loi du silence » comme essentielle. Si elle s'impose de manière aussi importante, c'est pour éviter que les activités illégales qu'ils mènent n'arrivent aux oreilles de leurs parents et surtout de la police. C'est donc en rapport avec les actes délictueux qu'ils commettent que cette « loi » prend tout son sens.

« Ne pas balancer ton collègue, pas faire de 'coups fourrés'. C'est la loi du silence ! Elle compte plus que toutes les autres ! Si quelqu'un balance ou s'il t'a fait des misères, on va lui régler son compte. Il déménage. Il n'aura plus personne. Ce sera un « cramé » ! Ça, c'est une bonne leçon pour devenir droit ! » Mehdi, 22 ans.

« Tu balances pas ton collègue, tout le monde le sait. C'est comme ça. Pourquoi je vais aller le balancer ? Ca me sert à rien. Il me dérange pas. On apprend ces règles en grandissant dans la cité. S'il y a un problème, on n'appelle jamais la police, tout se règle entre nous. » Nurdin, 18 ans.

La « loi du silence » est de loin la règle la plus évoquée durant mes entretiens. Chaque jeune l'a exprimée. Pour ceux qui sont concernés par l'économie souterraine, elle est primordiale. Même pour les jeunes n'occupant pas de place dans le réseau, cette « loi » revêt une importance certaine. Le fait de respecter ce « devoir » envers les autres fait du jeune un homme digne de respect et de confiance ; digne, donc, d'appartenir au groupe. Un groupe de « collègues » souvent survalorisé.

« La loi du silence, elle est logique, personne n'a besoin de la dire. C'est inné ! Tu balances pas ton collègue. Les gens ont peur de balancer. Les habitants savent que c'est un quartier sensible, ils peuvent rien dire. Ceux qui sont dans le trafic sont sympas, ils gênent pas. Ils aident les gens du bâtiment pour porter leurs courses. »

Parce que des fois ils ont quand même peur.
Certains font des appels anonymes à la police. » Mourad, 19 ans.

La « loi du silence » va de soi. « *Ne pas balancer un collègue* », même lorsque celui-ci se voit fortement menacé, relève d'une valeur commune et indiscutable. Au-delà de ces groupes, la « loi du silence » semble être également intégrée par les habitants, puisque les jeunes des cités Néréides/Bosquet mènent des activités illicites sans trop se préoccuper du regard des autres. En d'autres termes, qu'ils soient jeunes ou moins jeunes, il y a des résidents qui, RMistes depuis plusieurs années, sont attirés dans diverses « *combines* ». Dans certaines cités, il est courant que des habitants laissent leur cave à disposition des jeunes qui les utilisent pour entreposer leurs marchandises illicites en échange d'argent.

Enfin, si la « loi du silence » fait partie des normes sociales relatives à des accords informels entre la population des cités, c'est qu'elle arrange certainement la majorité. Les autres, ceux qui ne tirent aucun bénéfice par l'économie du « *quartier* », subissent quand même ces « lois », car souvent et malgré eux, ils sont en relation avec la bande de jeunes.

Voisinage et représailles

« Si celui qui habite dans une cité ne veut pas que ça se passe comme ça, il a qu'à aller vivre dans une résidence, pas dans un HLM. » Nurdin, 18 ans.

Nurdin évoque les rapports entre les jeunes du Bâtiment X et le voisinage. L'application de la « loi du silence » sous-entend des accords informels entre les jeunes et ce dernier. Les gens se taisent, ne dénoncent pas, mais les jeunes se méfient quand même. Certains habitants font manifestement des appels anonymes pour dénoncer les nuisances sonores. Le voisinage voit en effet se dérouler, sous ses yeux, des activités illégales et en subit les conséquences. Dans le Bâtiment X particulièrement, le groupe de trafic qui squatte tous les jours gêne certains résidents, surtout ceux qui vivent au rez-de-chaussée. Mais l'effet de groupe fait que, par peur des représailles, beaucoup d'adultes n'osent rien dire. Nurdin m'expliquait qu'une ancienne famille de la cité, considérée comme raciste, avait par exemple retrouvé sa voiture brûlée.

*« Les dénonciations se font que dans des cas extrêmes, les gens ont peur des représailles.
La loi du silence est propre au quartier. Les plus faibles sont les femmes et les vieux,
ils ne disent rien, mais ils subissent. Personne ne dit jamais rien, en fin de compte. » Farid, 28 ans.*

Seul Farid pense, parmi ceux que j'ai interrogés, que les jeunes devraient enfreindre la « loi du silence » pour faire appel à la justice lors d'un cas extrême. Les autres disent ne « balancer » en aucun cas, même lorsqu'il s'agit de viol ou de meurtre. Dans leur cité, les devoirs de citoyenneté ne les concernent pas. « *Cela me regarde pas* », affirme Olivier 20 ans.

« S'il y a un problème, on n'appelle jamais la police, tout se règle entre nous. » Mourad, 19 ans.

« C'est la loi du plus fort »

« Le quartier n'est pas dangereux, mais il faut se tenir à carreau. » Fred, 23 ans.

C'est la « loi du plus fort » qui régit les relations entre les jeunes des cités Néréides/Bosquet. Comme dans chaque groupe, on distingue des rapports hiérarchiques. Il y a les « dominants » et les « dominés ». « Les différences dans la capacité d'établir les normes et de les appliquer à d'autres gens sont essentiellement des différences de pouvoir (légal ou extra-légal). »⁸⁴ Ici, nous restons dans les pouvoirs extra-légaux. Je présenterai dans cette partie les « instruments » qui permettent aux jeunes des cités Néréides/Bosquet de faire exercer leur pouvoir sur « leurs territoires ». Au sein du groupe de jeunes, les lois s'appliquent socialement (par le statut et les fonctions attribués aux membres), physiquement (par le « passage à tabac » en cas de non-respect des lois) et psychologiquement (par les menaces, les représailles, etc). D'après Sauvadet, même « les allures complices et fraternelles ne sont souvent qu'une illusion. Certes, l'affrontement physique demeure rare, mais les défis et les menaces, souvent implicites, se produisent quotidiennement. »⁸⁵

*« Un jeune seul n'est pas le même qu'en groupe, c'est pour ça qu'il faut savoir leur parler.
Et là t'as pas de danger, tu peux arriver n'importe comment sur le quartier. » Saïd, 25 ans.*

⁸⁴ BECKER, 1986, p. 41

⁸⁵ SAUVADET, 2006, p. 182

Le profil du « plus fort »

*« C'est celui qui respecte, qui est respecté et qui est craint. Le plus fort, quoi...
qui sait se battre et qui a le cran. Il doit savoir défendre son territoire. » Farid, 28 ans.*

D'après Howard Becker, l'individu peut adopter deux types de comportements face à la déviance. Selon son degré d'implication dans la société « conventionnelle », un individu « est capable de la réprimer en pensant aux multiples conséquences qui s'ensuivraient s'il y cédaient »⁸⁶ ou, à l'inverse, il commet « des actes de déviance intentionnelle », risquant ainsi d'« échapper aux conséquences de ses engagements dans le monde conventionnel. »⁸⁷ Puisque cet individu n'a pas noué « d'alliances avec la société conventionnelle : [...] il n'a ni réputation à soutenir, ni emploi à conserver dans le monde conventionnel ; le maintien d'apparences conformes aux conventions ne représente pas un enjeu, il est donc libre d'obéir à ses impulsions ». ⁸⁸ Cette définition me semble illustrer la voie délinquante prise par Mohammed. Relativement petit en taille, il ne possède pas un gabarit « imposant ». Nous l'avons vu plus haut : on dit de lui qu'il dirige le réseau de trafic des Néréïdes. En janvier dernier, il s'est imposé en tirant au kalachnikov au beau milieu de la cité un dimanche après-midi. Au moment des faits, le territoire était un univers de luttes internes. Les principales « têtes » qui dirigeaient le réseau (deux fratries issues de grandes familles réputées de la cité) avaient été emprisonnées suite à une descente de police.⁸⁹ Le réseau a été momentanément dissous. Il n'attendait plus qu'un nouveau chef pour reprendre ses commandes. Les *leaders-dealers* potentiels se le disputaient. C'est dans ce contexte de violence que Mohammed a tiré sur la voiture de son rival (qui n'a pas été touché). Ayant ainsi prouvé sa « valeur », Mohammed dirige maintenant le réseau de trafic aux Néréïdes.

« Au quartier ce qui compte c'est la force physique, celui qui est le plus fort. Y a pas de force mentale, il faut être malin c'est tout. C'est la loi de la jungle, la loi du plus fort ! »

⁸⁶ BECKER, 1986, p. 50

⁸⁷ Ibid, p. 50

⁸⁸ Ibid, p. 51

⁸⁹ Durant mon stage, j'ai eu plusieurs fois l'occasion de rencontrer la mère de l'une des « têtes » des fratries emprisonnées. Profondément marquée par ces événements, elle nous (collègues de l'ADDAP 13 et moi-même) a longuement parlé de cette tragédie familiale. Les policiers avaient saisi une quantité importante d'armes et de drogue dans les caves de l'immeuble et chez des particuliers. Réveillée brutalement à cinq heures du matin, des policiers ont perquisitionné son domicile familial. Toute sa famille a été arrêtée. La maman a séjourné en prison jusqu'à ce qu'elle ait pu prouver son innocence. Aujourd'hui, elle fait des allers et retours entre les parloirs des Baumettes et la cité.

Si quelqu'un est plus fort, tu le respectes parce qu'il est arrivé à te piquer le chantier.

On peut se disputer un réseau, mais le plus fort sera respecté.» Fred, 23 ans.

« Pour être le patron, faut avoir des couilles et des gens vers toi,

être costaud et avoir de l'argent. Pour ça, il faut voler avant.

Le patron se fait pas piquer le réseau, car c'est un gros bras. » Mehdi, 22 ans.

Quels critères faut-il remplir pour être « le plus fort »?

On pourrait croire que le premier critère est la force physique. Certes, la corpulence et le gabarit sont valorisés dans la cité. Les jeunes aiment afficher leurs biceps et s'efforcent de sculpter leur corps au prix de plusieurs entraînements par semaine. Cependant, l'apparence physique n'est que la cerise sur le gâteau, car d'autres critères plus subtils comptent. Pour être un *leader*, il faut disposer de ressources. Thomas Sauvadet les nomme le « capital guerrier » :

- la réputation ;
- le réseau relationnel ;
- les dispositions psychologiques et physiques.

Dans les cités Néréides/Bosquet, les positions ne se perçoivent pas du premier coup d'œil. Ce n'est qu'au prix d'une patiente observation de la dynamique de groupe qu'il est possible d'identifier des rapports de force, des mouvements d'alliance ou encore d'opposition entre les jeunes.

Chaque jeune a sa réputation laquelle lui accorde un statut. Il peut être « dominant » ou « dominé » au sein du groupe. Seuls les jeunes qui remplissent les critères du « capital guerrier » ont la « carrure » pour un statut de *leader*. Plus le réseau relationnel est élargi, plus ses membres sont nombreux et plus le jeune est respecté et craint. Pour que le « *chaud* » puisse avoir une domination sur les jeunes de cités, la force physique ne suffit pas. Il a besoin d'être soutenu par le plus grand nombre. Il doit faire preuve de courage et se montrer capable de « tout ». C'est ce qui le rend redouté aux yeux des autres. Les jeunes des Néréides/Bosquet disent de celui qui est capable du « pire » : « *C'est un fou ! Un « jobard ! Il fait des trucs de ouf. »*

Le fils ou le frère d'Untel, lorsque ce dernier est connu et respecté dans la cité, jouit d'une réputation de « personne à ne pas toucher ». Le nom de famille peut suffire à garantir une protection.

« *Nous, on voit pas la violence dans la cité, on a grandi dedans.* » Nurdin, 18 ans.

Par fierté souvent, les jeunes dominés réfutent l'existence d'une hiérarchie et préfèrent taire les humiliations dues à leur position : « *Personne ne commande dans le quartier, y a pas de chef !* », affirme Fred. Pourtant, dans leurs conversations, les jeunes utilisent des termes qui évoquent une réalité quelque peu différente : Mehdi parle de « *patron* » et Nurdin dit, lui, en parlant des membres du réseau : « *Y a pas besoin d'en avoir très peur, mais faut quand même se méfier.* » Fred, bien qu'il dise que « *personne ne commande* », démontrait à travers certaines situations qu'il avait un statut dominant au sein du « *quartier* ». ⁹⁰ Ce paradoxe est soulevé par Sauvadet, qui dit que les *leaders*, provoquant déjà des jalousies, savent limiter la rancœur qu'ils produisent en se montrant « diplomates » envers les autres. ⁹¹

« *Il y a une organisation dans le trafic, mais il n'y a pas de chef.*

Personne n'a le pouvoir sur personne. C'est le respect de chacun si t'y es droit.

Les anciens sont bien respectés, eux. » Fred, 23 ans.

Omniprésente dans les cités, la « loi du plus fort » touche, de près ou de loin, toute la population. Mourad disait, à propos des nuisances dans les halls d'entrée, que « *les plus faibles ce sont les femmes et les vieux, ils osent rien dire et s'ils sont pas contents, ils ont qu'à déménager dans une résidence* ».

⁹⁰ Cet épisode m'a été relaté par les professionnels sur le terrain : Fred a occupé un certain temps le poste d'« animateur jeune » (moins d'une année, en 2006-2007) actuellement occupé par Jeloul. Selon Fatima notamment, il n'a pas su se distancier du groupe de jeunes des cités, auquel il appartenait en adoptant une posture professionnelle impartiale ; certains bénéficiaient, par exemple, de traitements de faveur, ce qui lui a valu un licenciement. Ayant gardé une « dent » contre la MPT, Fred a rassemblé les jeunes pour mettre le « souk » à la MPT, faire « *rhallah* », comme ils disent. À travers plusieurs exemples comme celui-ci, Fred démontrait sa capacité à obtenir ce qu'il souhaitait et semblait exercer sur le groupe une sorte de « pression ».

⁹¹ SAUVADET, 2006, pp. 231-238

Etude de cas : Aziz, un jeune « *chaud* » de la cité

Aziz a 16 ans. Il vit au Bosquet avec sa famille et fréquente le groupe du trafic des Néréïdes. Il se trouve régulièrement devant les escaliers de l'entrée du Bâtiment X. Mes collègues de travail pensent qu'il fait partie de la relève qui intégrera le réseau de trafic.⁹² Ses frères aînés sont connus pour leur passé délinquant et ont fait (et font pour certains encore) de la prison. Aziz est perçu comme un jeune impulsif. Il s'est montré violent dans plusieurs situations au cours de l'année. À deux reprises, il a frappé deux filles qui l'auraient provoqué. Au mois de mai, il jette un pot de fleurs à la tête de la secrétaire du centre social. Le mois suivant, il s'attire de plus graves ennuis dans la cité.

Les faits

Devant le Bâtiment X, Aziz poignarde Mickaël⁹³, un « *collègue* » des cités. Ce dernier venait en aide à sa sœur qui refusait les avances d'Aziz. Blessé dans son amour-propre, Aziz s'énervait violemment. Sous le regard attentif de Malik, l'un de ses frères fraîchement sorti de prison, il plante une lame de couteau dans le thorax de Mickaël. Celui-ci se retrouve à l'hôpital, et veut en sortant aller au commissariat pour déposer une plainte. Mais alors qu'il entame la démarche, il reçoit un coup de téléphone de son père, Tarik, lui ordonnant d'arrêter toute procédure et de rentrer immédiatement au domicile. Tarik voulait régler cette situation « en famille ». Il n'était pas question de mêler la police et la justice à cette histoire. Il comptait s'en occuper lui-même avec l'aide de ses frères.

L'interprétation

Les jeunes sont « quelqu'un » dans les cités. Ils ont une identité et une réputation à tenir. Ils sont les fils et/ou les frères d'Untel. Que le jeune soit issu d'une famille de « *caïds* » dominante ou d'une famille plutôt dominée influence tant sur sa place dans la cité que sur le respect et la réputation qui lui sont accordés.

Aziz n'a manifestement pas supporté que la jeune fille refuse ses avances. Les rapports qu'il entretient avec les filles se sont d'ailleurs plusieurs fois conclus par des excès de violence.

⁹² La présence des *petits* sur les lieux du trafic sert à la transmission de savoir-faire. Les *grands* initient les plus jeunes au trafic de la cité afin qu'ils prennent la relève, une fois qu'ils occuperont des postes « supérieurs ».

⁹³ J'ai peu aperçu Mickaël dans la cité durant mon séjour ; il apparaît comme quelqu'un de discret qui poursuit ses études et auprès duquel l'ADDAP 13 n'avait pas la nécessité d'intervenir.

Mais ce qui me semble intéressant à constater dans ce cas, c'est la frustration disproportionnée ressentie par Aziz lorsque Mickaël est venu au secours de sa sœur, comme s'il le provoquait en duel. La « loi du plus fort » entre alors en ligne de compte. Lequel des deux perdra son honneur en renonçant, ou en perdant la bagarre ? Ce qui appuie cette interprétation, c'est la présence de Malik, non loin de là, observant la scène, qui a pu constituer une motivation supplémentaire au passage à l'acte. Pour les jeunes des cités Néréides/Bosquet, le fait d'être « rentré »⁹⁴ est parfois perçu comme une « ascension sociale » notamment par les « *chauds* ». Aziz ne veut pas décevoir son frère en se ridiculisant.⁹⁵ Il est primordial pour lui de ne pas perdre la face et de se montrer le plus fort, quitte à commettre n'importe quel acte. Aziz n'est pas le seul dans cette situation ayant prouvé la nécessité de préserver son honneur.

Mickaël n'est pas issu de n'importe quelle famille de la cité. Il n'est autre que le fils de l'une des plus influentes et anciennes familles, que je nommerai ici la famille B. Installée dans la cité depuis sa construction, la famille est composée de plusieurs frères, aujourd'hui âgés de quarante à cinquante ans, ayant chacun un passé de « délinquants » et un séjour en prison à leur actif. Ils sont considérés comme les anciens « *caïds* » de la cité, à la fois craints et respectés. Les frères d'Aziz sont donc des « *chauds* », mais ils ne rivalisent pas face à la famille de Mickaël.

Aziz n'avait certainement pas évalué les conséquences de son acte en s'attaquant à l'une des familles les plus populaires de la cité. Après son acte, Aziz s'est caché quelques jours, mais la situation ne se calmait pas pour autant. Tarik et sa famille ne comptaient pas lâcher l'affaire. Une fois sorti, Aziz s'est fait « passer à tabac » dans la cité, sous le regard des habitants et du groupe de jeunes. Il a dû en outre remettre une somme d'argent importante à la famille B.

Je n'ai pas suivi la suite des événements, car je finissais mon stage. Mais le conflit n'était pas encore réglé, car selon Fatima, Malik menaçait de contacter des personnes qu'il avait connues en prison pour donner suite au conflit.

⁹⁴ Cette expression utilisée par les jeunes de cités signifie « être en prison ». Ils utilisent rarement le mot « prison ». Au début de mon stage, il m'est arrivé de ne pas comprendre exactement ce qu'ils disaient, ce qui m'a d'ailleurs valu quelques railleries, notamment la fois où j'ai demandé : « *Rentré où ?* ».

⁹⁵ Les travailleurs sociaux soupçonnent qu'il ait encouragé l'acte.

Lien professionnel

Le lendemain du conflit, Aziz avait rendez-vous avec nous, les éducateurs. En effet, nous l'emmenions à la rencontre d'un patron. Paul, un éducateur, lui avait trouvé une place d'apprentissage.

L'enjeu professionnel est survenu à l'instant même où nous avons appris les événements. Comment réagir face à cette situation ? Aziz est un jeune accompagné depuis plusieurs années par l'équipe éducative de l'ADDAP 13 et sa famille est connue de mes collègues. Nous avons essayé de contacter Aziz lorsqu'il se cachait, afin qu'il se rende à la police et qu'il évite les représailles de la famille de Mickaël. Cependant, de l'autre côté du clan, nous recevions des recommandations claires de la part de la famille B. : nous ne devions en aucun cas nous mêler de l'affaire. Ce sont des « *histoires de quartier* », prévenait Tarik, le père.

Bien qu'ancien « *chaud* » de la cité, Tarik ne rencontre plus, selon les travailleurs sociaux, de problèmes avec la justice et entretient d'excellentes relations avec Paul et Aline, les éducateurs de l'ADDAP 13. Il est d'ailleurs employé par l'OPAC. Paul le connaît depuis plus de vingt ans. Ils ont établi un lien d'amitié et il lui témoigne de la confiance, ce qui n'est pas négligeable dans un milieu comme celui de la cité où tout fonctionne par réseau relationnel. Aborder les familles les plus influentes et bénéficier de leur aval dans nos interventions et de leurs confidences facilite grandement les interventions. Mais cette fois-ci, il refusait de suivre nos conseils et d'entamer une procédure judiciaire contre Aziz.

Nous nous trouvions donc face à un dilemme : protéger Aziz, mineur et suivi par notre équipe d'éducateurs, des représailles de la famille B., au risque de briser le lien de confiance établi avec elle, ou suivre les recommandations de Tarik et laisser Aziz entre leurs mains sans savoir jusqu'où cela pouvait aller.

Les leaders, garants des « lois »

Lors d'un entretien avec Fred, je lui ai demandé s'il trouvait le quartier dangereux. Il m'a répondu que *« le quartier n'est pas dangereux, mais il faut se tenir à carreau ; tu pourrais pas débarquer ici à 20 ans et t'imposer, faire le mariole, le mac, quoi, sans te faire frapper pour te remettre en place »*.

En sortant du centre social où nous nous sommes rencontrés, je salue la bande, comme chaque jour, devant l'entrée. J'aperçois Pedro, amoché (un œil au beurre noir et la lèvre en sang) et l'interroge sur les causes de sa blessure. Il ne donne aucune réponse. Mais Fred s'en charge en me glissant à l'oreille : *« Voilà ce qui arrive à ceux qui débarquent et qui veulent faire les marioles ! »* Ces quelques mots m'ont remémoré une situation précise : quelques jeunes du groupe *« emboucanaient »* Pedro et tentaient de le *« remettre à sa place »* : *« ...Tcheu, t'as vu comment il nous parle, lui ? On va lui faire la misère... Il va morfler ! Si tu fais ton malin, tu vas comprendre c'est quoi la loi du quartier. »* Ce jour-là, ils n'en étaient pas venus aux mains. La fois suivante, Mohammed annonce la couleur : il n'a pas cherché *« trente-six solutions »* pour lui expliquer les *« lois du quartier »*, comme ont pu le faire les autres jeunes. Lui *« refaire le portrait »* semblait être une solution plus radicale pour le *« calmer »*.

Dans la cité, *« coincé »* entre la société et le domicile familial, le jeune dominé n'a plus qu'à se soumettre à la domination des autres et se plier aux règles. Nurdin m'explique cette *« loi »* qui consiste à respecter les rapports hiérarchiques : *« Le respect, c'est des deux côtés. Il ne faut pas prendre confiance. Si on se connaît pas, on parle pas comme si on connaissait. »*

Je n'ai pas obtenu tous les détails de la situation, mais j'é mets l'hypothèse que Pedro, fraîchement arrivé dans la cité, cherchait *« à faire le mac »*. Mais aucune raison légitime ne l'autorise à se comporter ainsi. Les jeunes s'insurgent devant cette audace et le menacent : *« Si tu continues comme ça, on va t'faire la misère. »* Pedro n'a pas accumulé de *« capital guerrier »* dans la cité. De par sa position de *leader*, Mohammed fait appliquer les *« lois de la cité »* et la norme est que chacun reste à sa place. Pedro n'a pas à remettre en cause l'ordre établi. Thomas Sauvadet parle de *« l'assommoir »*, *« qui constitue une forme de manipulation par intimidation »* pour calmer les réticents.⁹⁶ Pedro sait maintenant que libérer ses sentiments de frustration et sa colère risque de lui porter préjudice. *« Le sens de la survie lui impose*

⁹⁶ SAUVADET, 2006, p. 227

généralement un contrôle de ses affects .»⁹⁷ Cet abus de pouvoir rend clairement compte de la position de domination exercée par Mohammed et de la légitimité des normes qu'ils ont eux-mêmes établies. Aucun jeune n'a pris la défense de Pedro. Il suffit de se « *tenir à carreau* » et d'accepter de se soumettre aux « *lois du quartier* ». C'est le prix à payer pour ne pas être en danger.

La bande de filles adolescentes

Bien que mon travail porte principalement sur l'observation d'un groupe de jeunes adultes de sexe masculin, j'ai décidé d'ouvrir une petite parenthèse sur la gent féminine, car la virilité valorisée chez les garçons l'est aussi chez les filles. Néanmoins, elles concerneraient un travail bien différent de celui-ci. Dans le cadre de nos interventions avec l'ADDAP 13, nous rencontrons régulièrement le groupe de filles adolescentes des cités. Elles sont à la fois victimes et bourreaux de la « loi du plus fort ». La grande majorité d'entre elles sont d'origine algérienne. Ce sont elles que l'on aperçoit le plus dans les cités. Elles sortent devant les immeubles, sans faire preuve d'une grande discrétion. J'ai plus souvent assisté à des disputes et des règlements de comptes entre filles qu'entre garçons. En revanche, les filles ne vont pas aussi loin dans la violence physique. C'est leur façon de communiquer qui est particulièrement agressive. Dans les discussions, les cris et les injures fusent. Ce groupe de filles (de 14 à 16 ans environ) est en « pleine crise d'adolescence », alors que la plupart des garçons de l'enquête sont plus âgés. Certaines d'entre elles avaient la « *rage du spray* ». Elles étaient les tagueuses actuelles des cités, d'ailleurs en sérieux conflit avec l'OPAC.

Pour elles, l'individu ne peut être respecté que par la domination, l'usage de la force ou la démonstration de celle-ci, à l'opposé du dialogue. J'ai constaté à travers quelques situations dans le cadre des interventions professionnelles que plusieurs adolescentes déclaraient n'entendre que la « *loi du plus fort* ». Le rapport de force serait la seule manière de se faire respecter : respect = autorité = rapport de force. Le dialogue était perçu comme un acte de faiblesse.

⁹⁷ Ibid, p. 227

Dans les cités Néréïdes/Bosquet, les premières instances de socialisation contribuent à renforcer cette pensée :

- à l'école, la violence n'est pas laissée devant le portail. La « culture scolaire » et la « culture de cité » s'entrechoquent ; les valeurs véhiculées sont en contradiction ;⁹⁸
- dans la cité, la « loi du plus fort » veille ;
- à la maison, souvent, père, mari et frère(s) exercent un contrôle sur les filles et les sœurs. L'honneur de la famille en dépendrait. Dans le cercle familial, les hommes ne sont respectés que s'ils font usage de la force.⁹⁹

Dans la rue, les filles défient l'autorité. À la maison, elles subissent la domination des autres. Qu'elle soit verbale, physique ou psychologique, exprimée par elles ou à leur encontre, la violence est omniprésente. De plus, elles sont en proie à de profondes crises identitaires. Les valeurs véhiculées dans les cités et celles prônées par la société globale se contredisent quant aux modèles de la fille et de l'épouse.

⁹⁸ « La culture scolaire s'oppose naturellement en tout point à la culture des rues. » (Lepoutre, 1998, pp. 58-60.) Sur le terrain, nous collaborions étroitement avec le collège à proximité. En général, dès 11 ans et jusqu'à 15 ans, les enfants des cités N/B y sont scolarisés. Le collège rencontrait de nombreux problèmes liés à la violence, sous toutes ses formes, qui avaient lieu dans l'enceinte de l'établissement. Un projet d'action partenariale a d'ailleurs été mis en place pour tenter d'expliquer et de donner des réponses à la « crise » des institutions scolaires.

⁹⁹ Je fais référence aux familles d'origine musulmane qui appliquent les règles de la tradition : autorité de l'homme et soumission de la femme.

III. C. 2 « Dans la cité, y a une influence de la culture du Maghreb »

« Dans la cité, y a une influence de la culture du Maghreb. Beaucoup de gens se convertissent à l'islam. Les Français jurent sur le coran. Ils font le ramadan. On dit des mots arabes. On protège les filles, il faut qu'elles soient vierges, sinon, y a des jugements. Si les garçons sont faciles, on dit rien, mais une fille facile, elle devient une chienne. Ça lui fait une réputation dans la cité qui va lui coller à la peau. C'est comme ça, y a qu'à pas faire n'importe quoi ! » Nurdin, 18 ans.

Dans la cité, les relations entre jeunes prennent une dimension culturelle particulière du fait de la cohabitation des diverses populations issues de l'immigration. Dans la perspective de mieux saisir les normes et les valeurs des jeunes des cités Néréides/Bosquet, j'ai jugé pertinent de bénéficier d'appuis théoriques concernant la culture maghrébine. Cette communauté représente 80% de la population des territoires dans lesquels j'ai mené mon enquête. Je regroupe ici les personnes originaires du Maghreb, bien qu'elles n'aient pas toutes les mêmes us et coutumes (linguistiques, alimentaires, religieux, notamment). Pour citer un exemple : au sein même des Algériens, les Algérois se différencient des Kabyles, une population essentiellement rurale.

David Lepoutre estime que « l'assimilation culturelle des enfants d'immigrés apparaît en fait largement accomplie, et ce, quelle que soit la nationalité ou la culture d'origine. Nés ou ayant vécu en France, scolarisés et socialisés par les institutions françaises, acculturés par les médias [...], ils ont acquis les façons de penser et les manières de vivre de la culture dominante du pays d'accueil. »¹⁰⁰ Il précise toutefois qu'un grand nombre de « jeunes des cités parisiennes » où il a mené son travail affirment leur appartenance ethnique d'origine. Sur mon terrain, les jeunes ont une culture, mais elle n'est pas attachée à un pays en particulier. La grande majorité d'entre eux sont des français, ils sont nés en France et sont d'origine algérienne. La culture marseillaise est largement revendiquée et celle de la cité l'est tout autant. En revanche, dans les rapports filles/garçons, ou lorsqu'il s'agit d'événements traditionnels importants, la religion musulmane semble prendre le dessus et influence les pratiques et les jugements de valeur des jeunes.¹⁰¹ L'homme incarne une virilité, la femme

¹⁰⁰ LEPOUTRE, 1997, p. 70

¹⁰¹ L'éducation de l'enfant algérien est une éducation religieuse basée sur le code moral du Coran. C'est la culture de l'éternel masculin, où le père règne sur le devenir de sa famille. L'autorité de celui-ci garantit sa virilité, comme le note Hervé-Frédéric Mecheri (1984, p. 16) dans une étude universitaire consacrée aux jeunes immigrés : « Cette vision assez terrifiante de l'autorité du père ne pourrait se concevoir hors de l'idée ancrée au

d'avantage une soumission ; tels sont les attributs valorisés de leur culture, à l'instar de la culture méditerranéenne.

Culture maghrébine et influences culturelles

Des exemples illustrent les influences culturelles de la religion musulmane : les jeunes avaient pour habitude de « jurer sur le coran », de « surprotéger » leur sœur vis-à-vis des hommes (en référence à la toute-puissance masculine dans l'islam) et croyaient dur comme fer au « mythe » de la virginité. Dans le cadre de mon stage, nous devions prévoir de la nourriture « halal ». Aussi, le langage de cité était influencé par la dimension multiculturelle des cités. Pour David Lepoutre (1997), il entre dans la sous-culture juvénile populaire. Leur langage est issu d'un véritable mélange ethnique avec, dans son contenu et son sens, une domination arabe. Nabil disait : « *Le langage ici, c'est le mélange des populations, comme partout à Marseille. On a juste quelques expressions dans la cité.* »

Ces situations ont suscité des questionnements sur les fondements de la culture des jeunes des cités Néréides/Bosquet et sur l'influence des origines du Maghreb sur les normes et les valeurs qu'ils revendiquent. J'aurais tendance à dire que les jeunes font référence à la religion lorsqu'une situation leur apporte un certain crédit, une légitimité (en particulier avec la gent féminine ou encore la nourriture). De manière symbolique, la religion explique et légitime des comportements. Le fait de partager des valeurs et des principes moraux communs renforce l'appartenance au groupe. Les jeunes français d'origine et de confession catholique qui « jurent sur le coran », pour ne citer qu'un exemple des plus représentatifs, cherchent davantage à s'identifier à la culture dominante de la cité et à la bande qu'à l'importance des propos tenus dans le coran. « *Beaucoup de Français imitent les jeunes du quartier, ils font comme les musulmans. C'est une mode* », explique Olivier.

plus profond de l'enfant algérien qu'un père qui ne sait pas commander n'est pas un homme. Donc, de part et d'autre de l'acte autoritaire, il y a un contrat moral basé sur une réciprocité reconnaissance. Le père est bon père puisqu'il fait acte d'autorité, le fils est un bon fils puisqu'il s'y soumet. »

La femme algérienne, quant à elle, souvent gouverne la maison. Dans la tradition, elle est soumise à l'homme, que ce soit son mari ou son fils. Lorsque l'enfant atteint l'âge de six ou sept ans, le père prend le relais pour faire son éducation. « Tout ce qui peut faire de son fils un homme, c'est-à-dire pour la mère algérienne l'autorité et même la violence envers les femmes, est encouragé. » (Ibid, p. 22) Cet ouvrage évoque une vision traditionnelle de la religion musulmane que je ne cherche pas à généraliser ici auprès de tous les musulmans des cités N/B.

Généralement, ils expriment davantage une rupture avec leurs origines. Ils ne sont jamais allés au « *bled* » et n'aimeraient pas y aller, ce qui constitue pour les parents un moyen de menacer leurs enfants : « *Si tu fais encore une connerie, j't'envoie au bled.* » En outre, ils ne parlent pas bien la langue d'origine, certains même pas du tout. « *Les jeunes aimeraient être pratiquants, mais ne le font pas. C'est trop dur.* » Ahmed.

Rapports filles/garçons

« Je respecte les points de vue de tous maintenant que je suis sorti du groupe. Avant, je pensais comme eux. Les garçons peuvent tout faire et les filles rien, sinon elles ont une sale réputation. Aujourd'hui, pour moi, chacun fait sa vie, je me fiche de celle des autres... » Farid, 28 ans.

Un entretien avec Karim¹⁰², 22 ans, d'origine algérienne, fait apparaître l'influence de sa culture d'origine dans les relations hommes/femmes.¹⁰³ Les valeurs religieuses qu'il véhicule mettent en lumière les convictions d'une grande partie des jeunes du groupe. Karim fréquente une fille musulmane de la cité voisine, du même âge que lui. Éduquée selon des principes religieux, elle porte le voile, n'a pas la permission de sortir seule une fois la nuit tombée et ne peut avoir de relations sexuelles avec un homme avant le mariage. Le respect de ces principes représente les valeurs défendues par Karim. Elle est pour lui une femme digne, pouvant prétendre au mariage. Cependant, en attendant qu'il soit prêt pour un engagement officiel, il entretient, de son côté, des rapports sexuels avec des filles des cités qu'il considère comme des « *filles faciles* ». Elles ne remplissent pas les critères d'une future épouse respectable.

Les relations entre les sexes sont donc elles aussi contrôlées par certaines normes sociales dans les cités Néréides/Bosquet. La plus classique est qu'un jeune des cités n'est pas en

¹⁰² Je n'ai pas présenté Karim, car je n'ai pas fait d'entretiens approfondis au sens strict avec lui. En revanche, nous avons eu de nombreuses occasions de nous rencontrer au cours d'actions éducatives menées par l'ADDAP 13. C'est dans ce cadre-là que nous avons abordé des sujets de ce travail.

¹⁰³ Les jeunes de cités vivent, d'une part, leur culture maghrébine, régissant leur vie familiale (les relations entre parents et enfants, entre frères et sœurs, les habitudes alimentaires, etc.) et d'autre part, la culture occidentale, française, régissant les rapports du quotidien à l'extérieur de la famille ; école, institutions françaises. Ils sont le fruit d'un double modèle de référence ; le parental, ses croyances et normes, ainsi que la société française et les siennes. Ce sont deux réalités culturelles différentes. Même si les statuts de l'homme et de la femme algériens évoluent dans la société actuelle, il faut garder à l'esprit que la soumission à l'homme est une réalité pour un grand nombre de parents ou de grands-parents des jeunes. L'importance du respect de l'honneur familial est un devoir moral. (Ibid, pp. 30-40).

« droit » de fréquenter librement la sœur d'un « collègue » de cités. Elle relève des représentations qu'ils ont des jeunes du « quartier ». À l'exception de Farid qui dit « être en place », ne plus « traîner au quartier » et avoir « changé de mentalité », tous les autres s'entendent sur le fait que « les gadjos de cités ne sont pas assez bien pour leur sœur. » Les « règles » avancées par les jeunes dans les rapports hommes/femmes témoignent qu'ils s'estiment comme des individus peu « corrects » et sérieux dans leurs relations avec les filles.

« Pour ma sœur, il faut qu'il ait du respect. C'est pas un clochard.

C'est un mec qui travaille, qui ne fait pas de délinquance et qui a une situation. » Nurdin, 18 ans.

Les garçons ne s'engagent pas « officiellement » dans une relation avec une fille de la cité qui a une « mauvaise réputation » ou qui ne se conduit pas selon les normes valorisées dans les cités. Cela est particulièrement vrai pour les jeunes musulmans. « Pour les immigrés, la construction identitaire est une dynamique incessante de confrontation aux valeurs dominantes de la société d'installation et d'affirmation de leur propre valeur individuelle. »¹⁰⁴ Respecter les principes religieux est avant tout une histoire d'honneur et de réputation. Une fille qui a des rapports sexuels et/ou qui sort le soir en tenue « sexy » n'est pas une fille honorable. L'éducation traditionnelle de la fille algérienne a pour but premier d'inculquer une pudeur basée sur la crainte de l'homme, et surtout, sur le culte de la virginité. Pour la famille, la virginité de la fille est une question d'honneur.

Ces « règles » les « empêchent » de concrétiser d'éventuelles histoires d'amour dans les cités. Leur vie sentimentale est plutôt compliquée, étant donnée que les jeunes passent beaucoup de temps avec l'« équipe » et dans le « quartier ». D'autant plus que la séparation des groupes filles/garçons est sans équivoque dans les cités. Il est rare d'apercevoir une fille s'arrêter discuter avec les « gadjos ». Je n'ai pas non plus aperçu de jeunes en couple. La grande majorité d'entre eux sont célibataires. Ils n'ont pas de relations durables, ou, tout comme Karim, ont une « fidèle amie » qu'ils ne voient pas fréquemment.

« C'est pas bien de sortir avec la sœur d'un collègue. Parce qu'ils se moquent de sa sœur.

On veut avoir un mec sérieux pour notre sœur. C'est une loi de la cité ou plutôt des règlements internes. Dans le quartier, les règles sont logiques, depuis toujours c'est comme ça. C'est transmis de génération en génération. Il faut pas non plus sortir avec l'ex d'un collègue. » Olivier, 20 ans.

¹⁰⁴ HALPERN, RUANO-BORBALAN, 2004, p. 5

Lors des entretiens, les enquêtés évoquaient le fait que les filles ont facilement une étiquette selon leur conduite. Pour les jeunes, la réputation d'une personne ne se refait pas. Nabil m'expliquait que lorsqu'une fille se comporte comme une « *salope* » dans sa jeunesse, elle sera toujours considérée comme telle, même quand elle sera « *rangée* »¹⁰⁵. Et de conclure : « *Dans la cité, tout se sait !* »

¹⁰⁵ Les expressions comme « être rangé » et « être droit » sont couramment utilisées par les jeunes. Elles évoquent quelqu'un de correct, de respectable.

D : VIE AU QUARTIER : ENTRE DEBROUILLE ET RECONNAISSANCE

III. D. 1 « *Tout le monde peut trafiquer quelque chose* »

La littérature et les reportages télévisés sur les « jeunes de cités » dénoncent l'existence d'une économie illégale dont ils sont les acteurs au sein de leur territoire. Appelée aussi « économie souterraine », « parallèle », ou encore « de la débrouille », elle apporte à ceux qui en ont recours une solution provisoire à leurs problèmes financiers.¹⁰⁶

Avant mon départ pour Marseille, je pensais éviter d'aborder cette problématique (si toutefois elle existait au sein des cités Néréides/Bosquet). Bien que la question soit intéressante, ce sujet semblait délicat à traiter auprès des enquêtés. Cependant, lorsque j'ai débuté les observations, ma recherche a pris une tournure différente. Rapidement, j'ai compris que la nature de certaines organisations des lieux-clés et de quelques « lois » était étroitement liée à l'existence de l'économie illicite de la drogue. C'est pour comprendre son sens et ses enjeux que j'ai finalement choisi d'y consacrer une partie de ce mémoire.

Au cours des entretiens, les jeunes me parlaient du trafic sans que je n'aie à l'évoquer. En effet, lorsque je les interrogeais sur les raisons de l'existence de certaines règles, telle la « loi du silence », son rôle de dissimulation d'actes délictueux était expliqué.

La débrouillardise

« Tout le monde peut trafiquer quelque chose, des voitures par exemple. » Mehdi, 22 ans.

Comme l'affirme Mehdi, l'économie de la débrouille ne concerne pas uniquement le marché de la drogue. Le trafic de voitures est répandu dans les cités et la connaissance de la mécanique est un atout. Il peut s'agir de toutes sortes de biens matériels. Fred explique que c'est le principe du vol et de la revente : *« C'est pas compliqué, si quelqu'un veut acheter une voiture, tu en voles une et ensuite tu vas la lui vendre. Pour le shit, c'est plus compliqué, parce qu'il y a déjà quelqu'un. Là, tu t'imposes, par la force. »* Je m'attarde sur le trafic de drogue, car il comporte des règles précises dont découlent des enjeux que je traite ici : dont

¹⁰⁶ Réseau, chantier ou trafic dans le langage des jeunes de cités signifient l'économie illicite de la drogue.

celui-ci, « *on s'impose* » et à cet effet, on utilise la « *force* ».

Tous les jeunes interrogés disent avoir leurs « bons plans ». Toutefois, l'économie de la débrouille n'a pas le même attrait pour tous, ni les mêmes perspectives ou ni même encore les mêmes engagements financiers. Pour citer quelques exemples : Fred cumule des petits boulots, mais il ne gagne pas assez d'argent. Ses « bons plans » l'aident à arrondir ses fins de mois. De la même manière, Nurdin, dit participer à des vols et de la revente pour accéder à des biens de consommation. Mohammed, un *leader-dealer*, ne se consacre quant à lui qu'à cette seule activité.

Organisation du « trafic »

Le marché de la drogue évolue dans de nombreuses cités marseillaises. Les jeunes s'associent ou rivalisent entre « *quartiers* ». C'est un *business* pouvant être très lucratif.¹⁰⁷

Les jeunes du réseau se sont appropriés, comme dit précédemment, l'entrée d'un bâtiment de la cité Les Néréides pour s'adonner à l'activité du trafic. Ils l'appellent par la première lettre de son nom ; nous l'appelons ici le « Bâtiment X ». Leurs activités sont peu clandestines et quelques « indiscretions » indiquent qu'ils ne se sentent pas spécialement menacés. Habitants, travailleurs sociaux, police connaissent en effet l'existence du trafic et les lieux de *deal* (pas forcément dans les endroits les plus reclus de la cité d'ailleurs). Mais ils exercent quand même une surveillance informelle du lieu.¹⁰⁸ D'après Nurdin, « *c'est plus facile de dealer des drogues dures, parce que le mec est connu, on va direct chez lui, c'est discret, mais c'est plus dangereux. Tu risques plus gros si tu te fais avoir. Pour le shit, il suffit de connaître l'endroit où ça se vend et c'est facile de s'en procurer, même si tu connais pas les mecs qui vendent.* »

¹⁰⁷ « Dans certains quartiers nord, le chiffre d'affaires quotidien du trafic de drogue oscillerait entre 20'000 et 80'000 euros par jour ». Des réseaux entiers feraient « vivre » certaines cités, selon les conclusions d'une enquête diffusée sur la première chaîne télévisée française. Ces quelques chiffres sont à prendre avec distance, car ils n'ont ici pas de caractère scientifique. Ils ont été évoqués dans le cadre d'un reportage concernant une perquisition policière dans une cité marseillaise nommée La Solidarité. (Journal de 20 heures, TF1, juin 2007.)

¹⁰⁸ La capacité qu'ont les « jeunes de cités » à contrôler leur territoire rend la tâche difficile pour la police. Ils sont très organisés. La génération actuelle a, par exemple, installé des moyens pour lutter contre les visites policières : ils rémunèrent des « *petits* » pour guetter certains postes. Si nécessaire, les guetteurs émettent des sifflements précis pour prévenir les *dealers* de l'arrivée de la police. Dans leur cité, les jeunes règnent en maîtres et ils sèment qui bon leur semble à travers les innombrables sous-sols et caves. Thomas Sauvadet (2006) explique que sur le territoire marseillais où il menait son enquête, les jeunes attiraient la police dans des guet-apens pour jeter ensuite des bouteilles et des pierres et postaient temporairement des guetteurs sur les toits des cités.

Selon certains enquêtés, les membres du réseau de La Valbarelle et ceux des Néréïdes seraient « associés » dans cette économie. Parmi eux, ceux qui sont liés au trafic de drogue l'estiment nécessaire pour leur « survie ». Pour Mohammed, il constitue un moyen de « *vivre comme tout le monde* ». Le *dealer* n'est pas le seul à tirer profit de l'argent issu du trafic. Nurdin estime que c'est une raison pour « interdire » les dénonciations : « *Ceux du réseau, faut pas les griller, parce qu'ils donnent du travail aux jeunes des cités.* » Il y a dans le réseau différents postes à pourvoir. Les « *petits* »¹⁰⁹ se font un peu d'argent de poche, ils occupent les postes de guetteurs. Mehdi me disait qu'ils pouvaient gagner entre 50 et 80 euros par jour. C'est un des facteurs qui expliquent le phénomène problématique du décrochage scolaire au sein des quartiers populaires, sujet que je ne développerai pas davantage dans ce travail, car il pourrait faire l'objet d'un mémoire à lui seul. « On posera donc un lien très fort entre décrochage scolaire et entrée dans les réseaux. »¹¹⁰

Quant aux *dealers*, je n'ai pas connaissance des sommes exactes qu'ils obtiennent à travers l'économie de la débrouille, ni vraiment à qui cela profite au-dessus d'eux.¹¹¹

Thomas Sauvadet définit dans son ouvrage les « trois figures typiques de dealer », qui vont du revendeur sans consommation au revendeur-consommateur, aux grossistes et « témoignent d'une chaîne microsociétaire ».¹¹² Les jeunes qui se lient au réseau du « *quartier* » ont peu de perspectives professionnelles et les emplois qu'ils décrochent sont précaires. Ils n'accèdent pas, sans argent, aux biens de consommation tant valorisés dans la société actuelle. Le trafic apparaît comme une solution pour pallier des problèmes financiers. Dans certains cas, il est l'unique moyen qui se présente au jeune.¹¹³

« *Il y a du trafic dans les cités parce qu'il n'y a pas de travail, qu'on est pas assez payés et qu'on doit se débrouiller pour avoir de l'argent et vivre comme tout le monde.*

Les familles nombreuses galèrent. Le trafic, c'est pour survivre. » Mohammed, 21 ans.

¹⁰⁹ Les « *petits* » sont les adolescents jusqu'à 15 ans environ.

¹¹⁰ ROCHE, (dir.), 2000, p. 32

¹¹¹ J'ai entendu toutes sortes d'informations divergentes. Au vu de leurs caractères peu fiables et parce qu'elles n'apparaissent pas comme essentielles pour mon analyse, je n'ai pas cherché à approfondir le sujet.

¹¹² SAUVADET, 2006, pp. 250-256

¹¹³ Je précise que le RMI n'est octroyé qu'à partir de 25 ans. Or, dans l'enquête, à l'exception de deux personnes, tous les jeunes ont moins de 25 ans et « galèrent » depuis plusieurs années.

Reconnaissance via le réseau

Ne prendre en compte que l'appât du gain serait réducteur. Le réseau propose au « jeune de cité » un autre modèle de socialisation, dans lequel une forme de réussite est possible. Le jeune se construit une place psychosociale en obtenant la reconnaissance de ses pairs, mais aussi de clients qui appartiennent, eux, à toutes les classes sociales. « [...] nous ne saurions nier que cette entrée dans les réseaux de l'économie de la débrouille puisse répondre aussi à des enjeux de reconnaissance et à des besoins de remaniements identitaires. »¹¹⁴

Pour les jeunes des cités Néréides/Bosquet, faire partie du réseau de trafic de drogue est le statut le plus reconnu dans une « carrière de délinquant ». Il est reconnu par son groupe lorsqu'il est membre du réseau. Le *dealer* est plus valorisé que l'individu qui commet des vols ou trafique des voitures. Selon eux, le but ultime des délits, c'est de rassembler suffisamment d'argent pour monter son propre réseau. La rémunération y est plus intéressante et le jeune fait partie d'un collectif, d'une organisation. L'appartenance au groupe du trafic prouve sa valeur, sa force. On lui accorde sa confiance et un poste à responsabilités.

De plus, les jeunes démontrent à travers l'entrée dans le réseau qu'ils sont capables de résister aux différentes formes d'exclusions subies pour tenter de coller à l'image de la société consumériste et de s'y conformer.¹¹⁵

Argent du trafic versus argent facile et le « Chacun sa mère »

Les gens extérieurs à la cité croient souvent que le trafic procure de l'argent facile. Je partageais moi-même cet avis avant de me confronter à la réalité des jeunes des cités Néréides/Bosquet. J'affirme aujourd'hui que ce préjugé n'a pas lieu d'être. Le trafic est une activité dont on méconnaît les risques et désagréments. Fred le décrit comme étant une activité à court terme et à haut risque : « *Le trafic, ça veut rien dire, parce qu'un jour ou l'autre tu tombes. Et là, soit t'es mort, soit t'es en prison. Le trafic ça amène la mort. Tu dois bien mourir un jour de toute façon. Après, la prison, c'est pour te remettre sur le droit chemin. Mais y a rien de mieux que le travail, franchement !* »

¹¹⁴ ROCHE, (dir.), 2000, p. 34

¹¹⁵ Société dans laquelle la consommation de biens revêt une importance capitale.

La majorité des enquêtés partage le point de vue de Fred. Le trafic n'est pas envisagé comme une solution à long terme. Ne sachant pas combien de temps il dure, ni combien d'argent il ramène, le jeune ne peut compter sur le trafic pour financer son quotidien. Il ne permet pas, du moins pour la majorité d'entre eux, d'avoir une situation socio-économique indépendante, stable et confortable, car ils se trouvent en permanence en porte-à-faux avec la justice.¹¹⁶ Les jeunes actifs dans le trafic sont toujours sur le « qui-vive ». Ils sont les premiers à se faire arrêter lors des descentes de police. Ils apprennent à se méfier des gens. Ils sont aussi confrontés à la forme la plus manifeste de l'individualisme dans les cités, le fameux « *C'est chacun sa mère* ». Les jalousies et les rapports de force sont fréquents au sein du réseau. La solidarité évoquée dans « *l'équipe de collègues* » est un idéal perdu lorsqu'il s'agit de *business*. « Ils évoquent successivement un univers chaotique totalement individualisé (« la jungle du chacun pour soi »), un monde villageois harmonieux, et enfin un business hautement concurrentiel. »¹¹⁷

Outre ses motivations financières, le trafic, nous l'avons vu, est souvent perçu comme une possibilité d'« ascension sociale ». Mourad, qui trempe dans quelques « *magouilles* », survalorise le trafic. Il laisse transparaître le désir d'en faire partie, d'être un « *chaud* » de la cité et de savourer la place de chef pendant plusieurs années : « *Si j'avais un réseau à moi, je ne travaillerais pas. Je ferai ça pendant dix ou quinze ans. Et si tu essaies de piquer un réseau, tu te bats. Il y a direct un rapport de forces.* » C'est un monde d'hommes, de « durs », un monde très sélectif dans lequel les plus faibles n'ont pas leur place. Il semblerait toutefois que le discours change une fois à l'intérieur, lorsque les premiers désagréments apparaissent. Se faire de l'argent sur le « *quartier* » demande certains sacrifices. Il faut aussi accepter le principe de la redistribution : « *être correct, quoi* ».

« *Pas donner de sous, pas perdre de sous, pas balancer. Etre droit, être réglo. Quand tu donnes ta parole, tu la tiens. Si tu balances, tu resteras une balance toute ta vie ! Il sort de prison et il se fait frapper et ça y est ! Ta réputation reste.* » Mehdi, 22 ans.

¹¹⁶ Seuls les jeunes qui cumulent travail au noir et travail licite bénéficient d'un certain confort. Mais rares sont ceux qui ont un travail autre que *celui de la cité*. Nous verrons le cas de Saïd plus loin. Il y a aussi ceux qui réussissent particulièrement bien dans le milieu et qui finissent par se lier au grand banditisme. C'est d'ailleurs pour certains l'objectif visé. Mais tout ceci reste plutôt dangereux ; dans la cité, un jeune rivalisait dans la cour des *grands* et avait monté un *business* avec les machines à sous. Les gens du « Milieu » n'ont pas tardé à lui « régler son compte ».

¹¹⁷ SAUVADET, 2006, p. 20

Le trafic, une garantie de paix sociale dans les cités ?

« Si à Marseille, y a pas eu les émeutes en 2005, c'est parce qu'il faut protéger le réseau.

Mais peut-être aussi parce que les cités ne sont pas en dehors de la ville,

comme les banlieues parisiennes. » Mourad, 19 ans.

Dans les discours des jeunes sur le réseau, deux points reviennent fréquemment: le réseau ne peut exister sans une « réglementation » et il dépend de la complicité de la population. Afin d'éviter les « visites » de la police, les *leaders-dealers* du réseau s'efforcent de maintenir une tranquillité dans les cités en exerçant un contrôle social. « [...] quand trop d'incidents agitent la vie sociale du quartier, les gens sortent de leur mutisme et les autorités locales reçoivent un nombre plus élevé de plaintes. Tous les jeunes ne perçoivent pas cet enchaînement de cause à effet, mais les *leaders-dealers* les plus compétents s'en préoccupent systématiquement et cherchent à réguler la fréquence des incidents. »¹¹⁸ Dans son étude Thomas Sauvadet explique qu'à Paris, les *leaders-dealers* calment les « *petits* », lorsqu'ils revendiquent vouloir mettre le feu aux voitures. Dans le quartier marseillais de l'enquête précitée, « les *leaders-dealers* interdisent les *rodéos* (cascades avec une voiture volée) dès que leur métier leur impose la plus grande discrétion. » Les « *petits* » sont contrôlables. Mais il y a aussi les familles et tous les habitants de la cité. Ahmed ne sous-estime pas leur pouvoir : selon lui, s'ils s'unissent et mobilisent leurs forces, ils seraient capables de faire arrêter le trafic dans le Bâtiment X. Même si c'est pour qu'il se déplace plus loin. Nurdin évoquait le respect des jeunes pour les personnes âgées. D'après lui, si plusieurs grand-pères s'installaient quotidiennement sur les lieux du trafic pour bavarder, le réseau stopperait ses activités à cet endroit.

Les cités dans lesquelles j'ai effectué ma recherche sont relativement paisibles. Mais mon enquête sur le terrain ne me permet pas de dire si ce calme relatif sert à protéger le réseau ou si les jeunes ne causent, en effet, que très peu d'ennuis majeurs devant leurs immeubles. Durant mon stage, seuls quelques incidents se sont produits. Mon collègue affirmait que la tranquillité qui règne dans les cités en cette période est toute relative. Le climat reste très tendu entre certains habitants et les conflits, sous-jacents, peuvent réapparaître à tout moment.

Quant à la relative tranquillité des quartiers marseillais lors des troubles de novembre 2005,

¹¹⁸ Ibid, p. 150

elle n'est pas seulement due aux nécessités de préservation de l'économie souterraine, contrairement à ce qu'ont affirmé certains jeunes. Elle doit aussi être expliquée par la présence d'un tissu associatif très développé dans les quartiers et, dans un moindre degré toutefois, par des manifestations de solidarité sociale entre le centre-ville et les cités, toutes deux cosmopolites et populaires. On dit aussi que la forte identité marseillaise et la présence de la mer apaiseraient les tensions...

« Nous, à la place de brûler des voitures, on les prend et on s'en va à la mer, manger une glace, on profite des plages et du soleil, pas comme à Paris. » Fred, 23 ans.

L'extrait ci-dessous, tiré de mon journal de bord, a été écrit juste après ma première visite du Bâtiment X.

Extrait de mon journal de bord

(...) dans la même semaine, j'ai été amenée à entrer dans l'un des bâtiments des Néréïdes, le Bâtiment X (c'était durant ma première semaine de travail). J'insiste sur cette première visite au Bâtiment X, car il a une certaine importance : c'est là principalement que se déroule le trafic. Si mes collègues ne m'avaient pas prévenue, j'aurais été embarrassée par la présence dans le hall d'entrée de plusieurs jeunes hommes, se demandant manifestement ce que je faisais dans le hall de leur immeuble. On sent tout de suite l'ambiguïté du lieu. Est-ce vraiment un lieu public ou semi-public ? Il semble plutôt privé.... Certaines personnes ne sont clairement pas les bienvenues. Les jeunes ne vivent pas tous dans cet immeuble, mais le hall d'entrée semble leur appartenir quand même.

Au sommet des escaliers qui mènent à la porte d'entrée de ce bâtiment où se fait le trafic, il y

a un « trou ». Anciennement, c'était une fenêtre (sans vitres, on dirait effectivement plutôt un trou...) qui permettait aux *dealers* de guetter l'arrivée d'éventuels clients - ou d'autres personnes, non bienvenues celles-là. Dans le hall, un nuage de fumée stagne, dégageant un mélange peu odorant de cigarette et autres produits. Accoudés aux boîtes aux lettres sur lesquelles traînent des canettes de bière, les jeunes discutent et font barrage vers les ascenseurs et la cage d'escaliers, en bloquant ainsi l'accès. Le hall d'entrée est transformé en un lieu non pas de passage, mais de « squat ». Dès mon entrée, je sens sur moi des regards interrogateurs et peu amicaux. Ils ne me connaissent pas encore. Cet échange embarrassant n'a pas duré longtemps : mes collègues se sont empressés de me présenter. J'ai eu l'impression d'être entrée dans un endroit interdit.

Aujourd'hui, après avoir fait connaissance de ces jeunes et avec du recul, je pense que même si j'étais entrée seule dans le Bâtiment X, je n'aurais pas été victime « d'agressions ». Mais il faut reconnaître que ce groupe impressionne, si l'on est étranger aux cités. Je n'ai pas souvent éprouvé ce sentiment d'insécurité et de malaise. J'aurais quand même choisi la stratégie de l'évitement en me jetant dans l'ascenseur, même si je ne le prends pas habituellement dans les cités Néréides/Bosquet. À coup sûr, ils m'auraient questionnée avec insistance sur les raisons de ma venue. C'est la raison pour laquelle les éducateurs de l'ADDAP 13 tenaient à ce qu'on y aille ensemble pour la première fois. Par la suite, j'ai pu passer plus tranquillement devant l'entrée et enfin, entrer dans le bâtiment sans appréhensions.

Quelles stratégies pour les professionnels du social face à l'économie de la débrouille ?

J'ai participé à trois chantiers éducatifs menés par mon équipe de travail. Nous avons effectué des travaux de manœuvre pour un club de volley, une entreprise de menuiserie marine, ainsi que des travaux de peinture dans le quartier. Ces chantiers sont organisés par mes collègues en partenariat avec des organismes extérieurs. Un chantier se déroule sur une semaine et est prévu pour quatre jeunes, majeurs et en inactivité professionnelle (pour les trois chantiers, la moyenne d'âge était de 20 ans). Ils sont payés sur la base du smic¹¹⁹ et encadrés par les éducateurs de l'ADDAP 13. Le chantier représente un outil important pour les éducateurs ; c'est un vrai support pour la relation avec les jeunes. Mais les chantiers permettent aussi aux jeunes de découvrir une activité, en espérant que cela les re-mobilise sur le plan professionnel.

Participer à l'organisation d'un chantier, à partir de la construction du projet jusqu'à sa réalisation, s'est révélé riche et intéressant. Cette participation m'a permis de saisir des stratégies d'intervention ne laissant aucune place au hasard dans le travail éducatif. Les choix sont réfléchis par les éducateurs et répondent à des objectifs précis, qu'ils portent sur la sélection du jeune, le type de travail ou le lieu du chantier. La composition des groupes est une étape déterminante pour le déroulement de la semaine ainsi que pour la dynamique souhaitée. Mais même en tenant compte des divers facteurs pouvant influencer le déroulement de la semaine, nous n'étions jamais à l'abri « d'imprévus problématiques ».

¹¹⁹ Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance

Exemple 1: « Entrer en contact avec les membres du réseau »

Pour illustrer une stratégie éducative ayant motivé un choix, je vais citer l'exemple de Mohammed. Mon équipe de travail avait jugé pertinent de le solliciter, puisqu'il est l'un des membres phares du trafic. Je l'ai présenté précédemment, craint et respecté ; il est considéré comme une des « têtes de réseau » et semble exercer une réelle influence sur le territoire. Mohammed avait tendance à se méfier des éducateurs, voire à les ignorer. Dans un premier temps, il a quand même accepté notre proposition. Mais il s'est désisté, sans même nous en informer. Apparemment, participer une semaine durant à un chantier éducatif payé sur la base du smic lui faisait plutôt perdre de l'argent. Mais le simple fait que nous l'ayons sollicité, que nous ayons fait un pas vers lui a modifié son comportement envers nous. Depuis ce jour, il nous a salués et nous pouvions communiquer. Ceci représente une réussite éducative, car il est très utile et facilitateur pour nous d'entretenir de bonnes relations avec les jeunes en position de *leader* sur le territoire. Pour pénétrer le groupe de trafic, il est en effet nécessaire de créer préalablement des liens avec ses membres. Ce qui compte dans l'accompagnement éducatif, c'est moins le résultat que les relations qui auront été instaurées.

Exemple 2: « La symbolique des lieux »

Pour le chantier réalisé à La Valbarelle, le trafic faisait partie de l'un des objectifs ciblés. En effet, nous avons choisi de repeindre les barrières du square avec les jeunes tout en sachant que pour les jeunes de *La Valb'*, le square constitue un lieu de *deal*. Les jeunes n'ont pas exprimé de mécontentement et ont respecté le travail de chantier. Cette expérience, qui aurait pu tourner à la confrontation, a montré qu'il a été possible, pour notre équipe, d'investir ce lieu sans provoquer de heurts. Néanmoins, rien ne doit être considéré comme acquis et l'expérience a forcément ses limites. Je pense que notre équipe a effectivement su aborder les jeunes et s'y adapter, en sorte d'éviter des débordements. Mais cela ne veut pas dire que le square est redevenu un lieu ordinaire, que les jeunes trouveront du travail et que leur confiance nous est accordée. Si les résultats de ces actions étaient positifs, il est quand même nécessaire, je crois, de les considérer avec humilité. Une humilité qui constitue d'ailleurs l'une des qualités essentielles de l'éducateur en prévention.

Exemple 3: « Les lieux et leurs enjeux »

Karim est sorti de prison une semaine avant le début du chantier prévu par notre équipe. Nous avons choisi de lui réserver une place, afin de prendre contact avec lui dès son arrivée. Inculqué pour trafic de drogue, il avait écopé de cinq ans de prison ferme à Barcelone.¹²⁰ Après avoir fait appel, il avait obtenu une réduction de peine, ayant limité sa peine à trois ans de réclusion. Karim montrait une motivation pour ce chantier éducatif. C'était aussi l'occasion de discuter posément de son avenir professionnel et de ses envies. Il disait vouloir aller en Suisse, « peut-être », car en prison, il avait entendu un camarade lui dire qu'il y avait là-bas du travail bien payé. Ou alors exercer comme vendeur à Marseille. Il voulait en tout cas éviter de rester trop longtemps dans la cité et sans travail, pour ne pas avoir la tentation de retomber dans le trafic. Malgré cela, il a refusé de faire une formation proposée par l'ANPE¹²¹ : il trouvait trop difficile de n'avoir que 300 euros par mois de revenu durant deux ans. Pourtant, il vivait dans le foyer familial. Le trafic lui permettait visiblement un meilleur confort de vie qu'une formation qui, par ailleurs, ne lui garantissait pas un emploi par la suite. Karim ne pouvait pas non plus se faire à l'idée d'étudier et de travailler tout en côtoyant sa bande de copains de la cité gagnant plus d'argent en ayant plus de temps libre. « *La tentation de retomber est grande lorsque je réalise que ce que mes collègues gagnent en un jour, je le gagne en un mois comme employé dans un magasin* », avait-il dit. Le trafic a en effet des côtés pervers. Il est difficile, pour les travailleurs sociaux, de trouver un emploi qui cumule les avantages financiers du trafic et une sécurité sociale sur le long terme.

¹²⁰ C'est en Espagne et dans certains quartiers nord que les jeunes se procurent les stupéfiants. C'est en ramenant la marchandise que Karim s'est fait arrêter.

¹²¹ ANPE : Agence nationale pour l'emploi



Parmi ces blocs, le Bâtiment X, Les Néréides fév.-jui. 2008

IV. SYNTHÈSE

IV. 1 La cité, entre amour et haine

Les différences et contradictions identifiées au cours de ce travail m'ont permis de saisir plus clairement les positions des enquêtés au sein de leur groupe et les stratégies spécifiques élaborées pour s'adapter à leur environnement direct. Cela m'a incitée à vérifier la véracité et l'authenticité des informations reçues et à comprendre la réalité qui sous-tend les rapports entre les jeunes, la cité et la société en général. Comme je l'ai évoqué, par exemple, à travers la « loi du plus fort », les jeunes les plus dominés ne sont pas fiers de me dire qu'ils sont parfois mal menés par les *leaders* du « quartier ».

La notion d'attachement affectif à la cité ressort de l'ensemble des entretiens. Mais le désir de détachement est lui aussi manifesté, de manière plus implicite toutefois. Souvent, l'entretien débute par un éloge de la cité : « *On n'est jamais seul, on se connaît tous, on est une famille solidaire, on s'ennuie moins que dans les résidences...* » pour terminer par des affirmations moins enthousiastes : « *La cité c'est pourri, on est entassés là, c'est chacun sa mère, il y a direct des rapports de force, c'est la loi du plus fort...* » C'est une double relation à la cité qui est exprimée, entre amour et haine.

De la même manière, le sentiment de solidarité révèle des contradictions éloquentes. « Les cités sont parfois le lieu d'une solidarité réelle, quasi communautaire, notamment contre la société extérieure, la stigmatisation et le racisme. Mais en même temps, la cité est une « jungle » brutale où tous les coups sont permis, où chacun est à la merci de la violence et de la rapacité des autres, où les rapports sont faits de concurrence, de « pressions » [...] »¹²² Les enquêtés qui expriment davantage les notions de partage et d'entraide sont souvent ceux qui ne font pas partie du réseau. Les autres laissent entrevoir un sentiment plus individualiste. Un constat qui se vérifie sur le terrain, notamment dans l'expression des tensions et des rapports de force générés par le trafic.

La cité est présentée bien souvent par les jeunes comme un lieu où ils se sentent en sécurité. Or, ce sentiment se révèle lui aussi ambivalent au vu, par exemple, de l'insécurité réelle qui

¹²² LAPEYRONNIE in SAUVADET, 2006, p. 8

règne dans le territoire. Au sein de leur quartier, les jeunes sont certes en terrain familier, relativement à l'abri d'éventuels inconnus et de la violence symbolique du monde extérieur, mais ils ne sont pas pour autant préservés des violences internes, inhérentes à la vie quotidienne dans la cité.

Ces contradictions révèlent la confusion psychosociale qui habite les jeunes de l'enquête. Ils ont une vingtaine d'années et certains commencent à en avoir assez de la « culture juvénile » et de ses frasques. Pour la plupart d'entre eux, les « bons plans » ne suffisent plus ; ils subissent des pressions familiales, grandissent et voient changer autour d'eux le groupe de « collègues » : certains commencent à quitter plus souvent la cité, les plus âgés sont avides de rencontres et de reconnaissance extérieures aux cités. Des aînés se distancient du groupe (Saïd, Farid) et décident simplement de « *se ranger* ». Les « *grands* » qui sont toujours dans les cités, s'enfoncent insidieusement dans la délinquance et dans la consommation. Ils font des aller-retour entre la prison et les cités en renforçant ainsi le fossé entre les cités et la société « conventionnelle ».

Il faut toutefois relever que les enquêtés se trouvent dans une période de leur vie qui les met face à des choix décisifs en termes d'avenir. Souvent, ils désirent quitter le « quartier », sentant confusément que la cité ne leur apportera pas ce dont ils rêvent ou ce dont ils ont besoin. Les parcours de vie chaotiques de leurs aînés sont là pour leur rappeler la nécessité d'aller de l'avant, mais les attaches sont si fortes que bien souvent, ils n'en sont pas capables. Dans la cité, ils se sentent en terrain conquis et ne voient pas d'autre lieu qui pourrait leur procurer ce même sentiment. Leur discours exprime une réelle volonté de conformisme et de réussite sociale, mais les difficultés rencontrées lors des expériences « hors cité » les découragent rapidement. Rester dans la cité, participer à l'économie de la débrouille, à ses risques et périls, ou quitter le « programme cité » pour avoir une chance de réussir autrement, sans toutefois exclure des échecs ? C'est une période de grand dilemme pour ces jeunes, qui tournent en rond à la recherche de solutions, d'idées et d'opportunités.

IV. 2 Discussion des hypothèses

Hypothèse 1 : Les jeunes des cités Néréides/Bosquet se réfèrent à des règles qui diffèrent de la norme sociétale.

Normes des cités *versus* normes de la société

La littérature mentionne à maintes reprises que les « jeunes de cités » développent des types de conduites et des normes propres au sein de leur cité. Qu'en est-il d'après mes résultats ?

Certaines conduites illustrent assez clairement la transgression, par le jeune, des normes acceptées par la plus grande partie de la société et des lois formellement édictées par l'Etat. Lorsque des « jeunes de cités » s'adonnent par exemple à des « rodéos »¹²³, la norme de la cité le tolère et ils ne font l'objet d'aucune sanction. Pour les « jeunes de cités », les « rodéos » sont entrés dans l'usage, bien qu'au-delà de leur territoire, le cadre législatif en interdise la pratique. D'un point de vue légal et sans vouloir la qualifier de zone totale de *non-droit*, la microsociété de la cité tend vers une sorte d'autogestion. Les normes formellement édictées par l'Etat ne sont pas également appliquées auprès de toute la population. Certaines transgressions ne sont pas sanctionnées au sein d'un territoire particulier. Dans cet esprit, respecter le code de la route par exemple n'est pas obligatoire. La norme revêt un caractère informel. Lorsque le « jeune de cité » se bat pour défendre son territoire et sa bande, il le fait en vertu de ce qu'il considère comme nécessaire et juste, même si c'est au détriment des opinions émises par les travailleurs sociaux. C'est selon un « prisme » qui leur est propre que les « jeunes de cités » différencient les bonnes attitudes des mauvaises, établissant ainsi les principes et idéaux constituant « leur » norme.

Dans l'ensemble, les jeunes tendent à se distancier des pratiques des individus vivant en « résidence ». Ce terme de « résidence » reste plutôt vague ; les jeunes l'utilisent par exemple en référence à la « classe supérieure », celle qui vit « *dans les beaux quartiers* ». « *Dehors de la cité, c'est pas la même chose, y a pas les mêmes comportements* » m'avait confié Mehdi, alors que je débutais mon travail sur le terrain en ajoutant « *Nous, dans la cité, on vit pas comme vous* ». Intriguée par ces propos, je lui avais demandé : « *Qui c'est, « vous » ?* » « *Ben, comme ceux des résidences. Mais c'est pas pour autant qu'on est des bêtes !* »

¹²³ Courses de véhicules souvent volés (motos, vélomoteurs, voitures), connues dans le milieu des cités. Se pratique à plusieurs, sans casque et souvent sans permis.

Au cours de ce travail, j'ai voulu illustrer, à l'aide d'exemples tirés de ma pratique en tant que stagiaire éducatrice en prévention spécialisée et de la littérature spécifique que les « jeunes des cités », plus particulièrement ceux des Néréïdes/Bosquet qui m'intéressent dans le cadre de ce travail, utilisent des codes et des normes adaptés à leur environnement direct. Ils développent un genre de vie qui leur est propre et qu'ils présentent comme différent de celui de la société globale, qu'ils ressentent comme discriminatoire et stigmatisante à leur égard.

<p><i>Sous-hypothèse 2</i> : Les jeunes des cités Néréïdes/Bosquet investissent des lieux-clés et les contrôlent.</p>

J'ai voulu démontrer, au cours de ce chapitre portant sur l'organisation territoriale, que l'espace public des cités est investi par une partie de sa population et que dans cette organisation les jeunes ont leurs endroits particuliers pour se regrouper. Certains lieux internes sont porteurs de significations et de codes : c'est le cas ici pour le hall du centre social et devant celui-ci, pour le square de La Valbarelle, pour le hall du Bâtiment X, et devant ce dernier, pour certains bancs situés près des parkings devant les blocs où ce sont davantage les personnes âgées qui s'y reposent, pour les locaux de l'ancien centre social, où ce sont les mamans des Néréïdes seulement, qui se retrouvent et les différents parcs de jeux où jouent les « minots ». Un seul espace est formellement contrôlé par les jeunes, pour les raisons que nous savons, c'est le Bâtiment X.

En règle générale, sur l'espace public des cités, la population qui se sent impliquée par sa vie sociale s'intéresse à ce que font les individus sur le territoire des cités ; on surveille les activités d'un petit frère, d'une famille en particulier, on regarde les enfants qui jouent, les adolescents discuter, etc. Mais cela relève plus du jeu de l'interconnaissance que d'un vrai contrôle.

Il arrive que l'« investissement » des lieux pose problème. C'est le cas du centre social. Je constate que ce phénomène se reproduit dans le hall d'entrée du Bâtiment X : le personnel se sent totalement impuissant face à la présence permanente et parfois violente des jeunes. Les rapports de force entre les jeunes et le personnel sont en permanente menace d'explosion.

Sous-hypothèses 3 : Au sein de la microsociété :

- les relations de pouvoir sont influencées par l'origine ethnique ;
- les relations de pouvoir sont influencées par les statuts occupés.

Origines ethniques

Aux Néréides/Bosquet, il y a, nous l'avons vu, une grande communauté algérienne. Mais, il y a aussi des individus issus d'autres pays. Plusieurs anciens « *caïds* » des cités, notamment certains pères de jeunes, sont maghrébins d'origine. Les musulmans s'imposent culturellement de par leur nombre. Ils représentent de grandes familles influentes, parfois craintes par la population. On peut dire qu'ils font « régner l'ordre » à l'échelle des adultes/parents.

En résumé, la culture maghrébine influe la dynamique des cités, cela est, d'après mon enquête, davantage la conséquence de la domination par le nombre qu'une caractéristique de l'origine. Au sein du groupe des jeunes de cités, les *leaders* ne sont pas forcément maghrébins, comme c'est le cas pour Fred, d'origine manouche. Ceci n'est en tout cas pas vérifié sur mon terrain d'enquête. Certes, les Français et les Européens d'origine sont en minorité, mais ils n'apparaissent pas comme des individus moins respectés. L'influence des origines ethniques dans les rapports sociaux ne dépasse pas le stade des plaisanteries sur les traditions et cultures des uns et des autres. Je pense ici aux joutes verbales auxquelles les jeunes de cités, très doués pour les jeux de langage, se livrent fréquemment et avec un certain plaisir.

Il arrive que des conflits naissent ou re-surgissent, mais une ethnie ne s'impose pas pour autant sur une autre et dans la cohabitation, la dimension multiculturelle ne m'a pas semblé poser problème.

Le statut et le pouvoir

Le statut revêt toute son importance dans les cités Néréides/Bosquet.¹²⁴ Dans la cité, à l'instar de la société globale, c'est « l'économie » et la « politique » qui ont le pouvoir et qui ordonnent les relations. C'est la « loi du plus fort » qui fait émerger le statut de « dominant » comme celui de « dominé ». Les statuts permettent alors d'organiser le groupe et ses activités. Mais la connaissance, les effets et le respect des statuts attribués vont bien au-delà des jeunes de cités et touchent une grande partie du territoire.

Les *leaders* imposent les règles et en contrôlent le suivi. Ils n'acquièrent ce statut qu'une fois un « capital guerrier » mobilisé. Quant au jeune ayant un statut de « dominé », il se doit de « rester à sa place » et de se soumettre aux « lois du quartier ». Seul un « dominant » peut bénéficier des avantages très convoités de la cité et d'une reconnaissance au sein du « quartier ». On comprend dès lors l'importance des enjeux et l'omniprésence des rapports de force.

Sous-hypothèse 4 : L'éducateur de rue doit connaître les normes et valeurs véhiculées par les jeunes des cités Néréides/Bosquet pour pouvoir intervenir auprès d'eux.

Nous l'avons vu, dans les cités Néréides/Bosquet, les rapports sociaux entre habitants sont pour le moins complexes. Le travailleur social doit connaître le fonctionnement relationnel des jeunes de cités pour pouvoir interpréter leurs comportements et déterminer leur position dans un groupe. C'est au prix d'une période relativement longue et intensive d'observation sur le territoire et d'un effort de déconstruction des représentations que le travailleur social pourra aborder la réalité de son environnement de travail. Il devient alors possible de décoder les façons d'agir et de penser des jeunes, les enjeux auxquels ils font face et de comprendre le *malaise* qu'ils peuvent ressentir par rapport à la société globale.

En débutant sur le terrain, je n'ai pas su donner de significations à tous les comportements des jeunes. J'ai souvent dû faire l'effort de les resituer dans leurs réalités culturelles. L'intervention du travailleur social est à mon avis inappropriée, voire dangereuse s'il n'a pas connaissance des particularités de la population qu'il côtoie. Le travailleur social doit se donner la possibilité de comprendre les enjeux professionnels dans lesquels se trouvent les jeunes et les stratégies qu'ils mettent en œuvre pour acquérir une place et une reconnaissance.

¹²⁴ COUET, DAVIE, 2004, p. 44

L'éducateur doit non seulement se faire accepter, mais il doit aussi démontrer ses aptitudes.

L'éducateur de rue n'impose pas ses valeurs et ses « lois ». Il tente plutôt d'apporter un autre modèle, plus conforme à celui de la société « conventionnelle », et d'inciter les jeunes à s'impliquer dans des actions ayant pour but de les sensibiliser à la valeur des normes institutionnelle et étatique.¹²⁵ Inviter les jeunes de cités à faire preuve de plus de civilité constitue un des axes de travail de l'équipe éducative de l'ADDAP 13 aux Néréides/Bosquet. Le but est de rapprocher les populations et de diminuer le fossé entre les cultures. Composer avec les normes sociales est d'autant plus important lorsqu'il s'agit de projets extérieurs, tels le chantier éducatif ou les camps, étant donné les engagements pris non seulement avec l'institution pour laquelle est employé l'éducateur, mais aussi avec d'autres organismes. Françoise Lorcerie affirme que l'enjeu réside dans la préservation de l'existence « d'un espace qui égaliserait les poids symboliques du fort et du faible dans les relations sociales tout en faisant en sorte que l'Etat, par l'encadrement institutionnel qu'il prodigue, soit présenté comme le seul garant de son fonctionnement. »¹²⁶

Les services publics et les employés de l'Etat ne sont pas toujours considérés comme compétents aux yeux de la population des cités qui a déjà eu « affaire à eux ». Intervenir sur l'espace des jeunes et s'immerger dans un milieu social où ce ne sont pas les adultes qui détiennent le pouvoir et l'autorité ne facilite certes pas le travail éducatif. De plus, désorientés, certains parents ont démissionné de leurs fonctions traditionnelles, à savoir transmettre les normes et les valeurs en usage dans la société. Souvent, ils ne comprennent pas les conduites de leurs enfants.¹²⁷

L'éducateur procède par ouverture aux autres. En « allant vers », il doit adopter une posture ouverte aux manières de penser et de faire des « jeunes de cités ». Avoir une posture ouverte, c'est pour moi être à l'écoute des difficultés qu'ils rencontrent, aller là où ils se trouvent et mesurer leur capacité à être en relation éducative. Arriver sur ses « grands chevaux » sert uniquement à se faire exclure du « quartier » et perdre ainsi toute crédibilité. « Une attitude trop rigide le conduit dans le meilleur des cas à un isolement préjudiciable et dans le pire, au

¹²⁵ LORCERIE, 1995, in : ROUDIL

¹²⁶ Ibid

¹²⁷ Les parents des jeunes qui concernent mon enquête n'ont pas connu les difficultés d'insertion professionnelle de leurs enfants à leur âge, c'est souvent plus tard qu'elles sont apparues. Ils ont eu accès au travail (pour les personnes étrangères, c'est souvent pour cette raison qu'ils sont venus en France) ; ils ont fondé une famille et avaient un logement. La vision qu'ils avaient de leurs propres parents était certainement plus valorisante que celle des jeunes d'aujourd'hui, dont les parents sont souvent au chômage, en fin de droits ou au RMI.

conflit avec une partie de la population. »¹²⁸ Il incarnera l'image de l'adulte tout-puissant auquel les jeunes ne croient plus.

Le travailleur se doit d'agir sur le lien social. L'objectif visé est de favoriser la relation entre le jeune et le travailleur social. Sa personnalité, son implication et sa connaissance du milieu des cités lui permettront d'adapter ses interventions et de construire progressivement sa position sur le territoire. Pour exemple, le seul fait de proposer un « chantier éducatif » à Mohammed, sans même avoir établi de suivi éducatif auparavant, témoigne de l'intérêt qu'il porte à sa situation. En ce sens, il est déjà sensibilisé à une approche sociale.

IV. 3 L'honneur en point d'orgue

Les « règles de vie » du « *quartier* » identifiées dans ce travail sont les plus importantes au sein du groupe de jeunes des cités Néréides/Bosquet. Elles s'inscrivent au quotidien dans leurs interactions, souvent de manière implicite. Si nécessaire, elles apparaissent au grand jour (Mohammed « règle le compte » de Pedro qui a transgressé la norme du respect de la hiérarchie). Les « lois » induisent des rapports de pouvoir, ayant pour effet d'instaurer une hiérarchisation dans les rapports sociaux. Paradoxalement, c'est aussi pour les jeunes l'opportunité d'affirmer leurs atouts. Mais qu'est-ce que les jeunes défendent vraiment à travers ces « lois » ? Quelle est leur justification ? La « loi du silence », par exemple, est instaurée pour se protéger des dénonciations. Mais toutes les « lois » n'ont pas une logique aussi évidente. Quel code moral et quelles valeurs Mohammed défend-il à travers son acte de violence ?

Le code de l'honneur est, lui, une valeur commune à toutes les situations exposées. Célébrée par la culture de rue, elle « puise ses sources à la fois dans le vieux fonds de culture maghrébine très présent dans la population qui le compose et dans certains traits spécifiques de mentalité populaire, caractérisée entre autres par un grand souci de l'image de soi au sein du groupe d'interconnaissance et par une manière de « régler ses comptes » avec autrui dans le face à face et, au besoin, par l'usage de la violence physique ». ¹²⁹ L'importance de « garder la face », de « sauver » sa peau et son estime de soi, la fierté sont des valeurs primordiales pour celui qui n'a que le « *quartier* » comme lieu d'affirmation de soi. Il veut bénéficier d'une

¹²⁸ LORCERIE, 1995, in : ROUDIL

¹²⁹ LEPOUTRE, 1997, p. 270

reconnaissance sociale au sein de la microsociété, une reconnaissance d'autant plus significative que la société « conventionnelle » lui fait déjà défaut. Du rejet des normes sociales conventionnelles résulte un mouvement d'inclusion, d'appropriation à la cité et à ses « lois ». Tous les thèmes abordés avec les jeunes mettent en évidence des notions de pouvoir et d'honneur. Les règles d'usage et coutumes relatives aux rapports entre les sexes garantissent l'honneur de la famille, celui de l'homme comme de la femme. Revendiquer les valeurs de son appartenance ethnique permet de justifier ses choix amoureux et relationnels. Gagner de l'argent dans le trafic apporte une reconnaissance, « la carrière délinquante censée être la seule capable de prouver son honorabilité en les faisant entrer dans la société de consommation. »¹³⁰ Respecter la « loi du silence » ou commettre une agression physique préservent l'honneur. Selon Thomas Sauvadet, les jeunes les plus pauvres et les plus « *chauds* » revendiquent davantage la culture de la cité. C'est ce que j'ai pu vérifier sur le terrain que j'ai étudié.

Les *leaders* contrôlent le territoire en exerçant un pouvoir et en abusant d'autorité. Après avoir essuyé un certain nombre d'échecs dans la société, les jeunes se reconstruisent une identité dans la cité. La reconnaissance est donc d'autant plus gratifiante pour eux. Quant aux dominés, ils s'enfoncent parfois dans la spirale de la consommation de produits illicites et recherchent la reconnaissance là où ils le peuvent. Certains dominés que Thomas Sauvadet nomme « fils à papa encanaillés » limitent les dégâts parce qu'ils disposent d'argent pour sortir de leur cité, peuvent participer à des activités, développer un réseau à l'extérieur de la cité, ou encore faire acte de générosité envers les *leaders* pour se mettre à l'abri. Sur mon terrain, certains dominés étaient appelés les « *testons* », c'est-à-dire les *intellectuels*. Ces derniers bénéficient d'une reconnaissance à l'école et possèdent des moyens non négligeables pour espérer une réussite professionnelle et sociale.

¹³⁰ SAUVADET, 2006, p. 256

V. CONCLUSION

V. 1 Les cités : un « fourre-tout » à déconstruire

*« Si un jeune fait une connerie,
on met tous les jeunes de la cité dans le même sac. » Nurdin, 18 ans.*

L'« opinion » de certains membres de la société, en une définition caricaturale et stigmatisante, présente le « jeune de cité » « tenant les murs » de sa barre d'immeuble. Tout porte à croire que l'appellation « jeune de cité » est un « fourre-tout » qui renvoie à des représentations péjoratives. Regroupés sous une même appellation, tous les jeunes résidant dans une cité ne sont toutefois pas identiques. Certains d'entre eux, bien qu'ils fassent partie du groupe des « jeunes de cités », quittent l'espace des grands ensembles la journée pour se rendre à l'école ou au travail et ne posent pas de problèmes particuliers. Il y aussi des jeunes que l'on ne voit pas dans la cité, qui ont un réseau de personnes extérieures ou qui ne sortent pas ou très peu de leur domicile. En d'autres termes, certains jeunes que la population englobe sous l'appellation de « jeunes de cités » ne participent pas à la part négative de la vie sociale de leur « quartier ».

Le fait que certains jeunes investissent de manière problématique le centre social est source de demandes et de revendications. Ils ne les expriment pas toujours clairement et utilisent parfois l'agressivité ou le mutisme, car ils se sentent aussi victimes du système et de ses failles. Ils sont conscients des injustices sociales et de l'impasse dans laquelle ils se trouvent. Squatter au quotidien le hall de la MPT témoigne en tout cas de l'ennui dont ils sont victimes et montre à la fois qu'ils attendent une opportunité pour en sortir.

Les jeunes des cités Néréides/Bosquet constituent une microsociété avec ses normes sociales qui leur permettent de trouver un espace de réalisation entre la société et le domicile. Elle est une réponse parfois financière et un soutien moral face aux difficultés qu'ils rencontrent. Cependant, je tiens à souligner et à nuancer cet exposé : tous les jeunes ne s'approprient pas de la même intensité les normes de cette microsociété. Il existe une différence notable entre les jeunes qui ont pour unique espace de sociabilité leur quartier, que la société exclut et marginalise, et ceux qui existent hors des frontières symboliques de la cité et qui sont confrontés à d'autres pratiques et usages. Ces derniers font aussi partie du groupe des

« *collègues* », se revendiquent « *jeunes de cité* », sans pour autant rencontrer des difficultés d'intégration dans la société et sans commettre de délits. Ils restent attachés à leur « *quartier* », ce qui ne fait pas d'eux des délinquants ni des « fils à papa encanaillés ». Ce travail n'est pas représentatif des réussites sociales des cités. Je suis intervenue professionnellement auprès des individus dans le besoin. Il se limite à l'environnement direct des jeunes des cités Néréïdes/Bosquet, c'est-à-dire leur « *quartier* », mais il permet aussi, je l'espère, de rendre compte du fait que tous les jeunes ne restent pas « cloisonnés » dans les cités à longueur de journée. Ils quittent le territoire pour fréquenter les lieux branchés où les jeunes se rassemblent et participent à des loisirs et des activités. Ils ne sont pas seulement « jeunes de cités », mais aussi « jeunes Marseillais » et s'identifient à la vie sociale de leur ville. « Traiter une personne qui est déviante sous un rapport comme si elle l'était sous tous les rapports, c'est énoncer une prophétie qui contribue à sa propre réalisation. Ainsi se mettent en branle divers mécanismes qui concourent à modeler la personne sur l'image qu'en ont les autres. »¹³¹

La règle sociale sert à protéger le plus faible. Elle permet à chaque être humain d'être à égalité. Cependant, toutes les règles ne remplissent pas cette fonction.¹³² Dans la cité, des inégalités entre individus sont perceptibles. Ces différences tendent à conférer un caractère sauvage et stigmatisant aux jeunes, enjolivant naïvement la société « conventionnelle », qui fonctionne elle aussi par le même principe. « Il y a toujours des gens qui *imposent de force* leurs normes à d'autres, les appliquant plus ou moins contre la volonté ou sans le consentement de ceux-ci. »¹³³ Il y a des « dominés » et des « dominants » dans toutes les sociétés.

¹³¹ BECKER, 1986, p. 57

¹³² COUET, DAVIE, 2004, pp. 39-42

¹³³ BECKER, 1986, p. 40

V. 2 Limites et contraintes de la recherche

Les préjugés

Tout au long de mon enquête sur le terrain, j'ai été confrontée aux représentations que j'avais des « jeunes de cités ». Je me suis efforcée de les analyser pour les déconstruire au fur et à mesure que j'avancais dans l'expérience. Les informations arrivent petit à petit, par bribes et parfois par hasard. Il faut toujours tenter d'avoir un « regard neuf » sur les événements et suivre leur évolution, car rien n'est linéaire ou prévisible. J'ai cherché à donner du sens à mes expériences en analysant cet environnement nouveau, même lorsque les situations se heurtaient à mes propres valeurs morales ou idéologiques. Ma subjectivité m'a finalement amenée à me remettre en question, à comprendre mes raisonnements en contextualisant les expériences vécues. « C'est cette alliance de proximité, voire de l'empathie, et de la distance objective maintenue avec ténacité, qui nous permet de découvrir les individus et leurs histoires, la vie des personnes derrière les images et les stéréotypes, les indignations et les partis pris. »¹³⁴

Recueillir les données sur le terrain

Recueillir les données sur le terrain a été un exercice relativement « facile ». En revanche, en tirer des « généralités » et des « lois » en vue de les analyser n'a pas été chose aisée. Les paradoxes relevés dans les discours des jeunes m'ont rendu la tâche difficile. De plus, ils contiennent toujours « une part d'exagération ou d'euphémisation. »¹³⁵ C'est pourquoi j'ai recherché des témoignages extérieurs aux groupes appréhendés afin d'objectiver autant que possible les discours.

Les exemples tirés de ma pratique professionnelle, comme celui d'Aziz, sont des événements qui nous [éducateurs] sont retranscrits. Je n'étais pas toujours présente, en direct, sur le lieu des événements. Il est donc nécessaire de tenir compte du phénomène de « téléphone arabe ». Les versions comportent toujours une part d'interprétation. Le travail professionnel tend

¹³⁴ LAPEYRONNIE in: SAUVADET, 2006, p. 14

¹³⁵ SAUVADET, 2006, p. 33

justement à obtenir le degré le plus proche de la vérité, en questionnant dans la mesure du possible les individus concernés ainsi que les partenaires professionnels.

V. 3 Perspectives professionnelles et pistes d'action

J'ai insisté sur la nécessité de déconstruire les représentations et de contextualiser en permanence les situations pour les comprendre et ainsi prendre la « bonne distance » face à elles. Ce travail a fait l'objet de questionnements éthiques et idéologiques importants lors d'échanges avec les différents partenaires professionnels. Comprendre le comportement de quelqu'un comme Aziz face à la famille B est un exemple de la complexité de la profession. Je suis issue d'un milieu social où dénoncer aux instances policières de tels actes de violence est un devoir civique. Or, dans la cité, ces devoirs n'ont plus rien d'évident. Le « joint » tourne au quotidien, il rassemble les jeunes et leur permet de relativiser les difficultés dues à leur condition. Personne ne s'interpose dans ces moments d'échange. Néanmoins, je me suis questionnée quant au sens de ma présence auprès d'eux. En outre, la maltraitance, telle que définie lors de ma formation et notamment en suivant le module « oasis » sur la protection de l'enfance, est une réalité fréquemment identifiée dans les cités et rares sont les victimes qui bénéficient de prises en charge suffisantes. Les moyens sont limités. De plus, ce que je perçois comme étant relatif à de la « maltraitance » ne l'est pas forcément aux yeux de mes confrères et de la population des cités.

Les limites de l'implication et la définition de l'identité professionnelle se posent. En tant qu'éducatrice, je symbolise la norme sociale que l'individu doit respecter au sein de la société globale. Pourtant, j'ai été amenée à transgresser les normes que je représente et que je suis censée défendre. Dans la cité et dans la rue en général, l'éducateur est régulièrement confronté à des comportements délinquants. Les remises en question, les réflexions sur les stratégies d'intervention sont permanentes et indispensables pour asseoir un positionnement qui se rapproche des missions institutionnelles, sans compromettre les relations avec les jeunes. L'enjeu réside dans la préservation du lien social, tout en se donnant les moyens de réagir à ces transgressions. Les travailleurs sociaux ne peuvent demander aux jeunes de « s'assagir », de se conduire autrement : car cela reviendrait à les extraire de leur milieu de vie. Comment établir une relation de confiance, si chère à l'éducateur, avec des jeunes impliqués dans des activités illicites, tout en étant représentant de la société et garant de ses

lois ?

J'ai constaté par ailleurs qu'à Marseille, les centres sociaux accueillent de nombreux partenaires qui se déplacent ponctuellement pour aller à la rencontre des habitants et parer à leurs besoins, ce qui n'encourage pas les déplacements. L'ADDAP 13 mène quant à elle différentes actions destinées à encourager la mobilité, comme des projets de chantiers éducatifs ou l'organisation de camps à l'extérieur.

Enfin, la prévention de rue permet à l'éducateur de bénéficier d'une « liberté » peu commune dans le travail social, qui permet d'avoir une marge de manœuvre tout en restant dans un cadre institutionnel. Cet aspect de la profession est très intéressant et excitant, mais il implique d'importantes responsabilités. Il a particulièrement suscité mon désir de continuer et de développer en Suisse ce mode d'intervention.

V. 4 Réflexion personnelle

Pour terminer ce travail, je souhaite relever les enrichissements qu'il m'a apportés en termes d'expérience humaine. Lorsque j'ai annoncé mon intention de travailler à Marseille dans les cités, les réactions des gens ont été quasi unanimes : « *T'es folle ?* », m'ont-ils demandé. Je peux comprendre ces réactions si l'on considère que l'opinion publique habituelle se base rarement sur des faits réels et objectifs. Le « fourre-tout » des « jeunes de cités » a encore frappé ! À force d'écouter les mises en garde de mes pairs et la diabolisation des « jeunes de cités » au travers des discours médiatiques qui souvent ne les montrent pas à leur avantage, je suis effectivement partie avec quelques craintes, mais elles n'ont pas constitué d'obstacle à cette aventure. L'éternelle « insouciant » que je suis (selon mon entourage) ne s'est pas laissée impressionner, fort heureusement d'ailleurs. Une fois arrivée dans les cités, les craintes et les peurs se sont envolées. J'ai été accueillie par les populations comme rarement je l'ai été.

Les jeunes n'ont constitué aucune menace à mon intégrité. Le fait d'être « connue » quelques semaines déjà après mon arrivée me procurait une forme de sécurité. Certes, la violence est visible, mais elle s'exerce davantage lorsque des individus sont liés par des rapports économiques. Mais par-dessus tout, je suis convaincue qu'elle n'a aucune raison d'être si l'on respecte les normes et les valeurs des populations. Mehdi relevait les différences entre les

conduites des « *jeunes de cités* » et celles des « *autres* » (la société globale). Cela veut dire que l'individu qui n'a pas les mêmes comportements qu'eux dévie des normes représentées par les « jeunes de cités » et s'il manque de respect, en plus des « transgressions » qu'il commet, il s'expose à des risques de conflit.

Lorsque je me suis rendue à Marseille avec un groupe d'étudiants de la HEVS l'année précédente, j'avais visité une cité avec l'ADDAP 13. L'éducatrice expliquait alors que des jeunes de la cité avaient sauvagement agressé le médecin du centre social et y avaient ensuite mis le feu. Elle nous avait également précisé que ceux qui avaient commis ces actes de vandalisme n'avaient pas encore été appréhendés par la police. Selon elle, la population des cités savait de qui il s'agissait, mais elle ne pouvait faire de dénonciations par peur des représailles. Cette violence avait provoqué beaucoup d'angoisses auprès des habitants de la cité et des jeunes. Des lettres avaient été envoyées au personnel pour qu'il ne ferme pas définitivement le centre, accusant une « minorité de jeunes voyous ». Ces terribles agressions donnent en effet une mauvaise image des « jeunes de cités », alors même que la plupart d'entre eux ne se reconnaissent pas dans de tels actes.

VI. BIBLIOGRAPHIE

VI. 1 Ouvrages de référence

BECKER, Howard S. *Outsiders*. Métailié, Paris. 1985. 247 p.

BORDET, Joëlle. *Les « jeunes de la cité »*. Presses universitaires de France, Vendôme. 1982. 232 p.

CORAJOURD, Pierre, *Les jeunes des banlieues populaires : leur vécu et leurs rapports au monde adulte*. Institut d'ethnologie, Université de Neuchâtel. 1998.

LEPOUTRE, David, *Cœur de banlieue, codes, rites et langages*. Ed. Odile Jacob, Paris. 1997. 362 p.

MECHERI, Hervé-Frédéric, *Les jeunes immigrés maghrébins de la deuxième génération et/ou la quête de l'identité*. Éd. CIEM. L'Harmattan, 1984. Paris.

ROCHE, Pierre (dir.), *La proximité à l'épreuve de l'économie de la débrouille*. 2000. 102 p.

SAUVADET, Thomas, *Le capital guerrier, concurrence et solidarité entre jeunes de cité*. Ed. Armand-Colin, Lassay-les-Châteaux. 2006. 303 p.

VI. 2 Ouvrages consultés

BOUAMAMA, Saïd, *De la galère à la citoyenneté, les jeunes, la cité, la société*. Ed. Desclée de Brouwer, Paris, 1993

CAMPEAU, Roger [et al], *Individu et société : introduction à la sociologie*. Ed. Gaëtan Morin, Montréal. 1993. 333 p.

COPANS, Jean, *L'enquête ethnologique de terrain*. Nathan Université, 1999. 126p.
("Sciences sociales")

COUET, J.-F. et DAVIE, A., *Dictionnaire de l'essentiel en sociologie*. Ed. Peronnas Liris, 4^{éd}, 2004. 176 p.

FERREOL G. et NORECK, J.-P., *Introduction à la sociologie*. Ed. Armand Colin, Paris, 2000. 192 p.

HALPERN, Catherine et RUANO-BORBALAN, J.-C., *Identité(s), l'individu, le groupe, la société*. Ed. Sciences humaines, Quebeccor World, 2004, 399 p.

JORDY, J.-J. et TEMIME, E. (dir.), *Marseille et le choc des décolonisations. - Les rapatriements 1954-1964*. Edisud, Aix-en Provence, 1996

JORDY, J.-J., *1962 : l'arrivée des Pieds-Noirs*. Ed. Le Monde, Paris. 2002 (Autrement)

MENANTEAU, Jean *Les banlieues*. Ed. Le Monde/Marabout, Sarthe, 1994. 244p.

PINSON, THOMANN, Préface : LEVY. *La maison en ses territoires, de la villa à la ville diffuse*. L'Harmattan, Paris. 2002.

ROCHER, G., *Introduction à la sociologie générale*. Ed. Le Seuil, Paris : Armand Colin. 1972. 192 p.

VI. 3 Revues et articles

MARLIERE, Eric, « Le sentiment d'injustice chez les jeunes d'une cité HLM », *Sociétés et jeunesses en difficulté* [en ligne]. 2006. Adresse URL : <http://sejed.revues.org/document208.html> (consultée le 23 octobre 2008)

L'espace politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique. Adresse URL : http://www.espacepolitique.org/a_propos.php (consultée le 20 novembre)

ROUDIL, Nadine. « De l'indifférence à la différence : la relation entre le centre social de la Castellane et la population d'origine étrangère dans les quartiers nord de Marseille ».

Ethnographiques.org. [en ligne]. 2007, no 12. Adresse URL :

http://www.ethnographiques.org/2007/Roudil.html?var_recherche=jeune+cit%E9 (consultée le 2 octobre 2008)

SAUVADET, Thomas, « Causes et conséquences de la recherche de « capital guerrier » chez les jeunes de la cité », *Déviance et société* [en ligne]. 2005, no 2, pp. 113-126. Adresse URL : http://reseaudesbahuts.lautre.net/article.php3?id_article=170 (consultée le 5 septembre 2008)

SAUVADET, Thomas, « Les jeunes *de la cité*: comment forment-ils un groupe ? Une analyse comparative entre trois terrains », *Socio-logos* [en ligne]. 2005, no 1. Adresse URL : <http://socio-logos.revues.org/document55.html> (consultée le 19 septembre 2008)

VI. 4 Sites Internet

BLES, Adrien. Dictionnaire de l'histoire des rues de Marseille. Ed. Jeanne-Laffitte. 1989. Adresse URL : http://www.massalire.fr/biographie/bles_adrien_bio.htm (consultée le 2 mai 2008)

GASTAUT, Yvan. Marseille cosmopolite après les décolonisations : un enjeu identitaire ». *Cahiers de la Méditerranée*. 2003, vol. 67. Adresse URL : <http://cdlm.revues.org/document134.html#tocto1> (consultée le 20 mai 2008)

Ministère Français de l'Intérieur. *La drogue, que dit la loi ?* Adresse URL : http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/droque/loi-droque/droque-que-dit-loi/view (consultée le 12 septembre 2008)

THELLIER, Thibault. Les grands ensembles comme frontière sociale : les jeunes à l'épreuve de l'urbanisation. Université de Lille III Charles-de-Gaulle. 2005. Adresse URL : <http://jeunes-et-societes.cereq.fr/PDF-RJS2/TELLIER.pdf> (consultée le 8 mai 2008)

VI. 5 Filmographie

KASSOVITZ, Mathieu (réal.). *La Haine* [vidéocassette]. Paris. 1995. 95 min.

VII. ANNEXES

VII. 1 Guide – questionnaire pour les entretiens approfondis

VII. 2 Documents de statistique : INSEE

VII. 3 Plan des territoires des cités Néréïdes/Bosquet

VII. 4 Bréviaire

VII. 1 Guide – questionnaire pour les entretiens approfondis

Cadre des entretiens :

- Confidentialité/Respect de l'anonymat
- Durée des entretiens selon les disponibilités des enquêtés
- Possibilité d'arrêter à tout moment un entretien

Données sociologiques :

- Prénom (fictif)
- Age
- Sexe
- Origine
- Lieu
- Durée
- Remarques (parcours professionnels ou autres)

Généralités, organisation territoriale, groupes

- ◆ Comment se nomment entre eux les jeunes des cités Néréides/Bosquet ?
- ◆ Y a-t-il une « culture » de cité ? De rue ? De quartier ?
- ◆ Comment les jeunes et les groupes de jeunes interagissent-ils et s'identifient-ils ? En fonction du « territoire » ? Qui fait partie de quels groupes ? Dans quels endroits et dans quelles circonstances les jeunes se rencontrent-ils ?
- ◆ Comment les territoires sont-ils répartis et définis au sein des cités ? Quelle est la frontière des cités et des territoires à l'intérieur ?
- ◆ Comment ces espaces sont-ils définis, répartis, respectés, transgressés ?
- ◆ Les jeunes des cités Néréides/Bosquet constituent-ils un groupe de pairs, une bande ou une forme sociale spécifique ?

Religion, culture, rapport entre les sexes

- ◆ Y a-t-il des différences entre les sexes ? Filles et garçons occupent-ils le territoire de la même manière ?
- ◆ Quel est l'impact de la religion, en considérant que la cité est dans sa grande majorité musulmane ?

« Lois » des cités et les rapports hiérarchiques

- ◆ Quelles sont les « lois des cités » ?
- ◆ D'où viennent-elles ?
- ◆ Qui se charge de les faire respecter ?
- ◆ Deviennent-elles des « lois » à part entière ?
- ◆ Les places/rôles des jeunes ne sont pas aléatoires. Pourquoi tel ou tel jeune occupe-t-il telle ou telle place/rôle ?
- ◆ Comment les jeunes des cités Néréïdes/Bosquet perçoivent-ils l'organisation des cités à travers ses « lois » et ses codes ?
- ◆ Quel est leur rapport à l'extérieur des frontières symboliques des cités ?

VII. 2 Documents de statistiques : INSEE

VII. 3 Plan des territoires des cités Néréïdes/Bosquet

VII. 4 Bréviaire

OPAC :	Office public d'aménagement et de construction
ADDAP 13 :	Association départementale des actions de prévention des Bouches-du-Rhône
INSEE :	Institut national de la statistique des études économiques
ZEP :	Zone éducative prioritaire
AJBN :	Association jeunes Bosquet/Néréides
MPT :	Maison pour tous
CSTB :	Centre scientifique et technique du bâtiment
HLM :	Habitat à loyer modéré
RMI :	Revenu minimum d'insertion
CDD :	Contrat de durée déterminée
CDI :	Contrat de durée indéterminée
CAP :	Certificat d'aptitude professionnelle
SMIC :	Salaire minimum interprofessionnel de croissance
ANPE :	Agence nationale pour l'emploi